



ONTARIO OUVERT SUR LE MONDE

Plan de l'Ontario pour l'emploi
et la croissance

BUDGET DE L'ONTARIO 2010

Documents budgétaires

L'honorable Dwight Duncan
Ministre des Finances





ONTARIO OUVERT SUR LE MONDE

Plan de l'Ontario pour l'emploi
et la croissance

BUDGET DE L'ONTARIO 2010

Documents budgétaires

L'honorable Dwight Duncan
Ministre des Finances

Pour de plus amples renseignements au sujet du *Budget de l'Ontario 2010 – Documents budgétaires*, appeler (sans frais d'interurbain) :

Demandes en français et en anglais : 1 800 337-7222
Téléimprimeur (ATS) : 1 800 263-7776

Pour avoir la version électronique du document, visiter le site Web du ministère à :
www.ontario.ca/budget

On peut se procurer des exemplaires de cette publication :
En ligne à www.serviceontario.ca/publications

Par téléphone au Centre de service de ServiceOntario
Lundi à vendredi, 8 h 30 à 17 h
416 326-5300
416 325-3408 (ATS)
1 800 668-9938 Sans frais au Canada
1 800 268-7095 ATS Sans frais en Ontario

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2010
ISBN 978-1-4435-2441-4 (Imprimé)
ISBN 978-1-4435-2442-1 (HTML)
ISBN 978-1-4435-2443-8 (PDF)

This document is available in English under the title:
2010 Ontario Budget: Budget Papers



TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	xiii
CHAPITRE I: PLAN DE L'ONTARIO POUR LA PROSPÉRITÉ	
Section A : Emplois et croissance	
POINTS SAILLANTS	3
Investir dans le savoir et la compétence	3
Favoriser la création d'emplois et la croissance économique dans le Nord de l'Ontario	3
Possibilités d'emplois dans l'économie verte	4
Investissements à court terme dans l'infrastructure	4
Plan fiscal de l'Ontario pour stimuler la création d'emplois et la croissance	4
Faire avancer le dossier de la réduction de la pauvreté	5
UN ONTARIO OUVERT SUR LE MONDE PAR LE SAVOIR ET LA COMPÉTENCE	6
Éducation postsecondaire	6
Soutien à l'emploi et à la formation	9
Investir dans l'apprentissage à temps plein des jeunes enfants	11
UN ONTARIO OUVERT À L'INVESTISSEMENT ET À L'EMPLOI	13
Emplois et croissance pour le Nord de l'Ontario	13
Emplois dans l'économie verte	17
Accroissement des possibilités grâce aux technologies de l'eau propre	20
Services financiers	22
Ouverture des marchés internationaux et inter provinciaux	25
INVESTISSEMENTS DANS L'INFRASTRUCTURE	28
Investissements de stimulation à court terme	30
Investissements continus dans l'infrastructure	32
PLAN FISCAL DE L'ONTARIO POUR STIMULER LA CRÉATION D'EMPLOIS ET LA CROISSANCE	34
PLAN DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ DE L'ONTARIO POUR STIMULER LA CRÉATION D'EMPLOIS ET LA CROISSANCE	38
Possibilités pour les enfants	38
Possibilités pour les adultes à faible revenu qui travaillent	40
Transformation de l'aide sociale	41

Section B : Gestion responsable

POINTS SAILLANTS	45
PLAN EN VUE D'ÉLIMINER LE DÉFICIT	46
EXAMEN DE LA GESTION DES DÉPENSES DE 2009	49
MESURES DE GESTION DES DÉPENSES.....	50
Mesures salariales	51
Gel des charges de fonctionnement de base	52
Ralentissement du rythme de l'investissement à long terme dans l'infrastructure	52
Examen exhaustif permanent de la gestion des dépenses.....	53
TRANSFORMATION DES SERVICES PUBLICS.....	54
Transformation du système de soins de santé	54
Transformation des programmes d'allocations et de prestations de l'Ontario	56
Transformation d'Emploi Ontario	58

**CHAPITRE II : PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET PLAN FINANCIER
DE L'ONTARIO****Section A : Aperçu**

POINTS SAILLANTS	61
Économie de l'Ontario	61
Finances de l'Ontario.....	61
Transparence accrue de la communication de l'information financière ...	61

Section B : Résultats financiers provisoires de 2009-2010

Revenus au cours de l'exercice	68
Variations des revenus	69
Charges au cours de l'exercice	71

Section C : Perspectives économiques de l'Ontario

APERÇU.....	73
Signes de reprise économique en Ontario	76
Incidences considérables de la récession mondiale sur l'Ontario	81
Répercussions des défis que pose la conjoncture économique mondiale pour les perspectives de l'Ontario	83
Croissance de l'économie américaine.....	83

Table des matières

Hausse des prix du pétrole	85
Vigueur du dollar canadien	86
Hausse des taux d'intérêt	87
Incidences sur l'Ontario des modifications aux facteurs internationaux	88
Perspectives de reprise économique en Ontario	88
Détails des perspectives économiques de l'Ontario	93
Prévisions du secteur privé	94
Comparaison des données avec celles du budget de l'Ontario de 2009	96
Comparaison des données avec celles de l'exposé économique d'automne de 2009	97

Section D : Perspectives de revenus de l'Ontario

INTRODUCTION	99
PRÉVISIONS DES REVENUS À MOYEN TERME	101
VARIATIONS DEPUIS LA PUBLICATION DE <i>PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET REVUE FINANCIÈRE DE L'ONTARIO DE 2009</i>	108
Présentation révisée des prévisions du budget de 2009	111
Présentation révisée des prévisions de <i>Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009</i>	112
RISQUES POUR LES PERSPECTIVES DE REVENUS	113

Section E : Plan financier de l'Ontario

PERSPECTIVES FINANCIERES À MOYEN TERME	117
Principales variations depuis la publication de <i>Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009</i> l'automne dernier	118
Perspectives des charges à moyen terme de l'Ontario	121
Risques pour les perspectives de charges	123
Passif éventuel	125
Prudence financière	125

Section F : Un Ontario plus fort pour un Canada plus fort

APERÇU	127
Paiements de transfert du gouvernement fédéral et soutien à l'égard d'un Ontario plus fort	127
Besoin d'un partenaire financier à long terme fiable	128
Partenariat synonyme de résultats	129

Section G : Responsabilité, transparence et gestion financière

ACCROÎTRE LA COMPRÉHENSION DU PUBLIC À L'ÉGARD DES FINANCES DU GOUVERNEMENT	131
ACCROÎTRE LA TRANSPARENCE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE	133
ACCROÎTRE LA RESPONSABILITÉ À L'ÉGARD DU PUBLIC	133

Section H : Détails des finances de l'Ontario

SOUTIEN DÉCOULANT DES ACTIVITÉS DE JEU ET AFFECTÉ AUX SERVICES DE SANTÉ, À LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO ET AUX COLLECTIVITÉS	145
---	-----

**CHAPITRE III : UN RÉGIME FISCAL ET DES RÉGIMES DE RETRAITE
POUR ASSURER L'AVENIR DE L'ONTARIO**

POINTS SAILLANTS	151
Plan fiscal de l'Ontario pour stimuler la création d'emplois et la croissance	151
Modernisation des régimes de retraite et du système de revenu de retraite	151
PLAN FISCAL DE L'ONTARIO POUR STIMULER LA CRÉATION D'EMPLOIS ET LA CROISSANCE	152
Taxe de vente harmonisée	154
Réductions d'impôt pour les particuliers	154
Réductions d'impôt pour les entreprises	157
DÉTAILS DES MESURES FISCALES	159
Crédit d'impôt de l'Ontario pour les coûts d'énergie et les impôts fonciers	159
Adoption de mesures fiscales fédérales	160
Aide aux entreprises pour la transition à la taxe de vente harmonisée ..	161
Modifications apportées à la taxe de vente perçue sur certains types d'assurances	161
Imposition des groupes de sociétés	162
MESURES ADMINISTRATIVES	163
Soutien à la transition à la taxe de vente harmonisée	163
<i>Loi sur les droits de cession immobilière</i> : réorganisation des organismes de bienfaisance	164
Financement durable du secteur du tourisme	164

Table des matières

MESURES NON LIÉES AU RÉGIME FISCAL	164
AUTRES MESURES ET MODIFICATIONS DE FORME	166
MODERNISATION DES RÉGIMES DE RETRAITE ET DU SYSTÈME DE REVENU DE RETRAITE...	167
Transformation du système de régimes de retraite	168
Une vision pour une réforme plus approfondie	170
Fonds de garantie des prestations de retraite	172
Le système de revenu de retraite de demain	173
Consultations	174
CHAPITRE IV : EMPRUNTS ET GESTION DE LA DETTE	
POINTS SAILLANTS	177
EMPRUNTS À LONG TERME SUR LES MARCHÉS PUBLICS	178
DETTE	182
COMPOSITION DE LA DETTE TOTALE	184
RAPPORTS DETTE-PIB	185
COÛT DE LA DETTE	189
EXPOSITION AUX RISQUES	190
TABLEAUX FINANCIERS CONSOLIDÉS	192

LISTE DES TABLEAUX

CHAPITRE I : PLAN DE L'ONTARIO POUR LA PROSPÉRITÉ

Tableau 1 :	Tous les ans, plus de un million d'Ontariennes et d'Ontariens reçoivent des services de formation et d'aide à l'emploi	11
Tableau 2 :	Crédit pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario	16
Tableau 3 :	Plan financier de redressement de l'Ontario	49

CHAPITRE II : PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET PLAN FINANCIER DE L'ONTARIO

Tableau 1 :	Budget de 2010 – Les chiffres en bref	62
Tableau 2 :	Résultats financiers en cours d'exercice 2009-2010	68
Tableau 3 :	Sommaire des variations des revenus depuis la publication de <i>Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009</i>	69
Tableau 4 :	Sommaire des variations des charges depuis la publication de <i>Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009</i>	71
Tableau 5 :	Perspectives économiques de l'Ontario	74
Tableau 6 :	Reprise économique après la récession	76
Tableau 7 :	Variables externes	83
Tableau 8 :	Répercussions de modifications durables aux principales hypothèses sur la croissance du PIB réel de l'Ontario	88
Tableau 9 :	Économie de l'Ontario, de 2008 à 2013	93
Tableau 10 :	Prévisions du secteur privé concernant la croissance du PIB réel de l'Ontario	94
Tableau 11 :	Changements aux principales hypothèses économiques Comparaison entre les données des budgets de 2009 et de 2010	96
Tableau 12 :	Changements aux principales hypothèses économiques Comparaison entre les données du budget de 2010 et les données de l'exposé économique d'automne (EEA) de 2009	97
Tableau 13 :	Sommaire des perspectives à moyen terme	101
Tableau 14 :	Perspectives des revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers	103
Tableau 15 :	Perspectives des revenus tirés de la taxe de vente	104
Tableau 16 :	Perspectives des revenus tirés de l'impôt des sociétés	105
Tableau 17 :	Sommaire des variations des revenus à moyen terme depuis la publication de <i>Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009</i> l'automne dernier	108
Tableau 18 :	Résumé des perspectives à moyen terme présentées dans le budget de 2009	111

Tableau 19 : Sommaire des perspectives à moyen terme présentées l'automne dernier dans <i>Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009</i>	112
Tableau 20 : Certains risques et sensibilités – Économie et revenus	114
Tableau 21 : Plan financier et perspectives à moyen terme	117
Tableau 22 : <i>Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009</i> – Perspectives financières à moyen terme redressées	118
Tableau 23 : Variations aux perspectives financières depuis la publication de <i>Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009</i>	119
Tableau 24 : Sommaire des perspectives des charges à moyen terme	121
Tableau 25 : Certains risques et sensibilités liés aux charges	124
Tableau 26 : Plan financier et perspectives à moyen terme	135
Tableau 27 : Revenus	136
Tableau 28 : Total des charges	137
Tableau 29 : Autres charges	138
Tableau 30 : Dépenses liées à l'infrastructure en 2010-2011	139
Tableau 31 : Principales statistiques financières et économiques établies sur dix exercices	140
Tableau 32 : Soutien aux services de santé, aux organismes de bienfaisance, au traitement du jeu problématique et aux programmes connexes	145
Tableau 33 : Soutien au secteur agricole et aux municipalités	146

CHAPITRE III : UN RÉGIME FISCAL ET DES RÉGIMES DE RETRAITE POUR ASSURER L'AVENIR DE L'ONTARIO

Tableau 1 : Soutien aux particuliers et aux organismes de services publics ..	156
Tableau 2 : Plan fiscal pour stimuler la création d'emplois et la croissance – Variations des revenus	158
Tableau 3 : Incidence du budget de 2010	167

CHAPITRE IV : EMPRUNTS ET GESTION DE LA DETTE

Tableau 1 : Programme d'emprunt 2009-2010 - Province et Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario ...	180
Tableau 2 : Perspectives du programme d'emprunt à moyen terme : Province et Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	181
Tableau 3 : Dette nette et déficit accumulé	192
Tableau 4 : Échéances de la dette	194
Tableau 5 : Perspectives à moyen terme	195
Tableau 6 : Valeur nominale du portefeuille des instruments financiers dérivés	196

LISTE DES GRAPHIQUES

CHAPITRE I : PLAN DE L'ONTARIO POUR LA PROSPÉRITÉ

Graphique 1 :	Augmentation du financement par étudiant	8
Graphique 2 :	Investissements accrus dans Emploi Ontario	9
Graphique 3 :	Région du Cercle de feu.....	14
Graphique 4 :	Davantage d'emplois dans le secteur financier de l'Ontario...24	
Graphique 5 :	Projets d'investissement de stimulation dans l'infrastructure ...31	
Graphique 6 :	Comment la TVH et les réductions d'impôt des entreprises créent-elles des emplois?	37
Graphique 7 :	Soutien aux familles : Prestation ontarienne pour enfants et aide sociale	42
Graphique 8 :	Plan de l'Ontario en vue d'éliminer le déficit.....	48
Graphique 9 :	Améliorer l'accès des clients aux programmes d'allocations et de prestations de l'Ontario.....	57

CHAPITRE II : PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET PLAN FINANCIER DE L'ONTARIO

Graphique 1 :	Plan financier à moyen terme de l'Ontario	63
Graphique 2 :	Niveaux d'emploi en Ontario avant et après la récession	73
Graphique 3 :	Croissance du PIB réel plus rapide que celle de l'emploi	75
Graphique 4 :	Croissance de l'emploi depuis mai 2009	77
Graphique 5 :	Ventes au détail en Ontario.....	78
Graphique 6 :	Ventes de produits manufacturés de l'Ontario et exportations de marchandises ontariennes vers l'étranger ..	79
Graphique 7 :	Ventes de logements en Ontario.....	80
Graphique 8 :	Baisse du PIB réel en 2009 – Comparaisons	81
Graphique 9 :	Incidences de la récession sur l'emploi en 2009	82
Graphique 10 :	Croissance du PIB réel aux États-Unis.....	84
Graphique 11 :	Dollar canadien	86
Graphique 12 :	Taux d'intérêt	87
Graphique 13 :	Croissance des exportations de biens et de services.....	89
Graphique 14 :	Relance grâce aux investissements considérables du gouvernement en 2010.....	90
Graphique 15 :	Création prévue de plus d'un demi-million d'emplois	91
Graphique 16 :	Amélioration des prévisions de croissance en Ontario pour 2010 depuis l'automne 2009	95
Graphique 17 :	Baisse des revenus fiscaux en raison de la récession mondiale ..	99

Graphique 18 : Les revenus ontariens tirés de l'impôt des sociétés ont le plus baissé	100
Graphique 19 : Composition des revenus 2010-2011	142
Graphique 20 : Composition des charges totales 2010-2011	143
Graphique 21 : Composition des charges de programmes 2010-2011	144
CHAPITRE III : UN RÉGIME FISCAL ET DES RÉGIMES DE RETRAITE POUR ASSURER L'AVENIR DE L'ONTARIO	
Graphique 1 : Réduction de moitié du TEMI de l'Ontario sur les nouveaux investissements des entreprises	153
Graphique 2 : Remboursements de la taxe de vente en 2011-2012	157
Graphique 3 : Allégement fiscal de l'Ontario – Énergie et impôts fonciers ..	160
CHAPITRE IV : EMPRUNTS ET GESTION DE LA DETTE	
Graphique 1 : Emprunts – Marché canadien	179
Graphique 2 : Composition de la dette totale	184
Graphique 3 : Rapport dette nette-PIB	185
Graphique 4 : Rapport déficit accumulé-PIB	186
Graphique 5 : Comparaison du rapport dette nette + f8 des provinces	187
Graphique 6 : Rapport dette nette-PIB des pays du G-7 et de l'Ontario ...	188
Graphique 7 : Taux d'intérêt effectif (moyenne pondérée) de la dette totale	189
Graphique 8 : Exposition aux risques associés aux changements nets de taux d'intérêt	191
Graphique 9 : Exposition aux risques de change	191





AVANT-PROPOS

Le Discours du Trône de 2010 de l'Ontario établit un plan quinquennal, le plan Ontario ouvert sur le monde, destiné à créer des emplois et à stimuler la croissance économique.

Le plan Ontario ouvert sur le monde pose les jalons qui permettront à la province de saisir les nouvelles occasions qui se présentent sur la scène internationale et de les convertir en emplois pour la population ontarienne. Il permettra à l'Ontario de sortir de la récession économique qui a frappé la planète et de retrouver de solides assises financières.

Avant la récession mondiale, la croissance des dépenses liées aux programmes et aux services du gouvernement McGuinty n'était pas supérieure à la hausse des revenus. Lorsque la récession s'est amorcée, l'Ontario a été davantage frappé que les autres provinces en raison de la taille de ses secteurs manufacturier et forestier, et ses revenus ont chuté. D'ailleurs, entre 2007-2008 et 2009-2010, aucun autre territoire canadien n'a connu de baisse plus marquée des revenus tirés de l'impôt des sociétés que l'Ontario.

Le gouvernement McGuinty a pris la décision délibérée d'atténuer les répercussions de la récession sur la population ontarienne grâce à des investissements de stimulation à court terme, lesquels ont créé des emplois et contribué à rétablir la croissance. Le gouvernement a aussi décidé de protéger l'éducation et les soins de santé. Par conséquent, on constate un déficit en Ontario, comme c'est le cas ailleurs au Canada et dans de nombreux pays.

Dans le budget de 2010, le gouvernement prévoit un déficit de 21,3 milliards de dollars pour 2009-2010, ce qui est inférieur au déficit prévu au moment de la publication du document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009* l'automne dernier, qui s'établissait alors à 24,7 milliards de dollars. Le déficit prévu est de 19,7 milliards de dollars en 2010-2011. Le présent budget décrit un plan visant à réduire le déficit de moitié dans cinq ans et à l'éliminer d'ici 2017-2018.

Il est nécessaire de continuer de faire des investissements dans l'avenir de l'Ontario pour créer des emplois, stimuler la croissance économique et protéger les écoles et les hôpitaux.

Il est aussi indispensable de faire face au défi financier auquel nous sommes confrontés. Le gouvernement doit gérer les dépenses malgré les demandes croissantes et concurrentes de la part de la population ontarienne à l'égard de ressources limitées. Il doit y parvenir afin de protéger les investissements prioritaires et de maintenir les progrès accomplis dans les écoles et les hôpitaux de l'Ontario. Le plan du gouvernement atteint ce juste milieu.

Le gouvernement McGuinty a mis au point un plan réaliste et responsable pour éliminer le déficit au cours des huit prochaines années. Dans cinq ans, il aura réduit le déficit de moitié. Le plan du gouvernement ne compromet ni la création d'emplois ni la croissance économique en opérant des restrictions prématuées. Il ne comporte pas non plus d'accumulation de dépenses comme s'il n'y avait aucun déficit. Cette stratégie permettra au gouvernement de rétablir l'équilibre budgétaire tout en bâtissant les fondements de son plan Ontario ouvert sur le monde.

Le gouvernement donnera l'exemple et les personnes dont le salaire provient de l'argent des contribuables ontariens devront faire leur part pour assurer la gestion prudente des ressources.

Le présent budget énonce les étapes à venir du plan Ontario ouvert sur le monde en matière de création d'emplois et de stimulation de la croissance. Il décrit aussi le plan équilibré et responsable du gouvernement pour gérer les dépenses, éliminer le déficit et assurer la viabilité financière de la province à long terme.

Miser sur six années de progrès

Lorsque le gouvernement McGuinty est arrivé au pouvoir en 2003, il a adopté un plan prudent et responsable pour améliorer les écoles, les hôpitaux et les autres services publics que la population apprécie au plus haut point, tout en éliminant le déficit caché de 5,5 milliards de dollars dont il avait hérité.

Ce plan porte ses fruits.

Dans les écoles de l'Ontario, la taille des classes a été réduite et les élèves ont de meilleurs résultats. Les collèges et universités de la province comptent 120 000 étudiants de plus grâce au plan d'action Vers des résultats supérieurs, adopté en 2005. Il s'agit là du plus important investissement pluriannuel dans le domaine de l'enseignement postsecondaire en 40 ans.

Chaque année, les investissements dans la formation professionnelle et le soutien de l'emploi aident plus de un million de personnes en Ontario à obtenir les services dont elles ont besoin et à réussir dans leur parcours professionnel.

Depuis les six dernières années, 900 000 Ontariennes et Ontariens de plus ont accès à un médecin de famille et les patients n'ont plus à attendre aussi longtemps pour obtenir des chirurgies en oncologie, des tomodensitogrammes et des arthroplasties de la hanche.

Les investissements dans l'infrastructure créent des emplois et permettent de reconstruire les routes, les ponts, les écoles, les hôpitaux et les réseaux de transports en commun de l'Ontario, qui étaient en mauvais état après des années de négligence.

Les investissements du gouvernement protègent l'environnement et créent des emplois dans l'économie verte, dont de nouveaux emplois dans le secteur de l'eau propre.

La Prestation ontarienne pour enfants, les améliorations au logement social, les majorations des allocations et prestations versées aux termes du programme Ontario au travail et du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées, sans compter les autres investissements effectués dans le cadre de la Stratégie de réduction de la pauvreté de l'Ontario, améliorent la qualité de vie des citoyens les plus vulnérables de la province. La réussite du plan Ontario ouvert sur le monde repose sur la réussite de tous les Ontariens et Ontariennes.

Le plan fiscal de l'Ontario pour stimuler la création d'emplois et la croissance est en train de faire de la province un des territoires les plus concurrentiels sur le plan fiscal dans le monde industrialisé. Le plan fiscal remplace la taxe de vente au détail, une taxe désuète, par une taxe sur la valeur ajoutée et la fusionne avec la taxe fédérale sur les produits et services à partir du 1^{er} juillet 2010. Il comprend des allégements fiscaux temporaires et permanents considérables à l'intention des personnes et des entreprises. Conjugué à d'autres modifications fiscales récentes, le plan fiscal soutient les nouveaux investissements des entreprises et on estime qu'il favorisera la création de près de 600 000 emplois nets en 10 ans.

Les investissements que le gouvernement McGuinty a faits depuis 2003 pour appuyer un système universel de soins de santé, l'éducation publique, une infrastructure moderne, les citoyens vulnérables, un Ontario plus vert et la réduction des coûts des sociétés ont permis de protéger et d'améliorer les programmes et services destinés à la population ontarienne avant, pendant et après la récession. Ces investissements continuent de renforcer l'économie ontarienne et l'avantage compétitif de la province et de stimuler l'emploi et la croissance. La planification prudente du gouvernement a permis d'investir dans sa population, tout en équilibrant le budget, en payant la dette et en réduisant les taxes et impôts des entreprises.

Ontario ouvert sur le monde – plan de l'Ontario pour stimuler la création d'emplois et la croissance

Le plan Ontario ouvert sur le monde vise à poursuivre les progrès que le gouvernement a accomplis au cours des six dernières années afin de renforcer les programmes et les services auxquels la population ontarienne attache le plus d'importance.

Il se concentre sur les ressources du gouvernement dans des domaines qui ouvriront l'Ontario à de nouvelles idées, à une nouvelle croissance économique et à de nouveaux emplois.

Pour donner de l'élan au plan Ontario ouvert sur le monde, le budget de 2010 prévoit de nouveaux investissements dans deux domaines prioritaires : l'éducation postsecondaire et le Nord de l'Ontario.

Financement de 20 000 nouvelles places dans les collèges et universités

L'éducation postsecondaire demeure une grande priorité pour le gouvernement McGuinty. Une main-d'oeuvre instruite rehausse la croissance économique et la compétitivité de la province. Les collèges et universités ouvrent également la province sur le monde et attirent des étudiants de partout au monde.

À la faveur de son plan Ontario ouvert sur le monde, le gouvernement McGuinty entend porter le taux d'accession aux études postsecondaires à 70 % et il veut faire en sorte que tous les Ontariens et Ontariennes admissibles qui veulent poursuivre des études au collège ou à l'université puissent y trouver une place. Pour réaliser cet objectif, le budget prévoit une hausse de 310 millions de dollars des subventions de fonctionnement au titre des études postsecondaires en 2010-2011, pour ajouter 20 000 places dans les collèges et universités. Le plan prévoit également une augmentation de 50 % du nombre d'inscriptions d'étudiants étrangers dans les collèges et universités de l'Ontario.

Ouverture du Nord de l'Ontario aux nouveaux investissements et à la création d'emplois

De nombreuses personnes et entreprises de l'Ontario ont subi les contrecoups de la récession, mais le Nord de l'Ontario a été particulièrement frappé. Par son plan Ontario ouvert sur le monde, le gouvernement McGuinty aidera le Nord de l'Ontario à s'ouvrir aux nouveaux investissements et à la création d'emplois, tout en procurant aux industries et aux résidents du Nord un allégement de leurs coûts d'énergie plus élevés.

Pour contribuer à réaliser ces objectifs, le budget de 2010 propose de créer un Programme de réduction des tarifs d'électricité pour le secteur industriel du Nord, auquel seront affectés 150 millions de dollars par année pendant trois ans, à l'intention des grandes installations industrielles admissibles. Celles-ci bénéficieraient en moyenne d'une réduction de 25 % du prix de l'électricité. Le budget investit aussi 45 millions de dollars afin de créer des possibilités de développement économique dans le Nord, comme celles des gisements de chromite du Cercle de feu.

En outre, le budget propose un crédit permanent pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario, qui aidera les personnes à revenu faible ou moyen admissibles à assumer leurs coûts d'énergie plus élevés. Ce crédit représenterait jusqu'à 130 \$ pour les personnes seules et 200 \$ pour les familles (incluant les familles monoparentales) par année. Environ un quart de million de familles et personnes seules du Nord en bénéficieraient, soit plus de la moitié de la population du Nord.

Réalisation de la deuxième année d'investissements de stimulation dans l'infrastructure

En plus des nouveaux investissements dans l'éducation postsecondaire et dans le Nord de l'Ontario, le budget englobe le plan du gouvernement visant à consacrer 32 milliards de dollars à des investissements dans l'infrastructure afin de créer et de protéger plus de 300 000 emplois.

Investissements pour donner aux enfants un excellent départ dans la vie

Une population instruite et en santé est essentielle à la prospérité de l'Ontario. En septembre 2010, le gouvernement mettra en oeuvre un programme d'apprentissage à temps plein des enfants de quatre et cinq ans, auquel pourraient participer jusqu'à 35 000 enfants dans près de 600 écoles. L'objectif du gouvernement est la mise en oeuvre complète du programme d'apprentissage des jeunes enfants d'ici 2015-2016.

Le gouvernement McGuinty est déçu que le gouvernement fédéral refuse d'assurer la stabilité du secteur des services de garde d'enfants. Toutefois, notre gouvernement ne permettra pas que la fin du financement fédéral compromette les progrès réalisés et les services sur lesquels comptent les parents de jeunes enfants. L'Ontario intervient en investissant 63,5 millions de dollars par année pour combler en permanence le manque à gagner laissé par le gouvernement fédéral à ce titre et ainsi protéger environ 8 500 places de garderie tout en aidant plus de 1 000 travailleurs de garderie à conserver leur emploi.

En plus des mesures ci-dessus, le budget de 2010 présente les investissements continus du gouvernement visant à aider les particuliers et les entreprises, notamment en ce qui a trait aux soins de santé publique, à l'éducation publique, à la formation professionnelle, à la modernisation de l'infrastructure, à l'écologisation de l'Ontario, au soutien de secteurs économiques clés et à son plan fiscal pour stimuler la création d'emplois et la croissance.

Gestion responsable

Le plan Ontario ouvert sur le monde vise à ouvrir la province aux nouvelles possibilités, aux nouveaux emplois et à une nouvelle croissance. Le plan comprend des mesures réalistes et responsables pour éliminer le déficit causé par la récession mondiale. Le gouvernement tient à éliminer le déficit d'une manière qui maintient les progrès que la population ontarienne a réalisés dans les secteurs de l'éducation et de la santé.

Depuis qu'il est arrivé au pouvoir, le gouvernement McGuinty a pris diverses mesures pour moderniser les services publics et accroître l'efficience de ses activités. En outre, il s'est donné comme grande priorité d'améliorer la transparence, la responsabilité financière et l'efficacité de la gestion des finances publiques.

Avant la récession, le gouvernement a éliminé le déficit dont il avait hérité et affiché trois budgets équilibrés consécutifs. En 2008-2009, ses dépenses d'administration générale par habitant se classaient au deuxième rang parmi les dépenses les plus faibles des gouvernements provinciaux. Il a pris diverses mesures de restriction récemment, notamment une réduction de 26 % des frais de déplacement des membres de la fonction publique de l'Ontario. Le transfert au gouvernement fédéral de la fonction de perception de l'impôt ontarien sur le revenu des sociétés permettra à la province de réaliser des économies annuelles de 50 millions de dollars en frais administratifs.

Toutefois, il faut faire plus pour régler les problèmes qui menacent la prospérité à long terme de l'Ontario.

Le vieillissement de la population ontarienne vient en tête des défis à relever. Ce phénomène exercera des pressions considérables sur la plus importante catégorie de dépenses de programmes de la province, c'est-à-dire les soins de santé. Aujourd'hui, pour chaque dollar que le gouvernement provincial affecte aux programmes, 46 cents vont aux soins de santé. Si on ne freine pas la croissance des dépenses dans ce secteur, ce montant pourrait atteindre 70 cents d'ici 2022.

La hausse possible des taux d'intérêt, qui nuirait à la capacité du gouvernement d'investir dans les priorités clés, est un autre défi de taille.

Bien que l'économie montre des signes de reprise, le gouvernement ne peut se fier à la seule croissance économique pour équilibrer son budget. Il doit prendre des mesures pour gérer les dépenses et préserver les services publics clés au cours des prochaines années et pour les générations futures.

Mesures salariales

Les personnes qui travaillent au sein du secteur parapublic, dont les employés de la fonction publique de l'Ontario, ont accompli de grandes choses au cours des six dernières années. Les Ontariennes et Ontariens reconnaissent et apprécient la contribution de ceux et celles qui dispensent les services publics, mais s'attendent aussi à ce que les personnes dont le salaire provient de l'argent des contribuables fassent leur part pour aider à préserver les services publics au moment où la province surmonte ses défis sur le plan financier.

L'an dernier, le gouvernement s'est engagé à réduire la taille de la fonction publique de l'Ontario de 5 % sur trois ans. Les députés provinciaux montreront l'exemple en gelant leur salaire.

Le gouvernement demeurera un chef de file en matière de restrictions salariales. Le gel du salaire des députés provinciaux serait prolongé pour passer de un an à trois ans.

En outre, le gouvernement adoptera des mesures législatives qui :

- gèleraient pendant deux ans les structures de rémunération du personnel politique et du personnel de l'Assemblée législative qui sont exclus des négociations;
- gèleraient pendant deux ans la structure de rémunération des employés du secteur parapublic et de la fonction publique de l'Ontario qui sont exclus des négociations.

Ces mesures législatives permettraient de réaffecter jusqu'à 750 millions de dollars au maintien des écoles, des hôpitaux et d'autres services publics d'ici 2011-2012.

Le gouvernement respectera toutes les conventions collectives en vigueur. Par contre, le plan financier de la province ne prévoit pas de fonds pour des hausses salariales dans les conventions collectives futures. À mesure qu'il renégociera ces conventions, le gouvernement collaborera avec ses partenaires bénéficiant de paiements de transfert et les agents négociateurs pour conclure des conventions d'une durée d'au moins deux ans. Ces conventions devraient aider à atténuer les pressions exercées sur les finances de la province, protéger les services publics sur lesquels comptent les Ontariennes et Ontariens et prévenir toute hausse nette de la rémunération.

Toutes les personnes dont le salaire provient de l'argent des contribuables ont un rôle à jouer. Les mesures annoncées aideront les Ontariennes et Ontariens à préserver les progrès qu'ils ont accomplis ensemble pour rétablir les services dans leurs hôpitaux, leurs écoles et les autres services publics.

Autres mesures de restriction

Pour gérer les dépenses, réduire le déficit, améliorer la prestation des services et placer l'Ontario sur des assises financières solides, le présent budget comprend des mesures visant ce qui suit :

- Gérer la croissance des coûts des services de santé et la maintenir à un taux responsable. Des mesures comme la réforme proposée du programme de médicaments de l'Ontario permettront de maintenir l'abordabilité des médicaments et de réaliser des économies, qui pourront être réinvesties dans les services de santé. Le gouvernement s'est fixé comme objectif de limiter la hausse annuelle des dépenses dans le secteur des soins de santé à 3 % d'ici 2012-2013.
- Ralentir les travaux de planification et de construction de certains projets d'immobilisations du gouvernement lorsque les investissements de stimulation auront pris fin.
- Transformer la prestation des programmes gouvernementaux afin d'améliorer les services à la clientèle et d'accroître l'efficacité.
- Geler les charges de fonctionnement internes pour qu'elles soient égales ou inférieures aux niveaux de 2010-2011.
- Veiller à ce que la croissance annuelle des charges de programmes ne dépasse pas 1,9 % en moyenne après l'exercice 2012-2013.

Se fondant sur les acquis découlant des mesures de gestion des dépenses qu'il a appliquées précédemment ainsi que sur les conclusions récentes du groupe de travail du Conseil du Trésor, le gouvernement poursuivra son examen exhaustif de tous les programmes et services gouvernementaux. Cet examen exhaustif, effectué sous la supervision du Conseil du Trésor, permettra de diriger les ressources du gouvernement vers la prestation des programmes et services qui appuient :

- les emplois et la croissance économique;
- l'accès à des services de grande qualité dans le domaine des soins de santé et de l'éducation;
- des collectivités propres et fortes, ce qui comprend des programmes efficaces d'aide aux citoyens les plus vulnérables.

L'objet de l'examen consiste à réorienter les ressources des domaines à faible priorité vers les domaines hautement prioritaires et à promouvoir la réalisation du plan Ontario ouvert sur le monde.

Conclusion

Depuis son arrivée au pouvoir en 2003, le gouvernement McGuinty suit un plan bien clair pour appuyer les principaux services publics et renforcer la compétitivité économique de l'Ontario, afin d'attirer des investissements et de créer des emplois.

Il a amélioré les écoles, les collèges, les universités, les hôpitaux, les transports en commun, les routes et les ponts de la province, favorisé l'édification d'un Ontario plus vert, accéléré l'innovation, et amélioré la qualité de vie des personnes vulnérables.

Lorsque la crise économique mondiale a frappé, le gouvernement a mis au point une stratégie qui en atténue les répercussions sur les familles et les entreprises ontariennes grâce à des investissements à court terme destinés à stimuler l'économie. Le gouvernement a également lancé le plan fiscal de l'Ontario pour stimuler la création d'emplois et la croissance, la plus importante mesure qu'il pouvait prendre pour renforcer l'économie de l'Ontario et créer des emplois.

Le plan Ontario ouvert sur le monde continue dans la même voie en mettant l'accent sur les grandes priorités que sont l'éducation postsecondaire et le développement économique, qui contribueront à ouvrir l'Ontario sur son plus grand potentiel économique.

Pour assurer l'avenir à long terme de l'Ontario, le gouvernement doit prendre des mesures pour éliminer le déficit de manière responsable, tout en conservant les progrès que la population ontarienne a accomplis dans ses écoles, ses hôpitaux et ses collectivités.

Au cours des six dernières années, les Ontariennes et Ontariens ont su surmonter les difficultés et profité des chances qui se présentaient à eux. Ils ont saisi les occasions que leur offrait l'économie mondiale. Ils ont fait face à une récession pénible et profonde. Le gouvernement a bon espoir que les Ontariennes et Ontariens sauront se serrer les coudes et faire leur part pour éliminer le déficit et préserver les services publics.

Dans le présent budget, le gouvernement énonce son plan équilibré pour faire face aux défis financiers et économiques qui se présentent de nos jours, afin que l'Ontario continue d'être fort et compétitif à l'avenir. En assurant l'équilibre fiscal et la vigueur économique, l'Ontario attirera des investissements, crèera des emplois et continuera d'être en mesure de financer les services publics dont la population ontarienne a besoin et qu'elle est en droit de recevoir.



Chapitre I

Plan de l'Ontario pour la prospérité







Section A : Emplois et croissance

POINTS SAILLANTS

Investir dans le savoir et la compétence

- Grâce à un nouvel investissement annuel de 310 millions de dollars, 20 000 nouvelles places pour les étudiants seront créées dans les collèges et les universités à compter de 2010-2011.
- Plus de un million d'Ontariennes et d'Ontariens reçoivent des services de formation et d'aide à l'emploi chaque année.
- Des programmes d'apprentissage à temps plein pour les enfants de quatre et cinq ans seront offerts à compter de septembre 2010; jusqu'à 35 000 enfants pourraient en bénéficier dans près de 600 écoles.

Favoriser la création d'emplois et la croissance économique dans le Nord de l'Ontario

- Une affectation de 150 millions de dollars par année, en moyenne, pendant trois ans permettra d'établir un nouveau Programme de réduction des tarifs d'électricité pour le secteur industriel du Nord.
- Grâce à une affectation de 45 millions de dollars sur trois ans, un nouveau programme de formation professionnelle aidera les peuples autochtones et les résidents du Nord à tirer parti des possibilités de développement économique comme celles du Cercle de feu. Le présent budget annonce également la création d'un poste de coordonnateur du développement du Cercle de feu, qui travaillera avec toutes les parties intéressées afin de concrétiser le potentiel prometteur de cette région.
- On propose un crédit permanent pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario, pouvant aller jusqu'à 130 \$ pour les personnes seules et jusqu'à 200 \$ pour les familles (y compris les familles monoparentales) par année, pour aider les résidents du Nord à faire face aux prix plus élevés de l'énergie.

Possibilités d'emplois dans l'économie verte

- Environ 50 000 emplois seront créés en trois ans grâce à la *Loi de 2009 sur l'énergie verte*.
- Une nouvelle stratégie de l'eau aura pour objectif de protéger les ressources en eau et de favoriser la création d'emplois dans le secteur des technologies de l'eau.

Investissements à court terme dans l'infrastructure

- Un investissement sans précédent échelonné sur 2009-2010 et 2010-2011 pour des routes, des ponts, des transports en commun, des projets de conversion énergétique et d'autres travaux d'infrastructure permettra de créer et de préserver plus de 300 000 emplois.

Plan fiscal de l'Ontario pour stimuler la création d'emplois et la croissance

- Ce plan contribuera à créer près de 600 000 emplois nets en dix ans.
- L'impôt sur le revenu des particuliers sera réduit pour 93 % des contribuables.
- Les crédits de taxe de vente et les crédits d'impôts fonciers seront bonifiés dès 2010 pour les familles et particuliers à revenu faible ou moyen.
- L'impôt sur le revenu des sociétés sera réduit, ce qui comprend une réduction du taux d'imposition des petites entreprises, qui passera de 5,5 % à 4,5 % le 1^{er} juillet 2010.
- Des prestations de transition à la taxe de vente de plus de 4,2 milliards de dollars seront versées aux Ontariennes et Ontariens pour les aider à s'adapter à la taxe de vente harmonisée.

Faire avancer le dossier de la réduction de la pauvreté

- On vise à réduire la pauvreté chez les enfants de 25 % en cinq ans, ce qui signifie que 90 000 enfants ne vivraient plus dans la pauvreté d'ici 2013.
- Une aide financière annuelle de 63,5 millions de dollars pour les services de garde d'enfants viendra compenser l'interruption du financement fédéral, ce qui permettra de continuer à offrir des services de garde à environ 8 500 enfants de l'Ontario.
- L'allocation de base pour adultes et l'allocation de logement maximale augmenteront de 1 % pour les bénéficiaires du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées et du programme Ontario au travail. Cette mesure fournirait 20 millions dollars de plus aux familles et personnes seules en 2010-2011.
- Le salaire minimum de l'Ontario augmentera pour passer à 10,25 \$ l'heure le 31 mars 2010.
- Les réductions de l'impôt sur le revenu des particuliers feront en sorte que, à compter de 2010, 90 000 contribuables à faible revenu n'auront plus d'impôt ontarien sur le revenu des particuliers à payer.
- Le nombre d'agents des normes d'emploi sera augmenté afin d'améliorer la protection offerte à certains des travailleurs les plus vulnérables de la province.

UN ONTARIO OUVERT SUR LE MONDE PAR LE SAVOIR ET LA COMPÉTENCE

Il y a six ans, le gouvernement McGuinty a commencé à jeter des bases solides pour favoriser la croissance économique et la prospérité de la province en investissant dans l'éducation et la formation professionnelle. Grâce à son plan quinquennal Ontario ouvert sur le monde, le gouvernement continuera à investir dans le savoir et la compétence des Ontariens et des Ontariennes, au moyen de programmes d'éducation postsecondaire, de formation professionnelle, de préparation à l'emploi et d'apprentissage à temps plein pour la petite enfance.

Éducation postsecondaire

Les collèges et universités de l'Ontario jouent un rôle essentiel pour ce qui est de donner aux gens des outils pour réussir et de les préparer à concevoir les idées et à créer les produits et les emplois qui assureront la prospérité future.

L'Ontario a l'un des taux les plus élevés d'accès aux études postsecondaires au monde, soit un taux de 62 %. Cependant, puisque l'économie évolue constamment, on prévoit que 70 % de tous les nouveaux emplois nécessiteront une éducation ou une formation de niveau postsecondaire.

Le plan :

Le gouvernement McGuinty a fait le plus important investissement pluriannuel dans l'éducation postsecondaire en 40 ans lorsqu'il a lancé son plan d'action « Vers des résultats supérieurs » en 2005. L'éducation postsecondaire demeure une grande priorité pour le gouvernement. Dans le cadre de son plan Ontario ouvert sur le monde, le gouvernement entend porter le taux d'accès aux études postsecondaires à 70 %. Tous les Ontariens et toutes les Ontariennes admissibles qui veulent poursuivre des études au collège ou à l'université y trouveront une place. Le gouvernement entend également augmenter de 50 % le nombre d'inscriptions d'étudiants étrangers tout en garantissant les places nécessaires pour les étudiants ontariens admissibles.

Ces mesures feront de l'Ontario l'un des chefs de file sur le plan de l'éducation postsecondaire à l'échelle mondiale.

Dans le cadre du plan Ontario ouvert sur le monde, les affectations destinées à l'éducation postsecondaire qui sont prévues dans le budget de 2010 visent les objectifs suivants :

- ajouter 20 000 nouvelles places dans les collèges et universités en 2010-2011, grâce à un nouvel investissement de 310 millions de dollars, lequel vient s'ajouter aux 155 millions de dollars versés en 2009-2010 pour fournir un soutien intégral à la croissance de l'effectif étudiant dans les collèges et universités, ce qui comprend les 65 millions de dollars annoncés dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009* publié à l'automne;
- promouvoir énergiquement à l'étranger les établissements postsecondaires ontariens afin d'inviter les meilleurs étudiants des quatre coins du monde à venir étudier ici, à s'établir ici et à aider l'Ontario à édifier une économie encore plus vigoureuse;
- aider les étudiants à évoluer plus facilement dans le système d'éducation postsecondaire de l'Ontario en affectant des ressources additionnelles pour appuyer la mise en oeuvre d'un système de reconnaissance des crédits;
- créer un institut ontarien d'enseignement en ligne afin d'offrir les cours des meilleurs professeurs des établissements d'enseignement postsecondaire de l'Ontario directement dans les foyers des personnes qui veulent poursuivre des études supérieures.

Vers des résultats supérieurs

Les résultats :

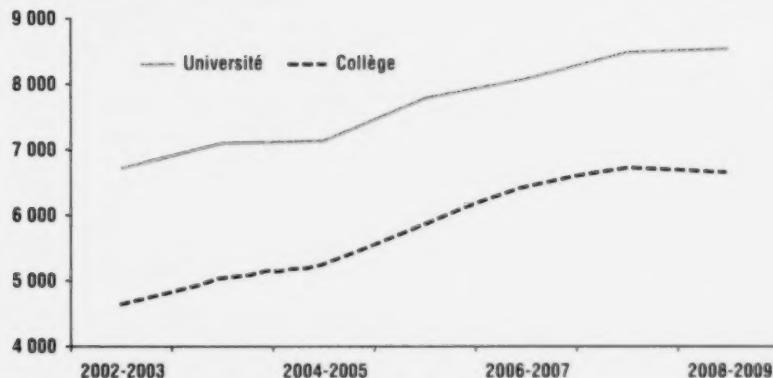
- Plus de 120 000 étudiants additionnels fréquentent le collège ou l'université, une augmentation de 31 % par rapport à 2002-2003.
- Les subventions de fonctionnement fondées sur l'effectif des universités ont augmenté de 27 %, et celles des collèges de 44 % entre 2002-2003 et 2008-2009.
- 186 000 étudiants bénéficient en 2009-2010 des améliorations apportées au Régime d'aide financière aux étudiants de l'Ontario (RAFEO) depuis 2004-2005.
- Le taux d'obtention d'un diplôme ou grade a augmenté, pour passer de 73 % à 78 % depuis 2002-2003 dans les universités, et de 57 % à 65 % dans les collèges.
- Un total de 260 places sera ajouté en première année de médecine d'ici 2011-2012, soit une augmentation de 38 % depuis 2004-2005.
- Plus de 15 000 nouvelles places seront créées d'ici 2011-2012 dans les programmes universitaires de deuxième et troisième cycles, soit une augmentation de plus de 62 % depuis 2002-2003.

Augmentation du financement par étudiant



\$ par étudiant

Graphique 1



Source : ministère de la Formation et des Collèges et Universités.

Soutien à l'emploi et à la formation

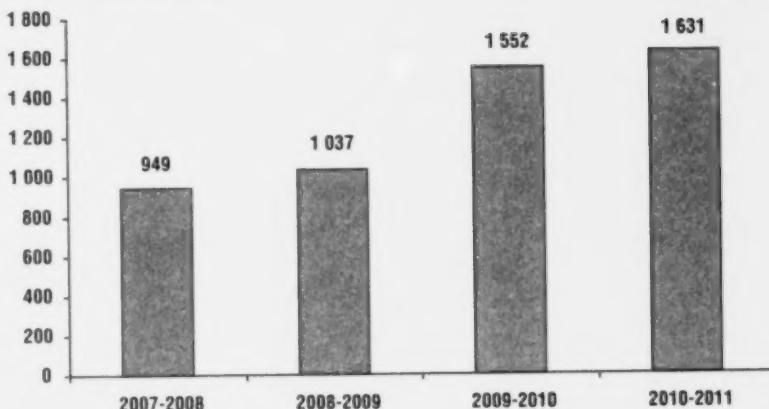
Chaque année, plus de un million d'Ontariennes et d'Ontariens comptent sur Emploi Ontario pour les aider à trouver un emploi et à acquérir la formation dont ils ont besoin. Ces deux dernières années, la récession mondiale a entraîné une hausse marquée de la demande de services d'emploi et de formation. Pour y répondre, le gouvernement a accru les dépenses d'Emploi Ontario dans le secteur des services d'emploi et de formation professionnelle pour les porter à environ 1,6 milliard de dollars par année en 2009-2010 et en 2010-2011, en visant tout particulièrement les travailleurs touchés par la récession économique. D'autres ministères offrent également des services d'emploi et de formation.

Investissements accrus dans Emploi Ontario



En millions de dollars

Graphique 2



Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Le plan :

Le gouvernement entend prendre les mesures suivantes :

- Améliorer les services à la clientèle, en offrant à toutes les Ontariennes et à tous les Ontariens un accès à guichet unique aux services d'Emploi Ontario partout dans la province. Ce nouveau modèle de prestation des services sera en place d'ici août 2010.
- Continuer à mettre en oeuvre la Stratégie d'aide pour une deuxième carrière en aidant un nombre supplémentaire de 30 000 travailleurs en chômage à suivre une formation, ce qui portera le nombre total de participants à près de 60 000 depuis le lancement du programme en juin 2008.
- Investir en 2010-2011, pour la deuxième année de suite, 39 millions de dollars de plus dans les programmes Emplois d'été Ontario, y compris des ressources ciblées à l'intention des jeunes dans les quartiers à besoins élevés. Les dépenses associées à ces programmes atteindront ainsi 96 millions de dollars pour l'été 2010, soit 69 % de plus que pour l'été 2008. Ces programmes appuieront près de 110 000 emplois et services pour les étudiants cet été.
- Mettre en oeuvre l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés, en vertu d'une entente fédérale-provinciale, afin d'appuyer des projets de formation professionnelle dans les communautés durement frappées par la récession. Ces projets aideront des travailleurs âgés sans emploi vivant dans des collectivités vulnérables à acquérir de nouvelles compétences qui leur permettront de trouver un emploi sur le marché du travail d'aujourd'hui :
 - L'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés est destinée aux travailleurs âgés de 55 à 64 ans qui vivent dans des collectivités de moins de 250 000 personnes qui ont un taux de chômage élevé ou dont l'économie repose sur une seule industrie durement frappée par la récession.
- Poursuivre les projets pilotes d'alphabétisation en milieu de travail qui sont adaptés aux nouveaux besoins des travailleurs et leur permettront d'acquérir les compétences en lecture et écriture qui sont nécessaires pour travailler de façon sûre, efficace et productive.
- Renforcer davantage les programmes d'apprentissage, notamment en prenant des mesures pour qu'un nombre accru d'apprentis terminent le programme auquel ils se sont inscrits.

Améliorer le soutien à l'emploi et à la formation pour les groupes habituellement sous-représentés dans les programmes d'éducation postsecondaire et de formation, et sur le marché du travail.

Tous les ans, plus de un million d'Ontariennes et d'Ontariens reçoivent des services de formation et d'aide à l'emploi

Tableau 1

Programmes choisis	Clients servis depuis 2008
Connexion Emploi	489 867
Services d'aide à l'emploi	367 758
Services de formation pour un réemploi rapide	120 465
Emplois d'été et Services d'emplois d'été 2009	110 521
Alphabétisation et formation de base	101 981
Apprentissage	50 273
Développement des compétences Ontario	27 871
Deuxième carrière	27 101
Prestations d'aide au travail indépendant	5 800
Subvention salariale ciblée	4 460
Partenariats pour la création d'emplois	1 895

Investir dans l'apprentissage à temps plein des jeunes enfants

L'apprentissage des jeunes enfants est un élément important du plan du gouvernement pour améliorer le rendement des élèves, renforcer la main-d'œuvre et aider à briser le cycle de la pauvreté. L'avenir économique de la province repose sur une main-d'œuvre instruite, en santé et apte au travail.

Selon plusieurs études, dont le rapport de 2009 de M. Charles Pascal intitulé *Dans l'optique de notre meilleur avenir : Mis en oeuvre de l'apprentissage des jeunes enfants en Ontario*¹, l'apprentissage à temps plein des jeunes enfants contribue à améliorer la lecture et la numérité, facilite la transition vers la première année de l'élémentaire et favorise l'augmentation des taux d'obtention du diplôme d'études secondaires. Un programme d'apprentissage à temps plein pour les jeunes enfants facilite aussi la participation des parents au marché du travail.

¹ Voir le rapport intégral à www.ontario.ca/fr/initiatives/early_learning/ONT06_018866.

Le plan :

À compter de septembre 2010, le gouvernement mettra en oeuvre un programme d'apprentissage à temps plein pour les enfants de quatre et cinq ans, auquel pourraient participer jusqu'à 35 000 enfants dans près de 600 écoles. Le programme sera mis en oeuvre graduellement et devrait être implanté partout dans la province d'ici 2015-2016. Au cours des deux prochaines années, le gouvernement affectera environ 245 millions de dollars en subventions d'immobilisations pour mettre en oeuvre l'apprentissage à temps plein. On estime qu'il faudra embaucher jusqu'à 3 800 enseignantes et enseignants et 20 000 éducatrices et éducateurs de la petite enfance pour assurer la mise en oeuvre intégrale du programme.

Cette mesure fait partie du plan à long terme du gouvernement McGuinty visant à renforcer l'éducation, lequel a déjà permis des initiatives visant la réduction du nombre d'élèves par classe, l'amélioration de la réussite scolaire et l'augmentation du taux d'obtention de diplôme.

Le gouvernement fédéral a mis fin à son engagement de continuer de financer environ 8 500 places dans des services de garde d'enfants partout dans la province. Pour assurer le maintien de ces places, l'Ontario comble en permanence le déficit de financement causé par le gouvernement fédéral grâce à un investissement annuel de 63,5 millions de dollars. Les parents à faible revenu qui travaillent pourront ainsi continuer de compter sur des services de garde de qualité et de participer au marché du travail.

UN ONTARIO OUVERT À L'INVESTISSEMENT ET À L'EMPLOI

Emplois et croissance pour le Nord de l'Ontario

Ces dernières années, les industries primaires de l'Ontario ont fait face à des défis de taille, notamment la vigueur du dollar canadien et une concurrence accrue à l'échelle mondiale. Les industries de l'exploitation minière et des produits forestiers, les piliers de l'économie du Nord, ont été durement frappées par le fléchissement de la demande et la faiblesse des prix des produits de base pendant la récession.

Autre obstacle pour le Nord de l'Ontario : un bon nombre de villes dépendent essentiellement d'une industrie primaire unique. Au cours des trois dernières années, le déclin de l'emploi a été plus profond et de plus longue durée dans cette région que dans l'ensemble de la province. Le taux de diminution de l'emploi dans le Nord représente plus du double du taux constaté pour tout l'Ontario.

Le gouvernement est conscient des circonstances exceptionnelles touchant les collectivités du Nord. Le plan Ontario ouvert sur le monde aidera à renforcer l'économie du Nord et à protéger la région de la forêt borcale.

Le plan :

Dans le cadre du plan Ontario ouvert sur le monde, le budget de 2010 propose des initiatives pour intensifier la création d'emplois et la croissance économique dans le Nord de l'Ontario, notamment :

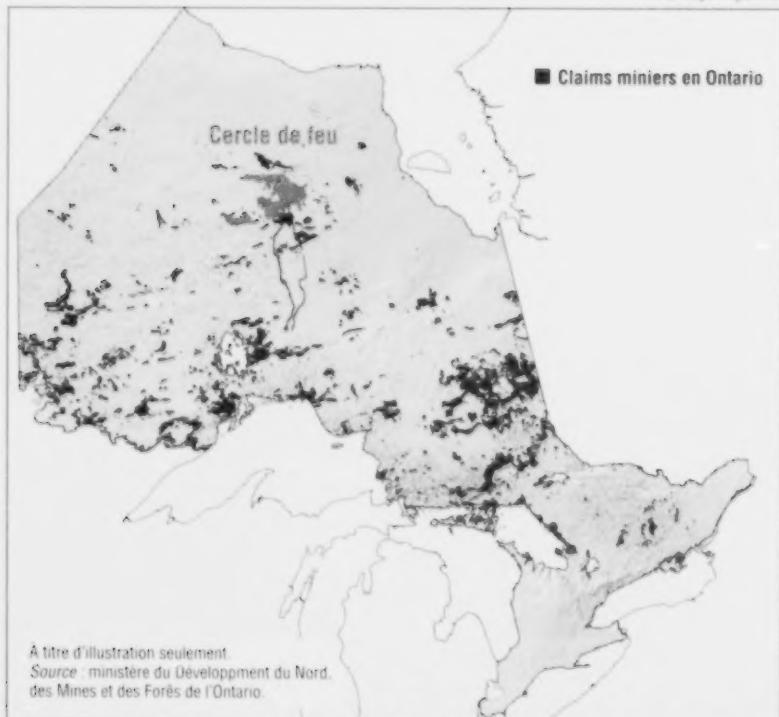
- ☒ Crée un Programme de réduction des tarifs d'électricité pour le secteur industriel du Nord (PRTE-SIN), auquel serait affectée une somme annuelle de 150 millions de dollars, en moyenne, pendant trois ans, afin de réduire le prix de l'électricité de deux cents par kilowattheure. Grâce à cette mesure, les prix de l'électricité des grandes entreprises industrielles diminueraient d'environ 25 % par rapport aux niveaux de 2009. Ce rabais serait offert aux grandes entreprises industrielles admissibles du Nord de l'Ontario qui s'engagent à mettre en œuvre un plan visant l'efficacité et la viabilité de leur consommation d'électricité. Le programme contribuera à protéger et à créer des emplois dans le Nord.
- ☒ Affecter 45 millions de dollars sur les trois prochaines années pour créer un programme de formation professionnelle dispensé dans le cadre de projets,

afin d'aider les peuples autochtones et les résidents du Nord à se prévaloir et à bénéficier des possibilités de développement économique émergentes, comme celles du Cercle de feu, une zone qui pourrait comprendre de grands gisements de minéraux comme la chromite, le nickel, le cuivre et le platine. Le programme permettra aussi à la région du Nord de se doter de compétences pour entreprendre des activités de cartographie de base, procéder à un inventaire des ressources et recueillir d'autres données. Cette initiative vise à appuyer, à l'échelon communautaire, l'aménagement du territoire et un développement environnemental viable, au bénéfice des peuples autochtones et des résidents du Nord. Cette mesure contribuera aussi à l'application de la *Loi de 2010 sur le Grand Nord* qui est proposée.

Région du Cercle de feu



Graphique 3



- Désigner un coordonnateur du développement du Cercle de feu qui travaillera en collaboration et en consultation avec les peuples autochtones et les résidents du Nord ainsi qu'avec l'industrie minière afin de favoriser un développement économique responsable et durable dans le Cercle de feu.
- Proposer un nouveau crédit permanent pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario pour aider les personnes admissibles à revenu faible ou moyen du Nord de l'Ontario à faire face aux prix plus élevés de l'énergie.
- S'associer aux villes de Sudbury et de Thunder Bay pour établir des zones pilotes de planification du développement économique.
- Mettre en oeuvre l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés, dont bénéficieront les travailleurs âgés sans emploi partout dans la province, y compris dans le Nord de l'Ontario.

Le gouvernement fait également des investissements considérables dans l'infrastructure pour renforcer les collectivités du Nord, le total des investissements prévus se chiffrant à environ 1,2 milliard de dollars pour les routes, les hôpitaux, les systèmes d'eau et d'égout et d'autres projets d'infrastructure dans le Nord, ce qui devrait appuyer 10 000 emplois en 2010-2011. Ces investissements comprennent notamment :

- le palais de justice polyvalent de Thunder Bay, qui améliorera l'accès à la justice et stimulera la revitalisation du centre-ville;
- le projet de modernisation des installations de la Police provinciale de l'Ontario, qui comprendra la construction de nouveaux détachements, de centres régionaux de commandement et d'unités d'identification judiciaire dans 16 collectivités, y compris neuf localités du Nord;
- l'élargissement à quatre voies du tronçon de 100 kilomètres de la route 11/17 entre Thunder Bay et Nipigon; les travaux devraient commencer en 2010-2011 sur deux chantiers le long de ce couloir, le reste des travaux devant suivre plus tard;
- jusqu'à 15 millions de dollars pour appuyer la proposition de Huron Central Railway visant l'amélioration de l'infrastructure du chemin de fer entre Sault Ste. Marie et Sudbury qui nécessitera un investissement de 33 millions de dollars.

Crédit pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario

- Le gouvernement reconnaît que les gens qui vivent dans le Nord tendent à avoir des coûts d'énergie plus élevés. Les coûts énergétiques sont plus élevés en raison, notamment, des hivers plus rigoureux et d'une plus grande dépendance à l'égard des combustibles de chauffage coûteux. Le gouvernement propose d'aider les familles (y compris les familles monoparentales) et les personnes seules à revenu faible ou moyen du Nord à assumer les coûts énergétiques en offrant un nouveau crédit permanent pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario. Les résidents admissibles du Nord de l'Ontario pourraient bénéficier de ce crédit remboursable.
- Les résidents du Nord payant un loyer ou des impôts fonciers pour leur résidence principale pourraient être admissibles à un crédit annuel maximal de 130 \$ par personne seule et de 200 \$ par famille (incluant les familles monoparentales). Pour que cette aide atteigne ceux qui en ont le plus besoin, le crédit sera fondé sur le revenu. Le crédit serait réduit pour une personne seule ayant un revenu net rajusté de plus de 35 000 \$ et éliminé lorsque le revenu est supérieur à 48 000 \$. Le crédit serait réduit pour une famille ayant un revenu familial net rajusté de plus de 45 000 \$ et éliminé lorsque le revenu est supérieur à 65 000 \$, comme l'illustre le tableau 2.

Crédit pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario

Tableau 2

Personnes seules		Familles (incluant familles monoparentales)	
Prestation maximale	Fourchette de réduction progressive	Prestation maximale	Fourchette de réduction progressive
130 \$	de 35 000 \$ à 48 000 \$	200 \$	de 45 000 \$ à 65 000 \$

- Afin d'offrir une aide en temps opportun cette année, le gouvernement propose une méthode de paiement provisoire pour 2010. Les résidents du Nord admissibles présenteraient une demande au ministère du Revenu de l'Ontario pour recevoir le crédit, lequel serait payé en deux versements, un à l'automne 2010 et l'autre au début de 2011.
- Pour les années subséquentes, le crédit permanent serait versé tous les trimestres avec le nouveau crédit d'impôt de l'Ontario pour les coûts d'énergie et les impôts fonciers proposé. Pour obtenir des détails, voir le chapitre III, *Un régime fiscal et des régimes de retraite pour assurer l'avenir de l'Ontario*.
- Environ un quart de million de familles et de personnes seules, soit plus de la moitié de la population du Nord, bénéficiaient d'une aide totalisant environ 35 millions de dollars en 2010.

Renforcer le Nord de l'Ontario

Les résultats :

L'Ontario a donné suite à un certain nombre d'initiatives qui appuient les principales recommandations de Robert Rosehart, le facilitateur économique pour le Nord-Ouest de l'Ontario. Par exemple :

- Instauration du nouveau Programme des entrepreneurs du Nord de l'Ontario sous la tutelle de la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario. Dans le cadre des programmes de la Société, des subventions ont été approuvées pour plus de 940 projets en 2009-2010, ce qui a permis la création et le maintien de plus de 2 300 emplois dans le Nord.
- Accélération de la mise en oeuvre de la réduction de l'impôt scolaire applicable aux entreprises pour les entreprises du Nord. Celles-ci profiteront de la mise en oeuvre complète de la réduction accélérée de cet impôt en 2010, économisant ainsi plus de 70 millions de dollars.

L'École de médecine du Nord de l'Ontario, qui a ouvert ses portes en 2005, a célébré au printemps 2009 sa première collation des grades, qui ont été décernés à 55 étudiants en médecine.

Emplois dans l'économie verte

Le gouvernement McGuinty fait de l'Ontario un chef de file de l'économie verte. Des investissements ciblés et des réformes de la réglementation entraînent la création de milliers d'emplois dans le domaine de la technologie propre.

Le plan :

En 2009, le gouvernement a adopté la *Loi de 2009 sur l'énergie verte* (la Loi) afin de soutenir la croissance des sources d'énergie propre et renouvelable, et de contribuer à édifier l'infrastructure de l'économie verte de l'Ontario en attirant de nouveaux investissements et en faisant la promotion de la conservation.

L'Ontario est un chef de file de l'économie verte

La Loi de 2009 sur l'énergie verte établit le meilleur programme d'énergie verte qui soit sur le continent nord-américain.

Al Gore, novembre 2009.

La Loi favorisera la création de 50 000 emplois en Ontario au cours des trois premières années de sa mise en application et elle stimulera les investissements dans des projets de production d'énergie renouvelable par le truchement du Programme de tarifs de rachat garantis (TRG), premier programme du genre en Amérique du Nord. Ce programme complet prévoit des déboursés aux producteurs d'énergie renouvelable pour leur acheter l'électricité qu'ils produisent aux termes de contrats à long terme.

Le 10 mars 2010, l'Office de l'électricité de l'Ontario (OEO) a annoncé la signature des 510 premiers contrats TRG qui représentent au total 112 mégawatts (MW), soit suffisamment d'électricité pour alimenter 13 000 logements. Les installations nécessaires seront construites dans 120 localités aux quatre coins de l'Ontario par divers groupes comme des agriculteurs, des municipalités, des sociétés de distribution locales, des entreprises commerciales, des clients du secteur industriel, des conseils scolaires et des hôpitaux. Environ 95 % des installations visent la production d'énergie solaire; les autres installations fonctionneront au biogaz, à l'eau, au vent et à la biomasse.

L'Ontario remporte déjà du succès dans l'économie verte, puisqu'il a réussi à attirer un investissement de 7 milliards de dollars que propose un consortium dirigé par Samsung C&T Corporation et Korea Electric Power Corporation. Il s'agirait du plus gros investissement unique dans l'énergie renouvelable de toute l'histoire de la province.

Investissement de Samsung C&T Corporation et de Korea Electric Power Corporation

- L'investissement de 7 milliards de dollars que propose le consortium dirigé par Samsung C&T Corporation et Korea Electric Power Corporation aurait les retombées suivantes :
 - Il produirait 2 500 mégawatts (MW) d'énergie éolienne et solaire, soit le triple de la capacité actuelle de production ontarienne provenant de sources éolienne et solaire. La première phase du projet, un ensemble de 500 MW (400 MW de source éolienne et 100 MW de source solaire), devrait être achevée dans environ trois ans.
 - Il créerait plus de 16 000 emplois dans le secteur de l'énergie verte pour la fourniture, la construction et l'installation de l'équipement et le fonctionnement de réseaux de production d'énergie renouvelable.
 - Il poserait des jalons avec les principaux partenaires afin d'attirer quatre usines de fabrication. On s'attend à ce que 1 440 emplois soient créés dans le secteur manufacturier et dans les secteurs connexes (sur les 16 000 nouveaux emplois verts) pour la construction d'éléments technologiques de production éolienne et solaire qui seront employés en Ontario et exportés dans toute l'Amérique du Nord. Trois des quatre usines devraient être prêtes en 2013 et la quatrième, à la fin de 2015.
- Le consortium a également l'intention d'utiliser de l'acier de fabrication ontarienne dans ses projets d'énergie renouvelable pour des éléments comme les éoliennes.

La création d'une culture de la conservation est une pierre angulaire de la *Loi de 2009 sur l'énergie verte*. Depuis six ans, l'Ontario ne ménage aucun effort pour devenir un territoire maître d'œuvre de la conservation de l'énergie en définissant des objectifs rigoureux et en investissant des millions de dollars dans de nouveaux programmes pour les résidents et les entreprises.

Le Programme d'aide à l'efficacité électrique pour les industries raccordées au réseau de transport serait administré par l'Office de l'électricité de l'Ontario et ciblerait les plus grands consommateurs d'électricité de la province qui sont directement connectés au réseau de transport. Ces consommateurs industriels utilisent environ 10 % de l'électricité consommée en Ontario et dépensent plus de 1 milliard de dollars par année en électricité.

Ce programme quinquennal fera progresser la productivité du secteur industriel de l'Ontario et sa compétitivité sur la scène mondiale. Il conserverait l'électricité et on estime qu'il se traduirait par la création de 5 500 emplois. Grâce à ce programme et au Programme de réduction des tarifs d'électricité pour le secteur industriel du Nord annoncé dans le présent budget, le gouvernement de l'Ontario augmentera l'efficience, la durabilité et la conservation de l'électricité dans toute la province.

Accroissement des possibilités grâce aux technologies de l'eau propre

La demande mondiale en eau potable devrait s'accroître rapidement et le marché potentiel des technologies d'approvisionnement en eau propre et de traitement des eaux usées est énorme. Selon un rapport récent du Conference Board du Canada, la valeur de ce marché dépasse 400 milliards de dollars américains sur la scène mondiale et pourrait doubler tous les cinq ou six ans. L'Ontario est bien placé pour s'imposer comme chef de file mondial dans le secteur de l'approvisionnement en eau propre et du traitement des eaux usées, et il a entrepris de vendre ses services et technologies à l'échelle internationale.

La protection des ressources en eau de l'Ontario est un aspect essentiel du développement d'une économie verte et florissante. La province renforce également le secteur des technologies de l'eau pour tirer parti des nouvelles possibilités qui apparaissent sur le marché mondial des technologies de l'eau.

Ainsi, en 2009-2010, la province investit 100 millions de dollars pour aider la ville de Hamilton à moderniser sa station de traitement des eaux usées de l'avenue Woodward. Cet important projet comporte de multiples avantages environnementaux, sociaux et économiques.

Technologies de l'eau

Les technologies de l'eau visent la protection, la qualité et le traitement de l'eau. L'Ontario compte plus de 300 sociétés qui fournissent des technologies et des services liés à l'eau. Des sociétés comme Echologics Engineering et Real Tech sont à l'avant-garde des technologies de l'eau comme la détection acoustique des fuites d'eau et l'instrumentation à photométrie aux ultraviolets. Les deux entreprises ont bénéficié de programmes de soutien du Centre de la découverte MaRS de l'Ontario tels que le Programme de mentorat commercial et de formation à l'entrepreneuriat de l'Ontario.

Le plan :

Dans le cadre de son plan Ontario ouvert sur le monde, le gouvernement élabore une stratégie de l'eau de grande portée pour, d'une part, faire de l'Ontario un chef de file nord-américain en innovation et en conservation de l'eau et, d'autre part, protéger les ressources en eau de l'Ontario pour les générations à venir. La stratégie promouvrà les nouvelles possibilités commerciales et les débouchés d'emploi dans le secteur de l'eau grâce au soutien à la commercialisation des technologies d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées.

Perspectives d'avenir

La stratégie ontarienne de l'eau permettra ce qui suit :

- collaborer avec les collèges, les universités et les entrepreneurs pour créer des emplois et attirer dans la province une main-d'oeuvre spécialisée et des investissements dans le domaine de l'eau propre;
- améliorer l'efficience de l'infrastructure ontarienne d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées;
- adopter une nouvelle *Loi sur le développement des technologies de l'eau* qui appuiera la mise au point de nouvelles technologies de conservation et de traitement de l'eau;
- promouvoir les technologies ontariennes de l'eau à l'étranger.

L'Ontario a un potentiel considérable en matière de recherche sur l'eau ainsi qu'en éducation et en innovation dans ce domaine. Plus de 21 instituts intervenant dans le secteur de l'eau se trouvent dans le grand Toronto, et sept universités et collèges de la province ont des instituts de recherche dans ce domaine. L'Ontario est le port d'attache d'organisations de premier rang dans le domaine des technologies propres, comme l'Ontario Clean Water Initiative, qui contribue à donner de l'ampleur aux grappes d'organismes actifs dans le domaine des technologies propres et à les renforcer. C'est également en Ontario que s'est établi le Réseau international pour l'eau, l'environnement et la santé, un organisme membre de l'Université des Nations Unies, qui se consacre à résoudre les problèmes d'eau à l'échelle mondiale grâce au développement des capacités et de la recherche scientifiques.

Services financiers

Le secteur des services financiers de l'Ontario est un chef de file à l'échelle mondiale et il joue un rôle crucial au sein de l'économie de la province. Il crée des milliers d'emplois et génère une activité économique considérable.

Toronto est la ville d'attache de grandes compagnies d'assurance et de fonds d'investissement et de retraite qui font leur marque sur la scène mondiale. Les banques canadiennes, qui ont en grande partie leur siège social en Ontario, sont reconnues pour être les plus solides au monde. Toronto est la ville d'attache de cinq des 13 plus grandes banques nord-américaines sur le plan de la capitalisation boursière, et la ville se classe au troisième rang des grands centres financiers en Amérique du Nord.

Le plan :

Le gouvernement offre au secteur des services financiers l'appui et la souplesse nécessaires pour stimuler la croissance future tout en protégeant les intérêts des consommateurs et des investisseurs.

Le gouvernement provincial :

- Établit un partenariat avec l'industrie et d'autres gouvernements pour constituer le Conseil des chefs de file des services financiers, formé de PDG du secteur financier et de dirigeants gouvernementaux influents. Ce conseil guidera le travail de la Toronto Financial Services Alliance (TFSA), qui met en oeuvre un plan visant à accroître la compétitivité du secteur

financier, à créer des milliers d'emplois bien rémunérés et à faire de Toronto l'un des 10 plus grands centres financiers au monde.

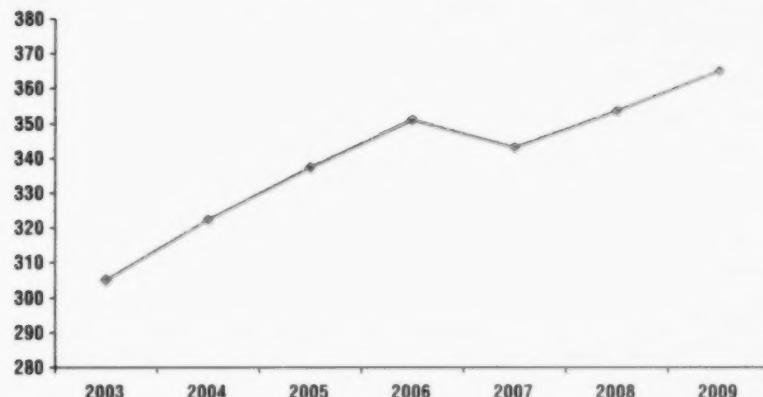
- Appuie le travail du Conseil et de la TFSA en vue de la création de possibilités en exploitant l'effet de levier que représente l'excellente réputation de l'Ontario dans le secteur des services financiers et de sa main-d'oeuvre très compétente et diversifiée. Des projets comme la création du Global Integrative Risk Management Institute que propose la TFSA feront la promotion des meilleures pratiques en gestion de risques financiers et offriront une chance unique de miser sur la réputation de sécurité et de solidité de notre secteur financier.
- Collabore activement avec le gouvernement fédéral et d'autres provinces et territoires désireux de mettre en place un organisme canadien de réglementation des valeurs mobilières. La province est déterminée à mettre sur pied un solide organisme national de réglementation qui tiendra compte des intérêts économiques de l'Ontario, renforcera la protection des investisseurs et améliorera la compétitivité de l'industrie à l'échelle internationale. Le gouvernement estime que ce nouvel organisme de réglementation devrait exercer ses activités principales à Toronto et il continuera à faire pression sur le gouvernement fédéral à cette fin.
- Continue à mettre en oeuvre d'importantes mesures pour améliorer la réglementation des marchés financiers de l'Ontario. Le gouvernement entend notamment proposer des réformes à la *Loi sur les valeurs mobilières* et à la *Loi sur les contrats à terme sur marchandises*, y compris des modifications pour les mettre à jour, en plus de renforcer la surveillance des agences de notation et de soutenir l'application des règles concernant les marchés financiers.
- Collabore de façon permanente avec le secteur des *credit unions*, la Société ontarienne d'assurance-dépôts et la Commission des services financiers de l'Ontario afin d'aborder les questions émergentes et d'appuyer la croissance et la compétitivité du secteur. Cela s'inscrit dans la foulée de la mise en oeuvre réussie, le 1^{er} octobre 2009, d'un projet législatif pluriannuel visant à moderniser les exigences réglementaires applicables au secteur, à mettre à jour ses pouvoirs d'investissement et de prêt, et à renforcer la protection du consommateur.

Davantage d'emplois dans le secteur financier de l'Ontario



En milliers

Graphique 4



Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Un avenir stable et vigoureux pour le secteur des services financiers

Les résultats :

- ✓ Dans le budget de 2009, le gouvernement a annoncé qu'il travaillerait en partenariat avec la ville de Toronto et la TFSA pour faire de Toronto un chef de file mondial dans le domaine des services financiers.
- ✓ L'Ontario a créé le Centre d'excellence pour l'éducation dans le domaine des services financiers et collabore avec les représentants du secteur des services financiers et les établissements d'enseignement postsecondaire afin de recruter des étudiants étrangers et d'attirer et de former des gens de grand talent dans le secteur des services financiers.
- ✓ Depuis 2003, le nombre d'emplois dans le secteur des services financiers a augmenté de 60 000 pour atteindre 365 000 emplois en 2009.
- ✓ Le secteur compte également quelque 280 000 emplois connexes, entre autres des emplois bien rémunérés dans les services aux entreprises (p. ex. la conception de logiciels).

Ouverture des marchés internationaux et interprovinciaux

Les marchés du monde entier s'intéressent aux produits, au capital humain et aux idées venant de l'Ontario.

La province aide à ouvrir les marchés et à créer de nouveaux débouchés commerciaux pour les entreprises de l'Ontario en concluant de nouveaux accords commerciaux interprovinciaux et internationaux. Ces accords établiront les assises d'une croissance économique continue et d'une amélioration du marché de l'emploi en Ontario. De nouveaux accords commerciaux contribueront à l'expansion de l'économie de l'Ontario.

Le plan :

L'Ontario collabore avec le gouvernement fédéral et d'autres provinces afin de négocier un accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne. Cet accord offrirait aux exportateurs ontariens un meilleur accès à l'un des plus grands et des plus riches marchés d'exportation au monde.

L'économie de l'Ontario présente des signes de reprise et les volumes de trafic et d'échanges commerciaux augmentent. Il est donc crucial que la frontière entre l'Ontario et les États-Unis, qui sont le plus important partenaire commercial du Canada, fonctionne aussi efficacement que possible. Les investissements du gouvernement fédéral dans les ressources technologiques et humaines à la frontière sont essentiels pour assurer une circulation optimale des personnes et des biens. Dans son dernier budget, le gouvernement fédéral s'est engagé à investir 87 millions de dollars sur deux ans pour améliorer l'efficience à la frontière et intensifier et promouvoir les programmes pour les voyageurs dignes de confiance. Il s'agit d'une étape positive et bienvenue à cet égard.

Le gouvernement collabore également avec d'autres provinces et le gouvernement fédéral pour améliorer l'Accord sur le commerce intérieur en favorisant une plus grande mobilité des biens, des services et de la main-d'œuvre.

Le gouvernement entend promouvoir les intérêts de l'Ontario à Washington, D.C., en établissant un Bureau de l'Ontario à l'ambassade du Canada. Ce bureau fera valoir les liens et les intérêts qui sous-tendent la relation Ontario-É.-U. et qui pourraient être touchés par les politiques américaines, en assurant une surveillance continue de la situation et des interventions ciblées. Le bureau s'occupera de questions aussi importantes que la frontière, le commerce, le changement climatique, l'eau, l'air et les questions connexes.

Ouverture des marchés internationaux et interprovinciaux

Les résultats :

- Le Canada et les États-Unis ont récemment conclu un accord prévoyant une dérogation aux mesures « Buy American » de l'*American Recovery and Reinvestment Act of 2009*. Cet accord permettra aux entreprises ontariennes de prendre part aux projets américains d'infrastructure et d'avoir accès à toute une gamme de projets de travaux publics à l'échelon des municipalités et des États, lesquels pourraient se chiffrer à près de 65 milliards de dollars américains.
- L'Accord de commerce et de coopération entre l'Ontario et le Québec, signé en septembre 2009, augmentera les échanges commerciaux et les investissements entre l'Ontario et le Québec, favorisera l'innovation et réduira les obstacles auxquels les entreprises font face depuis longtemps. Il comprend des chapitres qui établissent des précédents en matière de services financiers et de coopération sur le plan de l'énergie et de la réglementation.
- Depuis 2003, les exportations de marchandises de l'Ontario vers des pays autres que les États-Unis ont augmenté de près de 80 % pour passer à 25 milliards de dollars en 2009. Elles représentent 20 % des exportations totales de l'Ontario, comparativement à environ 7 % il y a une décennie.
- Les exportations totales de services de l'Ontario ont fortement augmenté depuis 2003 pour atteindre 91 milliards de dollars en 2009, soit près du tiers des exportations totales de l'Ontario.

Occasions pour les entreprises publiques

Le gouvernement examine les moyens de maximiser le rendement de ses grandes entreprises publiques. L'objectif visé consiste à déterminer si ces entreprises, telles qu'elles existent et sont gérées aujourd'hui, servent les intérêts économiques à long terme de la province et de sa population. À la suite de cet examen des entreprises publiques, le gouvernement pourra déterminer si une approche différente pourrait stimuler la croissance économique et la création d'emplois en Ontario.

Soutien des secteurs économiques clés

Depuis 2003, le gouvernement McGuinty a investi dans des secteurs clés de l'économie afin de renforcer la compétitivité de l'Ontario, de soutenir et de créer des emplois, et de mettre la province en position de croissance à long terme. Parmi les initiatives mises de l'avant, mentionnons les suivantes :

- Automobile** – Affectation de 4,8 milliards de dollars à General Motors et à Chrysler afin de protéger au moins 85 000 emplois et d'assurer la compétitivité future d'un secteur qui, en 2008, a soutenu directement et indirectement quelque 400 000 emplois en Ontario.
- Fabrication** – Réduction des coûts des entreprises grâce à des réductions d'impôt totalisant plus de 1,2 milliard de dollars par année lorsqu'elles seront entièrement mises en oeuvre, affectation de plus de 708 millions de dollars au secteur manufacturier depuis 2005 par l'entremise du Fonds pour les emplois dans les secteurs émergents et de la Stratégie d'investissement dans le secteur de la fabrication de pointe, ce qui a permis d'assurer quelque 10 300 emplois et de profiter d'un effet de levier pour obtenir des investissements de plus de 3,9 milliards de dollars.
- Petites entreprises** – Mise en oeuvre d'importantes réformes fiscales et réglementaires pour favoriser la croissance des petites entreprises, y compris une réduction de l'impôt sur le revenu des sociétés (IRS) applicable aux petites entreprises, dont le taux passe de 5,5 % à 4,5 %, l'élimination de la surtaxe sur la déduction accordée aux petites entreprises ainsi qu'une aide ponctuelle de transition pouvant atteindre 1 000 \$ pour aider les petites entreprises à s'adapter à la taxe de vente harmonisée.
- Industries de la création** – Housse des crédits d'impôt qui ont entraîné une croissance exceptionnelle et la création de plus de 23 000 emplois depuis 2003, soit une hausse de 12 %. Seulement en 2009, la production cinématographique et télévisuelle a augmenté de 40 %.
- Agriculture** – Affectation de 1,8 milliard de dollars en aide continue aux agriculteurs ontariens depuis 2003 grâce à des programmes de soutien et de stabilisation des revenus agricoles et à une hausse de 53 % des dépenses de base par l'entremise du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales.
- Innovation** – Affectation de plus de 1,3 milliard de dollars sur les trois prochaines années dans la recherche et l'innovation par le truchement, notamment, du Fonds pour les projets pilotes d'innovation, du Fonds pour la recherche en Ontario, du Fonds ontarien de développement des technologies émergentes et du Réseau ontarien d'excellence.
- Tourisme** – Création de 13 nouvelles régions touristiques et affectation de 40 millions de dollars en financement annuel permanent, plus un financement de transition de 25 millions de dollars par année au cours des deux prochaines années pour rehausser la compétitivité du secteur grâce à une meilleure coordination du marketing et du développement.

Pour de plus amples renseignements, voir les Points saillants – secteur, qui accompagnent le budget de 2010 à www.ontario.ca/budget.

INVESTISSEMENTS DANS L'INFRASTRUCTURE

Une infrastructure moderne stimule la productivité, favorise la croissance économique et améliore la qualité de vie des Ontariennes et des Ontariens. En 2003, l'infrastructure de l'Ontario avait été négligée depuis près de 30 ans. Le sous-investissement, le vieillissement de l'infrastructure et les pressions découlant de la croissance avaient entraîné un déficit infrastructurel substantiel.

La province y a vu en lançant en 2005 son plan ReNouveau Ontario doté de 30 milliards de dollars. Ce plan a permis d'investir dans les écoles, les hôpitaux, les transports en commun, les routes, les ponts et d'autres éléments d'infrastructure. Ses objectifs ont été réalisés en 2008-2009, soit une année plus tôt que prévu.

Dans le budget de 2009, le gouvernement a pris des mesures pour affronter la crise économique mondiale et annoncé d'importants investissements à court terme dans l'infrastructure afin de stimuler la croissance économique et de contribuer à protéger et à créer des emplois dans toute la province. Le gouvernement déploie avec succès son programme d'investissements de stimulation dans l'infrastructure. Les investissements dans l'infrastructure ont atteint un niveau record en 2009-2010 et seront encore plus élevés l'année prochaine. Ces investissements créent des emplois maintenant et ils contribueront à améliorer la productivité et les services publics de demain.

Le plan :

Le plan d'investissements dans l'infrastructure du gouvernement crée des emplois dans les collectivités des quatre coins de l'Ontario. Il assurera la prospérité de demain grâce à la modernisation et à l'agrandissement de l'infrastructure publique de l'Ontario.

Outre ses investissements de stimulation, le gouvernement continue à faire des investissements dans l'infrastructure à long terme qui renforceront le potentiel de croissance économique de l'Ontario. Le gouvernement entreprendra un examen approfondi de ses immobilisations d'ici la fin de 2010. À la suite de cet examen, le gouvernement s'est engagé à présenter un plan décennal d'investissement dans l'infrastructure qui sera mis en place en 2011.

Répercussions économiques de l'infrastructure publique en Ontario

Conference Board du Canada, mars 2010

Le Conference Board du Canada a récemment publié un rapport d'évaluation des répercussions économiques des investissements dans l'infrastructure publique en Ontario¹.

- Les investissements dans l'infrastructure publique ont permis de créer plus de 180 000 emplois directs, indirects et induits pour toute l'année 2009, un nombre qui augmentera pour atteindre près de 225 000 en 2010. (Les emplois induits sont générés par les dépenses des personnes directement et indirectement employées.)
- La hausse supplémentaire des dépenses dans l'infrastructure, qui découle en partie des nouvelles mesures de stimulation destinées à lutter contre les effets de la récession mondiale, a aidé à relever la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel de l'Ontario de 0,9 point de pourcentage en 2009 et on s'attend à ce qu'elle entraîne une autre hausse de 0,4 point de pourcentage en 2010.
- Les retombées supplémentaires des investissements dans l'infrastructure envisagées par le Conference Board comprennent l'amélioration de la santé et du niveau d'instruction ainsi qu'une réduction de la durée des déplacements.
- Les investissements dans l'infrastructure publique en Ontario soutiennent la croissance de la productivité du secteur des entreprises. Depuis 2000, grâce à des programmes comme Transports-Action Ontario et ReNouveau Ontario, la part de la croissance de la productivité attribuable aux investissements publics dans les immobilisations est passée à 0,23 point de pourcentage par année, comparativement à 0,16 point de pourcentage au cours des deux décennies précédentes.

¹ Pedro Antunes, Kip Beckman et Jacqueline Johnson, « Les répercussions économiques de l'infrastructure publique en Ontario », Conference Board du Canada, mars 2010.

Investissements de stimulation à court terme

Le gouvernement a affecté la totalité des fonds destinés à ses programmes d'investissement de stimulation à court terme à des municipalités, à des universités et à des collèges. Les projets ainsi appuyés doivent être réalisés d'ici le 31 mars 2011, et la majorité d'entre eux sont en cours. On a entrepris la réfection de routes, le remplacement de canalisations d'eau et la modernisation de centres récréatifs. Dès ce printemps, on procédera à des travaux supplémentaires pour améliorer des terrains de jeux et de sports partout en Ontario, ce qui incitera les enfants et les jeunes à être actifs et en forme.

En outre, des travaux d'amélioration et de modernisation de logements sociaux et abordables sont en cours, et on approuve constamment de nouveaux projets. Les travaux vont du remplacement de toits et de fenêtres jusqu'aux rénovations de grande envergure.

En tout, plus de 5 400 projets de stimulation ont été approuvés à ce jour et ils seront achevés d'ici le 31 mars 2011.

On trouvera des précisions sur les projets d'investissement de stimulation dans les collectivités de l'Ontario sur le site Web gouvernemental Revitalisation de l'infrastructure de l'Ontario à ontario.ca/infrastructure.

Projets d'investissement de stimulation
dans l'infrastructure



Graphique 5

Nord de l'Ontario



Sud de l'Ontario



Source : ministère de l'Énergie et de l'Infrastructure de l'Ontario.

Investissements continus dans l'infrastructure

La province fait également des investissements à long terme permanents dans l'infrastructure qui continueront à poser les fondements de la croissance économique de demain. L'expansion des transports en commun et du réseau routier améliorera le déplacement des personnes et des biens, et contribuera à réduire les temps de déplacement et les coûts de transport. Les améliorations aux écoles, collèges et universités aideront à préparer les Ontariennes et Ontariens aux emplois de l'avenir et à édifier un futur plus prospère.

Les résultats :

- Les investissements dans l'infrastructure créent des emplois dans tout l'Ontario.
 - Les investissements du gouvernement dans l'infrastructure créent et protègent plus de 300 000 emplois sur deux ans.
 - Depuis juillet 2009, l'emploi dans le secteur de la construction de l'Ontario a repris de la vigueur, en partie grâce aux investissements dans l'infrastructure.
 - Les investissements de stimulation que fait le gouvernement dans l'infrastructure continueront à stimuler et à renforcer l'économie au cours de la prochaine année. Selon l'enquête sur les intentions d'investissements privés et publics de Statistique Canada, on peut s'attendre à ce que le total des investissements en Ontario affiche une forte augmentation de 6,0 % en 2010. Cette augmentation prévue correspond à un bond considérable de 16,4 % des plans d'investissements du secteur public.

Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015

En novembre 2009, l'Ontario a été sélectionné comme hôte des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 à Toronto, qui seront les premiers grands jeux multisports internationaux à se tenir dans la province depuis les années 1930. Les jeux entraîneront des travaux de rénovation et de construction d'installations sportives et récréatives dont la valeur dépassera 700 millions de dollars.

Le village des athlètes des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 sera situé sur les terrains de l'Ouest de la rivière Don à Toronto et il accueillera 8 500 athlètes et officiels.

Les Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 joueront un rôle catalyseur dans la modernisation et la remise en valeur continues du secteur riverain de Toronto, qui deviendra un endroit dynamique et attrayant où vivre, travailler et se divertir. La tenue des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 permettra d'accélérer la mise en valeur des terrains de l'Ouest de la rivière Don. Après les jeux, le village des athlètes deviendra un quartier polyvalent, conformément au plan sectoriel primé de Waterfront Toronto portant sur les terrains de l'Ouest de la rivière Don.

Le gouvernement travaillera en partenariat avec Waterfront Toronto, Infrastructure Ontario, le comité d'organisation des jeux et les collectivités locales entourant les terrains de l'Ouest de la rivière Don pour déterminer la conception du village des athlètes ainsi que la composition de types d'habitation pour la collectivité qui habitera le village après les jeux.

Les travaux de construction pour l'expansion du service vers le sud sur la ligne Georgetown de GO Transit sont en cours et devraient être terminés d'ici 2015. L'expansion du service sur cette ligne facilitera la liaison par rail entre l'Aéroport international Lester B. Pearson-Toronto et la gare Union, ce qui contribuera à améliorer la fluidité de la circulation pendant les jeux.

PLAN FISCAL DE L'ONTARIO POUR STIMULER LA CRÉATION D'EMPLOIS ET LA CROISSANCE

Lorsque les économies du monde entier commenceront à sortir de la récession, le rôle que jouent les gouvernements dans le domaine de la création d'emplois commencera à évoluer. Au plus fort de la récession, la mesure la plus importante que doit appliquer un gouvernement pour créer et protéger les emplois consiste à injecter des stimulations fiscales directement dans l'économie. C'est ce que le gouvernement de l'Ontario a fait et continue de faire, comme en témoignent des niveaux records d'investissements dans l'infrastructure et d'autres initiatives ciblées. Une fois amorcée la reprise économique, le principal rôle du gouvernement consiste à instaurer le climat le plus propice qui soit pour que le secteur des entreprises investisse et crée des emplois.

Le plan Ontario ouvert sur le monde facilite cette transition par le truchement du Plan fiscal pour stimuler la création d'emplois et la croissance. Lorsque le gouvernement mettra fin à ses investissements de stimulation, le plan fiscal entrera en vigueur. Ces mesures fiscales, qui ont été annoncées dans le budget de 2009, feront de l'Ontario l'une des compétences les plus concurrentielles du point de vue fiscal dans le monde industrialisé pour ce qui est d'attirer de nouveaux investissements commerciaux.

Le plan fiscal de l'Ontario pour stimuler l'emploi et la croissance favorise les nouveaux investissements, la création d'emplois et la hausse des revenus

Les mesures énoncées dans le budget de l'Ontario de 2009, conjuguées à d'autres modifications fiscales récentes, auront une grande incidence sur la compétitivité de la province en allégeant le fardeau fiscal associé aux nouveaux investissements des entreprises.

D'ici 10 ans, l'Ontario tirera profit de ce qui suit :

- une hausse des investissements au titre des immobilisations de 47 milliards de dollars;
- une hausse du revenu annuel pouvant aller jusqu'à 8,8 %, soit 29,4 milliards de dollars;
- la création de quelque 591 000 nouveaux emplois nets.

Jack M. Mintz, Les mesures audacieuses de l'Ontario pour créer des emplois et stimuler la croissance, School of Public Policy, Université de Calgary, novembre 2009.

Comme cela a été le cas dans d'autres provinces où Bell fait des affaires, les économies découlant de l'instauration d'une seule structure de taxe de vente accéléreront notre investissement en Ontario. La diminution des impôts à payer en 2010 donnera lieu à des investissements dans nos réseaux et services de l'Ontario l'année prochaine.

George Cope, président et chef de la direction de Bell et BCE, le 30 mars 2009.

À l'approche de ce budget, nous avions de sérieuses inquiétudes à propos de la taxe de vente harmonisée. Est-ce qu'elle signifiait que les familles à faible revenu paieraient plus pour les besoins de base comme les chaussures pour enfants et les repas? Le crédit pour la taxe de vente est un moyen raisonnable et ouvert sur l'avenir d'aborder cette question et il pourrait devenir une pièce importante pour régler le casse-tête de la sécurité économique des démunis pour l'avenir. Nous accueillons favorablement le plan du gouvernement.

Michael Oliphant, directeur de la recherche et des communications, Daily Bread Food Bank, le 26 mars 2009.

Le plan :

Le plan fiscal favorise l'emploi et la croissance comme suit :

- Il remplace la taxe de vente au détail par une taxe sur la valeur ajoutée plus moderne qui sera combinée à la taxe sur les produits et services (TPS) fédérale pour créer une taxe de vente harmonisée (TVH), qui entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2010.
- À compter de 2010, il réduit l'impôt sur le revenu des particuliers (IRP) dans le cas de 93 % des contribuables, ce qui aura notamment pour effet d'éliminer tout IRP pour 90 000 contribuables à faible revenu, et il bonifie les crédits sur la taxe de vente et les crédits d'impôts fonciers pour les particuliers et les familles à faible et moyen revenu.
- Il fournit aux résidents de l'Ontario admissibles jusqu'à trois paiements de la prestation de transition au titre de la taxe de vente qui pourront totaliser jusqu'à 300 \$ pour les personnes seules et jusqu'à 1 000 \$ pour les familles et les familles monoparentales. Plus de 4,2 milliards de dollars seront versés en juin 2010, en décembre 2010 et en juin 2011 afin d'aider 6,6 millions de familles et de personnes seules de l'Ontario à s'adapter à la TVH.
- Il réduit l'impôt sur le revenu des grandes et petites entreprises, à compter du 1^{er} juillet 2010.
- Il offre du soutien temporaire de 400 millions de dollars aux petites entreprises pour faciliter la transition à la TVH.

Pour plus de renseignements sur les mesures fiscales, voir le chapitre III, *Un régime fiscal et des régimes de retraite pour assurer l'avenir de l'Ontario*.

Comment la TVH et les réductions d'impôt des entreprises créent-elles des emplois?



Graphique 6

Les modifications fiscales réduisent les coûts d'exploitation des entreprises et d'achat d'installations et de matériel neufs.

Les coûts moindres permettent aux entreprises d'augmenter leur chiffre d'affaires en réduisant leurs prix.

Les coûts moindres encouragent les entreprises à investir dans des installations et du matériel en Ontario.

Les ventes accrues et la hausse des investissements des entreprises entraînent la création d'emplois.

PLAN DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ DE L'ONTARIO POUR STIMULER LA CRÉATION D'EMPLOIS ET LA CROISSANCE

La province s'est engagée à travailler sans relâche à rompre le cycle de la pauvreté. En 2008, le gouvernement McGuinty a annoncé un plan à long terme de réduction de la pauvreté qui fournira aux familles et aux particuliers les outils nécessaires pour réussir et participer pleinement à la vie en société. Toutes les Ontariennes et tous les Ontariens doivent réaliser leur plein potentiel sur le marché du travail pour que le plan Ontario ouvert sur le monde puisse permettre à la province d'être concurrentielle sur la scène internationale. Le plan du gouvernement aidera la province à exploiter tout son potentiel économique et favorisera la croissance économique soutenue. Il est non seulement juste, mais aussi bon pour l'économie de venir en aide aux personnes vulnérables et de les aider à réussir.

L'engagement du gouvernement envers la réduction de la pauvreté revêt une importance particulière dans le contexte économique difficile qui prévaut actuellement en Ontario et au Canada.

Possibilités pour les enfants

En décembre 2008, le gouvernement a présenté sa vision en matière de réduction de la pauvreté dans le document *Rompre le cycle : Stratégie de réduction de la pauvreté de l'Ontario*. La Stratégie de réduction de la pauvreté donne les grandes lignes d'un plan à long terme visant à réduire la pauvreté et à veiller à ce que les Ontariennes et Ontariens à revenu faible, en particulier les enfants, aient l'occasion de réaliser leur plein potentiel. La province vise à réduire la pauvreté infantile de 25 % en cinq ans, ce qui permettrait à 90 000 enfants de sortir de la pauvreté d'ici 2013. Pour atteindre cet objectif, il n'est pas suffisant de renforcer l'économie. La province doit également pouvoir compter sur un partenaire fédéral déterminé et un secteur communautaire engagé.

Afin d'améliorer les chances de réussite des enfants, le gouvernement mettra en oeuvre un programme d'apprentissage à temps plein pour les enfants de quatre et cinq ans en septembre 2010. Cette initiative pourrait bénéficier à 35 000 enfants dans près de 600 écoles partout en Ontario, en commençant par les quartiers à faible revenu. Mis en oeuvre de façon graduelle, le programme devrait être en place partout dans la province en 2015-2016. L'apprentissage à temps plein donnera aux

jeunes enfants la chance d'acquérir les compétences requises pour réussir dans la vie et à leurs parents de meilleures possibilités de participer au marché du travail.

En 2007, le gouvernement a instauré la Prestation ontarienne pour enfants (POE) afin de faciliter la tâche des parents à revenu faible ou moyen qui quittent l'aide sociale pour intégrer le marché du travail, ce qui contribue à la prospérité de la province. En juillet 2009, la POE annuelle maximale est passée de 600 \$ à 1 100 \$ par enfant. Grâce à cette augmentation, qui s'est produite deux ans plus tôt que prévu, des prestations sont versées pour plus de 210 000 enfants additionnels par année. Le gouvernement reste déterminé à faire passer la POE annuelle maximale de son niveau actuel de 1 100 \$ à 1 310 \$ par enfant d'ici 2013.

La province collaborera avec les conseils scolaires et les municipalités pour maintenir et améliorer les programmes de garde et autres qui sont destinés aux jeunes enfants, dans le but d'accroître le soutien offert aux familles travailleuses à faible revenu qui comptent des enfants en bas âge.

Le gouvernement fédéral a mis fin à son engagement de continuer de financer environ 8 500 places dans des services de garde d'enfants partout dans la province. Pour assurer le maintien de ces places, l'Ontario comble en permanence le déficit de financement causé par le gouvernement fédéral grâce à un investissement annuel de 63,5 millions de dollars. Les parents à faible revenu qui travaillent pourront ainsi continuer de compter sur des services de garde de qualité et de participer au marché du travail.

Les investissements du gouvernement dans l'éducation de la petite enfance, les services de garde d'enfants et la POE sont les piliers de sa Stratégie de réduction de la pauvreté. Ces initiatives fournissent des outils efficaces pour rompre le cycle de la pauvreté intergénérationnelle et appuyer le plan Ontario ouvert sur le monde visant à stimuler la création d'emplois et la croissance. La prospérité économique procure des ressources additionnelles pour investir dans les programmes qui aident les familles à faible revenu et leur permet d'échapper à la pauvreté.

Possibilités pour les adultes à faible revenu qui travaillent

Le programme de réduction de la pauvreté du gouvernement a pour but d'offrir des possibilités aux Ontariennes et aux Ontariens les plus démunis en augmentant leurs chances de décrocher un emploi, ce qui contribuera à assurer la prospérité à long terme de la province.

Le salaire minimum de l'Ontario passera à 10,25 \$ l'heure le 31 mars 2010. Depuis qu'il a pris le pouvoir en 2003, il s'agit de la septième année consécutive où le gouvernement aide les particuliers et les familles à faible revenu qui travaillent en augmentant le salaire minimum. Auparavant, le salaire minimum avait été gelé à 6,85 \$ pendant neuf ans.

Dans le cadre du plan fiscal de l'Ontario pour stimuler la création d'emplois et la croissance, le gouvernement a créé un nouveau crédit de taxe de vente permanent et remboursable d'un maximum de 260 \$ par personne et bonifiera le montant de l'allégement des impôts fonciers offert aux Ontariennes et aux Ontariens à revenu faible ou moyen à compter de 2010. De plus, environ 90 000 contribuables à faible revenu cesseront de payer de l'impôt sur le revenu à la province en raison de la réduction du taux d'imposition de la première tranche de revenu qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

Les Ontariennes et Ontariens ont tous droit à l'équité et à la sécurité dans leur milieu de travail. Le gouvernement a instauré diverses initiatives pour améliorer les conditions de travail des adultes à faible revenu. Dans le budget de 2009, il a annoncé l'octroi de 4,5 millions de dollars de plus par année pour accroître le nombre d'agents des normes d'emploi dans la province. Dans le présent budget, le gouvernement annonce l'investissement de 6 millions de dollars de plus sur deux ans. Cette initiative aidera à diminuer le nombre de réclamations relatives aux normes d'emploi qui restent à traiter et à mieux protéger les employés de l'Ontario, ce qui réduira les difficultés auxquelles se heurtent les travailleurs et leur famille.

Dans le cadre de sa Stratégie de réduction de la pauvreté, le gouvernement McGuinty a encouragé le gouvernement fédéral à doubler la Prestation fiscale pour le revenu de travail (PFRT) par rapport à son niveau initial de 1 000 \$. En 2009, le gouvernement fédéral a fait passer la PFRT maximale pour les familles de 1 044 \$ à 1 680 \$ par année. Cette augmentation constitue un pas dans la bonne direction, mais ne fournit pas aux familles à faible revenu qui travaillent le montant dont elles ont besoin. L'Ontario continue d'exhorter le gouvernement fédéral à faire passer la PFRT annuelle à au moins 2 000 \$ par famille.

Transformation de l'aide sociale

L'aide sociale est le filet de sécurité social vers lequel doivent se tourner beaucoup d'Ontariennes et d'Ontariens une fois qu'ils ont épuisé toutes leurs autres ressources, surtout en cette période difficile sur le plan économique.

Depuis 2003, le gouvernement McGuinty est déterminé à aider les familles et les particuliers qui bénéficient de l'aide sociale. Il a accru les prestations de 11 % et modernisé les règles des programmes de façon à offrir un appui transitoire à l'emploi. À titre d'exemple, le gouvernement a étendu la Prestation pour services de garde d'enfants payés d'avance aux personnes qui en ont besoin pour conserver leur emploi ou participer à des activités d'aide à l'emploi.

De plus, le gouvernement a accru les dépenses des programmes d'aide sociale de plus de deux milliards de dollars, ou de près de 50 %, depuis 2003. En 2010-2011, le gouvernement s'attend à fournir plus de 500 millions de dollars additionnels en soutien aux familles et aux particuliers qui bénéficient de l'aide sociale, ce qui témoigne de l'impact de la récession sur les familles et les personnes à faible revenu.

La province continue d'appuyer les gens qui quittent les rangs des bénéficiaires de l'aide sociale pour intégrer le marché du travail. Près de 237 000 bénéficiaires de l'aide sociale participent chaque mois aux activités d'aide à l'emploi du programme Ontario au travail.

Dans le présent budget, le gouvernement propose d'accroître de 1 % à l'automne prochain l'allocation de frais de subsistance pour adultes et les allocations de logement maximales des participants au Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées et au programme Ontario au travail. Cette hausse s'appliquerait également aux familles bénéficiant d'une aide pour soins temporaires et de l'Aide à l'égard d'enfants qui ont un handicap grave, ainsi qu'aux pensionnaires de foyers de soins de longue durée qui reçoivent une allocation de menues dépenses.

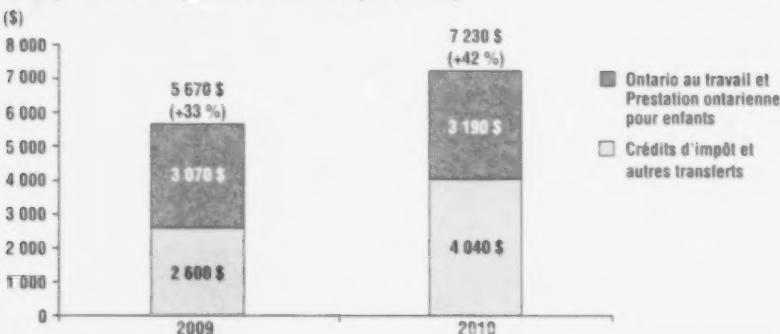
Grâce en partie à cette augmentation des prestations d'aide sociale, une famille monoparentale qui touche des prestations du programme Ontario au travail et compte deux enfants de cinq et sept ans recevrait 1 560 \$ de plus par année qu'en 2009. Cela représenterait une hausse de 7 230 \$, ou de 42 %, par rapport au revenu annualisé de la famille en 2003.

Soutien aux familles : Prestation ontarienne pour enfants et aide sociale



Variation du revenu annualisé depuis 2003 – Famille monoparentale comptant deux enfants (5 et 7 ans)

Graphique 7



Nota : 1) En 2010, les crédits d'impôt et les autres transferts englobent la Prestation fiscale canadienne pour enfants, le Supplément de la prestation nationale pour enfants, la Prestation universelle pour la garde d'enfants, le crédit pour taxe sur les produits et services, les crédits d'impôts fonciers et de taxe de vente de l'Ontario et la prestation ontarienne de transition au titre de la taxe de vente. 2) Les revenus sont annualisés à la fin de l'année civile indiquée. 3) Le revenu annualisé de la famille augmenterait de 7 230 \$ pour passer de 17 060 \$ en 2003 à 24 290 \$ en 2010. 4) Le revenu annualisé de la famille augmenterait de 1 560 \$ pour passer de 22 730 \$ en 2009 à 24 290 \$ en 2010.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Cette initiative procurerait aux familles et aux particuliers bénéficiant de l'aide sociale des prestations additionnelles d'environ 57 millions de dollars par année. Les municipalités ne seraient pas tenues de contribuer à la hausse proposée des taux de l'aide sociale avant janvier 2011.

Dans le cadre de sa Stratégie de réduction de la pauvreté, le gouvernement a annoncé qu'il passerait en revue les programmes d'aide sociale dans le but d'éliminer les obstacles à l'emploi et d'accroître les chances de réussite des participants. Cet examen fait partie intégrante de la vision à long terme du gouvernement, qui consiste à transformer son système d'aide sociale en vue d'accroître les possibilités de travail des gens et d'assurer la sécurité des personnes qui ne sont pas aptes à l'emploi. Le gouvernement ferait également en sorte que les programmes d'aide sociale soient plus faciles à comprendre, plus transparents et plus viables afin qu'ils puissent continuer d'aider les Ontariennes et Ontariens les plus vulnérables.

L'Allocation pour régime spécial (ARS) a pour but d'aider les bénéficiaires de l'aide sociale à couvrir les coûts alimentaires additionnels associés à un état pathologique particulier. À l'automne dernier, le vérificateur général de l'Ontario indiquait que de nombreuses demandes d'allocations pour régime spécial avaient trait à des situations discutables et recommandait au gouvernement d'examiner la situation afin de limiter les cas d'abus possibles.

Le programme n'est pas viable et ne donne pas les résultats escomptés. Avec l'aide de ses partenaires, le gouvernement compte créer un nouveau programme de supplément alimentaire qui serait administré par le ministère de la Santé et des Soins de longue durée pour le compte du ministère des Services sociaux et communautaires. Le programme aurait une composante médicale et viendrait en aide aux bénéficiaires de l'aide sociale qui ont des besoins importants sur le plan médical. La transition au programme de supplément alimentaire aurait lieu au cours des prochains mois, ce qui donnerait aux bénéficiaires l'occasion de s'adapter au nouveau programme.

Le gouvernement annoncera les détails de ces modifications dans un proche avenir.

Résultats du programme de réduction de la pauvreté de l'Ontario

Familles et enfants

Parmi les grandes réalisations de la Stratégie de réduction de la pauvreté figurent :

- l'expansion du Programme de soins dentaires pour enfants, qui offre des soins dentaires et des services d'anesthésie générale d'urgence aux enfants de 17 ans et moins qui sont issus de familles à faible revenu;
- la création de l'Initiative ontarienne d'activités après l'école, qui appuie les activités parascolaires dans les collectivités où les besoins sont grands.

Aide sociale

Les familles et les particuliers qui quittent l'aide sociale pour intégrer le marché du travail se heurtent à des obstacles considérables. Le gouvernement s'est efforcé de réduire ces obstacles en aidant les gens à accroître leur niveau d'autonomie financière. Entre autres, il a :

- permis aux étudiants à temps plein des programmes postsecondaires qui tirent des gains d'un emploi de conserver le plein montant de leurs prestations d'aide sociale;
- modifié les règles concernant les gains touchés pour permettre aux bénéficiaires de conserver une plus grande proportion de leurs prestations d'aide sociale;
- permis aux personnes qui quittent les rangs des bénéficiaires de l'aide sociale pour intégrer le marché du travail de toucher des prestations de soins de santé;
- accru le montant d'aide sociale que les parents peuvent conserver lorsqu'ils tirent des gains d'un emploi et paient des frais pour des services non agréés de garde d'enfants.

Autres initiatives clés

- Conclusion d'une entente sur le logement abordable avec le gouvernement fédéral en juin 2009 pour fournir de nouveaux logements abordables et rénover des logements sociaux. Plus de 3 000 projets de logement abordable ont été prévus dans le cadre des mesures fédérales-provinciales de stimulation.
- Financement permanent des banques de loyer municipales pour aider les locataires qui risquent d'être expulsés de leur logement ou de se retrouver sans abri.

Section B : Gestion responsable

POINTS SAILLANTS

- ✓ Le déficit de 2009-2010 s'élève à 21,3 milliards de dollars, ce qui est inférieur aux 24,7 milliards de dollars prévus dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009*, paru à l'automne.
- ✓ Le gouvernement a un plan réaliste et responsable pour réduire le déficit de moitié dans cinq ans et l'éliminer complètement dans huit ans.
- ✓ Pour relever le défi actuel sur le plan financier, tout en protégeant les services publics, le gouvernement propose ce qui suit :
 - Porter de un à trois ans le gel actuel du salaire des députés provinciaux.
 - Geler pendant deux ans la structure salariale du personnel politique et des employés de l'Assemblée législative exclus des négociations.
 - Geler pendant deux ans la structure salariale de l'ensemble des employés du secteur parapublic et de la fonction publique de l'Ontario exclus des négociations.
 - Respecter toutes les conventions collectives en vigueur. Par contre, le plan financier de la province ne prévoit pas de fonds pour des hausses salariales dans les conventions collectives futures.
 - Collaborer avec ses partenaires bénéficiant de paiements de transfert et les agents négociateurs au moment de renégocier les conventions collectives pour conclure des ententes d'une durée d'au moins deux ans. Ces conventions devraient aider à atténuer les pressions exercées sur les finances de la province, protéger les services publics sur lesquels comptent les Ontariennes et Ontariens, et prévenir toute hausse nette des montants payés en rémunération.

Le gouvernement prend aussi les mesures suivantes :

- Échelonner la construction de plusieurs grands projets d'immobilisations à long terme.
- Proposer de réformer le programme de médicaments de l'Ontario afin de maintenir l'abordabilité des médicaments et de réaliser des économies qui seront réinvesties dans les services de santé.
- Moderniser les services gouvernementaux pour améliorer les services à la clientèle et réaliser des gains d'efficience.
- Maintenir les charges de fonctionnement internes aux niveaux de 2010-2011, ou en deçà de ceux-ci.
- Mettre en oeuvre un processus exhaustif d'examen de la gestion des dépenses.

PLAN EN VUE D'ÉLIMINER LE DÉFICIT

Depuis 2003, le gouvernement McGuinty a jeté les bases d'un Ontario plus fort en investissant dans les soins de santé, l'éducation, les familles et l'infrastructure. Il a fait d'importants progrès dans le dossier de la prestation de services qui sont mieux ciblés et mieux adaptés aux besoins de la population et qui offrent un meilleur rapport qualité-prix. Qui plus est, le gouvernement McGuinty a fait des choix responsables sur le plan financier qui lui ont permis, d'une part, d'éliminer le déficit de 5,5 milliards de dollars dont il a hérité en 2003-2004 et, d'autre part, d'afficher trois excédents budgétaires consécutifs de 2005-2006 à 2007-2008.

L'Ontario a été durement frappé par la récession économique mondiale comparativement aux autres provinces et ses revenus ont connu une chute importante. En 2009-2010, les revenus du gouvernement tirés de ses propres sources¹ étaient de 9,1 milliards de dollars (10,5 %) inférieurs aux niveaux enregistrés avant la récession. On ne s'attend pas à ce que ces revenus reviennent à leurs niveaux antérieurs avant 2012-2013.

¹ Revenus du gouvernement, à l'exception des paiements de transfert fédéraux.

Le plan :

Face à la crise économique, le gouvernement est intervenu et a fait des investissements de stimulation à court terme pour créer des emplois et réduire l'impact de la récession sur les familles et les entreprises. Il a aussi pris la décision de protéger les services publics sur lesquels compte la population ontarienne, particulièrement en cette période économique difficile. Les investissements du gouvernement dans l'infrastructure permettent de créer ou de préserver plus de 300 000 emplois pendant deux ans.

Les initiatives de la province ont porté leurs fruits. Cependant, ces investissements nécessaires ont poussé le gouvernement à prévoir un déficit de 24,7 milliards de dollars pour l'année 2009-2010, au moment de la publication à l'automne de *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009*. Le gouvernement a pris des mesures afin de réaliser des économies cette année et à moyen terme, ce qui lui a permis d'enregistrer un déficit inférieur aux projections énoncées dans le document susmentionné.

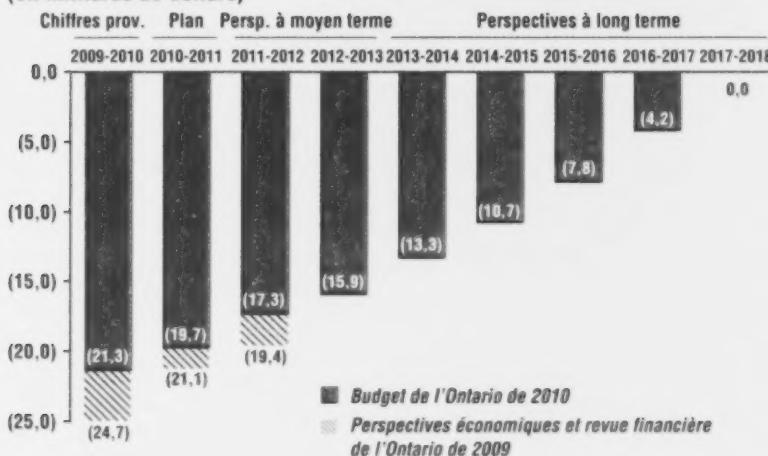
La province suit un plan réaliste et responsable afin d'éliminer le déficit. Nous avons maintenant des indications claires que l'économie de l'Ontario s'est stabilisée et que la reprise s'amorce. Mais le retour à l'équilibre budgétaire ne peut pas reposer uniquement sur la croissance de l'économie et la hausse des revenus de la province. Le gouvernement a montré par le passé qu'il était capable de limiter les charges de programmes et il continuera de faire preuve de la même retenue afin de rétablir l'équilibre budgétaire. Son plan lui permettra de réduire de moitié le déficit dans cinq ans et de présenter un budget équilibré en 2017-2018.

Plan de l'Ontario en vue d'éliminer le déficit



Solde financier
(en milliards de dollars)

Graphique 8



Le plan du gouvernement visant à rétablir l'équilibre budgétaire d'ici 2017-2018 inclut les éléments importants suivants :

- limiter à 1,9 %, en moyenne, la hausse annuelle des charges de programmes après 2012-2013;
- adopter continuellement des pratiques d'amélioration du rapport coût-efficacité, maximiser le rendement des entreprises publiques et gérer l'ensemble des dépenses;
- donner suite aux mesures précédentes de gestion des dépenses du gouvernement et au travail récent du Groupe de travail du Conseil du Trésor en procédant à un examen exhaustif permanent des principaux programmes et services du gouvernement;
- promouvoir la conclusion d'ententes fédérales-provinciales durables et fondées sur des principes;
- suivre un plan financier prudent qui inclut une réserve et des fonds de prévoyance.

Plan financier de redressement de l'Ontario¹
 (en milliards de dollars)

Tableau 3

Plan	Perspectives à moyen terme				Perspectives à long terme			
	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018
Revenus	106,9	107,7	112,0	117,6	123,4	129,6	136,1	142,9
Charges								
Programmes	115,9	112,9	114,3	116,5	118,7	121,0	123,3	125,7
Intérêt sur la dette	10,0	11,1	12,5	13,3	14,4	15,4	15,9	16,2
Total des charges	125,9	124,1	126,9	129,9	133,2	136,5	139,3	141,9
Réserve	0,7	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Excédent/(Déficit)	(19,7)	(17,3)	(15,9)	(13,3)	(10,7)	(7,8)	(4,2)	0,0

¹ Tient compte des changements dans la présentation de l'information financière découlant de l'intégration des impôts fonciers prélevés aux fins scolaires, lesquels n'ont aucune incidence sur les résultats financiers.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Le plan du gouvernement donne des résultats. La province prévoit maintenant un déficit de 21,3 milliards de dollars en 2009-2010, soit une amélioration de 3,4 milliards de dollars par rapport au montant de 24,7 milliards de dollars annoncé dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009*, publié à l'automne (voir le chapitre II, section B).

EXAMEN DE LA GESTION DES DÉPENSES DE 2009

Le gouvernement a annoncé un examen de la gestion des dépenses à l'automne dernier, dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009*. Mené par le Groupe de travail du Conseil du Trésor, cet examen avait pour but d'assurer que chaque dollar consacré à la prestation des services est dépensé plus judicieusement.

Dans le présent budget, la province annonce de nouvelles mesures de gestion des dépenses qui appuient l'engagement de l'Ontario envers le retour à des assises financières plus solides. Le gouvernement prendra aussi des mesures qui aideront à assurer la viabilité des services publics et des ressources gouvernementales dans les décennies à venir.

MESURES DE GESTION DES DÉPENSES

Le gouvernement fait continuellement des gains d'efficience dans ses modes de prestation de services.

Les résultats :

- Depuis 2003-2004, l'Ontario se classe continuellement parmi les trois provinces canadiennes qui dépensent le moins d'argent par habitant en services gouvernementaux généraux. En 2008-2009, les dépenses en services gouvernementaux généraux de la province s'élevaient à 134 \$ par habitant, soit 28 % de moins que la moyenne de 186 \$ des autres gouvernements provinciaux. Seule une autre province affiche des dépenses moins élevées par habitant.
- Entre 2004-2005 et 2007-2008, le gouvernement a repéré 806 millions de dollars d'économies grâce à la rationalisation des processus, à la réduction des coûts administratifs, à l'utilisation plus efficace des technologies et à la mise au point d'initiatives continues d'évitement et de réduction des coûts.

Quand la récession mondiale a gagné la province l'an dernier, le gouvernement est intervenu rapidement pour restreindre ses dépenses. Il a :

- gelé les salaires des députés provinciaux en 2009-2010;
- limité à 68 645 équivalents temps plein les effectifs de la fonction publique de l'Ontario (FPO) et commencé à réduire la taille de la FPO en s'engageant à la comprimer de 5 % d'ici le 31 mars 2012; la baisse des effectifs se fera par attrition et au moyen d'autres mesures;
- économisé environ 111 millions de dollars au cours des cinq derniers mois de l'exercice 2008-2009 grâce à des mesures diverses de gestion des dépenses, par exemple en réduisant ses frais de déplacement et d'experts-conseils, en gelant l'achat de véhicules gouvernementaux, en limitant son empreinte immobilière actuelle et en augmentant les pratiques écologiques en milieu de travail afin de réduire les frais d'impression, de copie et de télécopie;
- planifié l'instauration de la taxe de vente harmonisée, qui lui permettra d'économiser environ 100 millions de dollars par année en salaires et en frais généraux.

Compte tenu des défis actuels sur le plan financier, le présent budget énonce les mesures supplémentaires que prendra le gouvernement pour faire des économies et réduire le coût global de l'administration gouvernementale.

Mesures salariales

Le gouvernement est déterminé à préserver les améliorations qu'il a apportées aux services publics auxquels tiennent tant les Ontariennes et Ontariens, tout en surmontant les défis auxquels la province fait face sur le plan financier. Pour y arriver, il devra gérer les coûts de rémunération du secteur public.

Les coûts de rémunération qu'assume la province, soit en salaires directs à la fonction publique de l'Ontario (FPO) ou sous forme de paiements de transfert aux écoles, aux hôpitaux et à de nombreux autres partenaires du secteur public, représentent la majorité des dépenses des programmes financés par l'Ontario.

Afin de protéger les services, le gouvernement devra limiter la croissance des coûts de rémunération et affecter le peu de ressources disponibles à la prestation des services.

Dès aujourd'hui, le gouvernement ferait passer à trois ans, au total, le gel actuel du salaire des députés provinciaux. Il gelerait aussi pour deux ans la structure salariale du personnel politique et des employés de l'Assemblée législative exclus des négociations.

Le gouvernement déposera aussi un projet de loi dans le but de geler pour deux ans la structure salariale des employés du secteur parapublic et de la FPO qui sont exclus des négociations. La nouvelle loi s'appliquerait à la quasi-totalité des organisations régies par la *Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public*, à l'exception des municipalités. Pour réussir à limiter la croissance des coûts de rémunération et à protéger les services et les emplois, la loi devra être inclusive.

Dans deux ans, ces mesures aideraient à réaffecter jusqu'à 750 millions de dollars au maintien de la prestation des services du secteur public.

Le plan financier de la province ne prévoit pas de fonds pour des hausses salariales dans les conventions collectives futures.

Le gouvernement respectera toutes les conventions collectives en vigueur dans le secteur public. À mesure qu'il renégocie ses contrats, il collaborera avec ses partenaires bénéficiant de paiements de transfert et les agents négociateurs pour conclure des conventions d'une durée d'au moins deux ans. Ces conventions devraient aider à atténuer les pressions exercées sur les finances de la province, protéger les services publics sur lesquels comptent les Ontariennes et Ontariens, et prévenir toute hausse nette des montants payés en rémunération.

Gel des charges de fonctionnement de base

À la fois prudent et responsable, le plan de gestion des dépenses de l'Ontario a un effet notable sur les charges de fonctionnement de base du gouvernement, qui se trouvent à baisser. À moyen terme, ces dépenses seront de fait maintenues aux niveaux de 2010-2011, ou en deçà de ces niveaux.

Ralentissement du rythme de l'investissement à long terme dans l'infrastructure

Le gouvernement reconnaît l'importance de trouver le juste milieu entre la nécessité de continuer d'investir dans l'infrastructure pour contribuer au renforcement de l'économie de la province et celle de gérer les finances de l'État de façon responsable.

Il maintient son engagement envers les projets de stimulation de l'économie pour continuer de favoriser la reprise économique. Les investissements effectués ont joué un rôle essentiel dans la création d'emplois en Ontario. Cependant, à mesure que l'économie reprend de la vigueur, la province dirige aussi son attention sur l'élaboration d'un plan visant à rétablir l'équilibre budgétaire. Le gouvernement s'attend à ce que ses partenaires dépensent les fonds de stimulation prévus d'ici le 31 mars 2011.

Pour trouver le juste milieu entre l'exécution de ses priorités en matière d'infrastructure et la réduction du déficit, le gouvernement mènera un examen complet de ses immobilisations, qui se terminera d'ici la fin de 2010.

En 2011, à la suite de cet examen, le gouvernement mettra en oeuvre un plan d'immobilisations de dix ans.

Étant donné le contexte économique actuel, le gouvernement a revu la portée et le calendrier d'exécution de certains investissements dans les immobilisations. Pour aider à gérer les dépenses liées à l'infrastructure au cours des prochaines années, il :

- échelonnera, en collaboration avec Metrolinx, la mise en oeuvre des projets de construction liés aux transports en commun, ce qui permettrait d'économiser environ 4 milliards de dollars au chapitre des crédits et de réduire les emprunts au cours des cinq prochaines années;
- retardera de cinq ans certains investissements dans les locaux du gouvernement, ce qui lui permettrait d'économiser plus de 1,4 milliard de dollars au chapitre des crédits;
- retardera de un an la construction du Palais de justice de Toronto-Ouest, économisant ainsi 130 millions de dollars de crédits sur quatre ans;
- supprimera le Programme ontarien de remplacement des autobus et inclura les coûts de remplacement des autobus, comme dépenses admissibles, au programme de financement par la taxe sur l'essence, qui appuie les transports en commun municipaux.
 - Le gouvernement reconnaît que les municipalités ont des engagements dans le cadre du Programme ontarien de remplacement des autobus. Il leur fournira des fonds non renouvelables de près de 174 millions de dollars en 2009-2010 pour qu'elles respectent leurs engagements.

Examen exhaustif permanent de la gestion des dépenses

Le gouvernement donnera suite aux mesures de gestion des dépenses déjà prises et aux efforts récents du Groupe de travail du Conseil du Trésor en procédant à un examen exhaustif de tous les programmes et services gouvernementaux. Le Conseil du Trésor supervisera cet examen, qui fera en sorte que les ressources gouvernementales soient centrées sur la prestation de programmes et de services qui favorisent :

- la création d'emplois et la croissance économique;
- l'accès à des soins de santé et à une éducation de qualité;
- l'établissement de collectivités propres et vigoureuses offrant des soutiens efficaces aux personnes les plus vulnérables.

Cet examen aura pour but de reorienter les ressources des secteurs non prioritaires vers les secteurs à haute priorité, et de faire progresser le plan Ontario ouvert sur le monde.

TRANSFORMATION DES SERVICES PUBLICS

La province est déterminée à transformer le gouvernement et à moderniser les services qu'il offre à la population ontarienne. Dans ce domaine, l'Ontario fait figure de proue sur la scène internationale et est déterminé à faire fond sur ses réussites, notamment ServiceOntario.

ServiceOntario

ServiceOntario est un réseau de prestation de services à guichet unique qui offre aux Ontariennes et Ontariens un accès simple et rapide aux renseignements et services du gouvernement, y compris en ce qui a trait aux inscriptions et à l'obtention de permis et d'accréditations. Les services sont offerts sur Internet, sur place, à des comptoirs et par téléphone. L'Ontario est le chef de file nord-américain lorsqu'il s'agit d'offrir des garanties de services pour les transactions de base.

Transformation du système de soins de santé

Le gouvernement McGuinty a pris d'importantes mesures depuis 2003 pour transformer le système de soins de santé public en un système axé sur les patients.

Malheureusement, les coûts de prestation de services de santé de qualité ne cessent d'augmenter en Ontario et dans d'autres pays, par suite de la demande et d'autres facteurs, y compris des changements d'ordre technologique et démographique. Par exemple, les coûts des soins de santé ont tendance à augmenter avec l'âge et le nombre de personnes âgées de 65 ans et plus devrait plus que doubler d'ici 2030 et atteindre 3,7 millions en Ontario.

À l'heure actuelle, environ 46 cents de chaque dollar affecté aux programmes servent à financer les soins de santé⁷. Si rien n'est fait pour les maîtriser, les

⁷ Lorsqu'on tient compte des investissements non renouvelés et du mode de présentation des charges du secteur de l'éducation mis en oeuvre dans le présent budget (voir l'addenda au budget de l'Ontario de 2010 intitulé *Plan de l'Ontario pour renforcer la responsabilité, la transparence et la gestion financière*), les charges du secteur de la santé représentent 46 % et 45 % des charges totales en 2009-2010 et 2010-2011 respectivement.

facteurs générateurs de coûts pourraient faire grimper les charges en soins de santé à 70 cents par dollar investi dans les programmes d'ici 12 ans. Gérer la croissance des dépenses de santé sans délaisser d'autres priorités provinciales, comme l'investissement dans les écoles, le soutien aux personnes vulnérables, la protection de l'environnement et le financement de l'infrastructure et du développement économique continuera de représenter un défi pour le gouvernement.

Le plan :

Dans le cadre du plan Ontario ouvert sur le monde, le gouvernement est déterminé à améliorer la qualité des soins et la responsabilité au sein du système de santé. Plus précisément, le gouvernement propose les mesures qui suivent dans le présent budget :

- Apporter des changements aux mesures législatives régissant le programme de médicaments de l'Ontario afin de favoriser la baisse du prix des médicaments génériques, qui coûtent plus cher en Ontario que dans d'autres pays. En outre, le gouvernement augmenterait son soutien aux pharmacies des collectivités rurales et insuffisamment desservies, et appuierait l'expansion des services cliniques offerts par les pharmaciens.
- Accroître l'efficience et l'efficacité du système en :
 - déposant un projet de loi pour rendre les fournisseurs de soins de santé et les cadres supérieurs davantage responsables de l'amélioration des soins aux patients;
 - passant en revue la *Loi sur les hôpitaux publics* pour créer un système hospitalier qui met à profit le savoir-faire des partenaires communautaires et des professionnels de la santé;
 - créant un groupe consultatif indépendant formé d'experts et chargé de formuler des recommandations pour l'élaboration de lignes directrices en matière de pratiques cliniques.

- ✓ Former un comité de travail composé de fonctionnaires du ministère de la Santé et des Soins de longue durée et du ministère des Finances, et de représentants des réseaux locaux d'intégration des services de santé et de l'Ontario Hospital Association. Le comité examinera la question du fonds de roulement des hôpitaux et apportera les remèdes nécessaires pour aider les établissements les plus affectés par une dette héritée. Il serait également chargé de mettre en place une structure de reddition de comptes pour veiller à ce que les hôpitaux dont le fonds de roulement a été rétabli demeurent sur la bonne voie.

Transformation des programmes d'allocations et de prestations de l'Ontario

Système actuel de versement d'allocations et de prestations de l'Ontario

Le gouvernement McGuinty offre du soutien par l'entremise de programmes d'allocations et de prestations conçus pour répondre aux besoins des personnes vivant diverses situations. Ce soutien aide un éventail de bénéficiaires, des enfants aux personnes âgées, et revêt de nombreuses formes, dont des paiements en espèces et une aide non financière.

Au fil des ans, le gouvernement a conçu une grande variété de programmes pour satisfaire des besoins particuliers et atteindre différents objectifs stratégiques. Ces programmes sont administrés par différentes entités, dont des ministères, d'autres ordres de gouvernement et des tierces parties comme des organisations non gouvernementales. Par conséquent, les personnes ayant besoin d'allocations ou de prestations doivent fréquemment aller de points d'accès en points d'accès pour obtenir le soutien dont elles ont besoin.

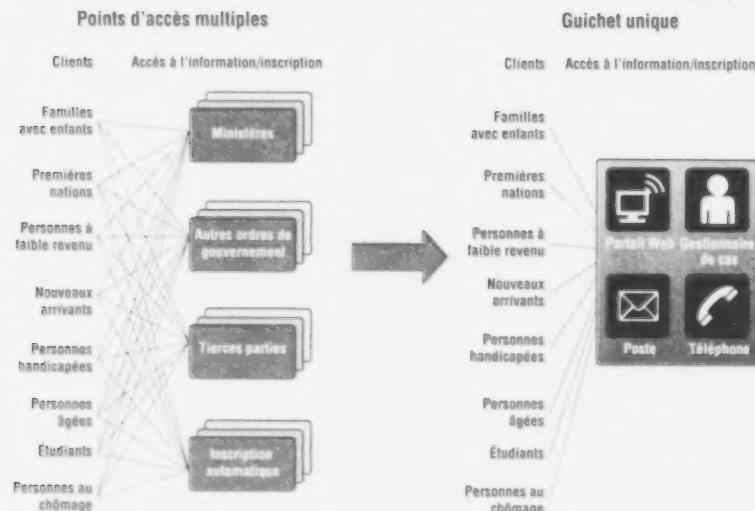
Le plan :

Le gouvernement continuera d'améliorer le système actuel d'allocations et de prestations pour en simplifier l'accès et faire en sorte que les personnes dans le besoin reçoivent un meilleur soutien.

Améliorer l'accès des clients aux programmes d'allocations et de prestations de l'Ontario



Graphique 9



La province entreprendra un examen exhaustif des modèles d'administration coordonnée et intégrée des programmes d'allocations et de prestations d'autres gouvernements. La transformation du système de versement d'allocations et de prestations de l'Ontario inclura ce qui suit :

- la création d'un nouveau portail Web afin de favoriser la centralisation de l'accès aux renseignements sur les programmes tout en améliorant les services à la clientèle;
- la mise en oeuvre d'un processus automatisé de vérification du revenu pour les programmes qui comptent le revenu parmi leurs critères d'admissibilité;

- la consultation des principaux partenaires de prestation de services du gouvernement pour trouver des moyens novateurs de simplifier davantage l'accès des clients aux programmes d'allocations et de prestations tout en augmentant l'équité et l'intégrité des programmes.

Transformation d'Emploi Ontario

Le programme Emploi Ontario regroupe les programmes et services de formation et d'emploi qu'offre le gouvernement par l'intermédiaire du ministère de la Formation et des Collèges et Universités.

Le plan :

Le gouvernement a entrepris la transformation de la structure de prestation des services du programme Emploi Ontario. Au nombre des nouveautés figure un modèle de prestation des services à guichet unique qui :

- permettra d'améliorer les services à la clientèle afin que les chercheurs d'emploi, les employeurs et les collectivités accèdent plus facilement aux programmes et services dont ils ont besoin;
- fera en sorte qu'Emploi Ontario continue de s'adapter aux besoins des collectivités locales de même qu'aux exigences changeantes de l'économie mondiale.

Voir la section A du présent chapitre pour obtenir davantage de renseignements sur le programme Emploi Ontario.

Chapitre II

Perspectives économiques et plan financier de l'Ontario







POINTS SAILLANTS

Économie de l'Ontario

- Croissance du PIB réel projetée par le gouvernement pour 2010 – 2,7 %.
- Croissance du PIB réel projetée en moyenne par le secteur privé pour 2010 – 3,0 %.
- Croissance du PIB réel projetée en moyenne par le gouvernement et le secteur privé pour 2011 – 3,2 %.
- Emplois nets créés depuis mai 2009 – 91 700.
- Emplois nets créés depuis octobre 2003 – 331 700.
- Projection d'emplois nets créés de 2010 à 2013 – 504 000.

Finances de l'Ontario

- Déficit provisoire de 2009-2010 – 21,3 milliards de dollars, une diminution par rapport aux 24,7 milliards de dollars prévus l'automne dernier dans *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009*.
- Déficit prévu pour 2010-2011 – 19,7 milliards de dollars, une diminution par rapport aux 21,1 milliards de dollars prévus l'automne dernier dans *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009*.
- Le gouvernement a adopté un plan responsable pour réduire le déficit de moitié en cinq ans et l'éliminer entièrement en huit ans.

Transparence accrue de la communication de l'information financière

- À compter du présent budget, certaines charges et certains revenus sont présentés différemment afin d'améliorer la transparence de l'information financière. Ces modifications n'ont aucune incidence sur l'excédent ou le déficit annuel de la province, sur son déficit accumulé, ni sur les revenus et les charges sous-jacents.

Section A : Aperçu

Budget de 2010 – Les chiffres en bref			Tableau 1
Économie de l'Ontario :		Finances de la province :	
Croissance prévue du PIB réel, 2010	2,7 %	Prévision de déficit 2010-2011	19,7 milliards \$
Croissance moyenne du secteur privé, 2010	3,0 %	Prévision des revenus 2010-2011	106,9 milliards \$
Croissance prévue du PIB réel, 2011	3,2 %	Prévision des charges 2010-2011	125,9 milliards \$
Emplois depuis mai 2009	91 700	Réserve 2010-2011	0,7 milliard \$
Emplois depuis octobre 2003	331 700	Rapport déficit accumulé-PIB (2003-2004)	25,2 %
PIB réel (2009 par rapport à 2003)	6,2 %	Rapport déficit accumulé-PIB (2009-2010)	23,7 %
Revenu réel disponible (2009 par rapport à 2003)	18,8 %		

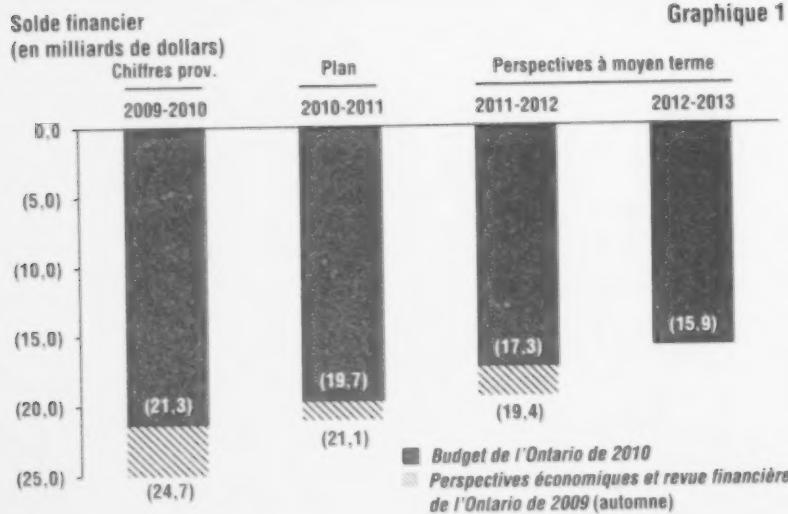
Au cours de l'année écoulée, l'économie de l'Ontario a été durement frappée par le déclin économique mondial, qui a pris la forme notamment d'une récession aux États-Unis, d'un bouleversement accru sur les marchés des capitaux et d'un resserrement du secteur manufacturier. Afin d'atténuer le fardeau de la récession pour les familles et les entreprises de l'Ontario, le gouvernement a pris des mesures décisives et fait des choix responsables. Ces investissements nécessaires ont contribué à un déficit projeté de 21,3 milliards de dollars pour 2009-2010.

Le gouvernement n'a pas tardé à relever le défi financier auquel fait face l'Ontario. Misant sur ses succès passés, il a instauré des mesures afin de réaliser des économies budgétaires considérables cette année et à moyen terme, lesquelles mesures lui ont permis de dépasser l'objectif de réduction du déficit fixé dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009* publié à l'automne.

Plan financier à moyen terme de l'Ontario



Graphique 1



Nous avons maintenant des indications claires que l'économie de l'Ontario s'est stabilisée et que la reprise s'amorce. On prévoit un renforcement de la croissance en raison de l'amélioration de la demande mondiale, des mesures significatives prises par le gouvernement pour soutenir l'emploi et l'économie, et des politiques gouvernementales visant à favoriser la croissance et la compétitivité à long terme.

L'Ontario a établi une base solide pour sa prospérité future en mettant en oeuvre un plan fiscal visant à stimuler la création d'emplois et la croissance, et en effectuant des investissements majeurs dans des secteurs publics clés et l'infrastructure. Alors que les mesures incitatives du gouvernement arrivent à leur terme et que la croissance économique reprend, l'Ontario continuera de consolider cette base grâce à son plan quinquennal Ontario ouvert sur le monde et à la modernisation de ses activités. Ces mesures lui permettront de maintenir la croissance des charges de programmes à un taux inférieur à celui de la croissance des revenus et de réduire le déficit de moitié d'ici cinq ans. La province prévoit donc des déficits qui diminueront graduellement pour passer de 19,7 milliards de dollars en 2010-2011 à 17,3 milliards de dollars en 2011-2012 et à 15,9 milliards de dollars en 2012-2013. Elle s'attend à revenir à l'équilibre budgétaire d'ici 2017-2018.

Section B : Résultats financiers provisoires de 2009-2010

Comme l'indiquait le document d'automne *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009*, la baisse des résultats de 2008-2009 et le ralentissement de l'économie en 2009 ont entraîné une réduction importante des revenus projetés pour 2009-2010. Les charges totales ont augmenté puisque le gouvernement a investi pour appuyer la création d'emplois et atténuer les effets de la récession économique sur la population ontarienne.

Depuis l'automne 2009, l'économie ontarienne s'est stabilisée et a commencé à reprendre de la vigueur alors que les finances de la province s'amélioraient et se renforçaient. L'économie ontarienne montre des signes encourageants de relance. Les emplois, le produit intérieur brut (PIB), les exportations de marchandises et les ventes de produits manufacturés se sont tous améliorés par rapport aux creux constatés durant la récession. Cependant, le rythme de la relance est modéré, et ces indicateurs clés demeurent en deçà des niveaux antérieurs à la récession (voir la section C du présent chapitre). La reprise économique a amélioré la situation financière de la province grâce à une modeste augmentation des revenus tirés des taxes et impôts.

En outre, alors que s'installait la récession mondiale, le gouvernement a pris des mesures immédiates pour gérer les dépenses tout en améliorant la qualité et la viabilité des services publics. Le gouvernement, qui a déjà fait ses preuves sur le plan de la responsabilité financière, a chargé le Groupe de travail du Conseil du Trésor de diriger l'examen de 2009 de la gestion des dépenses afin de veiller à ce que les deniers publics soient dépensés à bon escient. Continuant sur cette lancée, le gouvernement provincial entend mettre en oeuvre des mesures de gestion des dépenses pour appuyer son engagement à rétablir l'équilibre financier (voir le chapitre I, section B).

Le plan du gouvernement porte ses fruits. Le gouvernement provincial prévoit actuellement un déficit de 21,3 milliards de dollars en 2009-2010, ce qui est inférieur de 3,4 milliards de dollars au déficit de 24,7 milliards de dollars que l'on prévoyait au moment de la publication du document d'automne *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009*.

L'amélioration des perspectives financières est attribuable dans une large mesure à une réduction de 1,9 milliard de dollars des charges de programmes résultant de la gestion prudente des charges exercée par le gouvernement et des coûts moins élevés de la lutte contre le virus H1N1. En outre, les projections du gouvernement concernant les charges liées à l'intérêt sur la dette sont inférieures de 0,5 milliard de dollars aux prévisions de l'automne dernier.

COMMUNICATION PLUS TRANSPARENTE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE – INCIDENCE SUR LE PLAN FISCAL DE L'ONTARIO

Dans le présent budget, divers éléments sont présentés différemment afin d'améliorer la transparence de l'information financière. On maintiendra cette nouvelle présentation dans les budgets subséquents. On apporte ces modifications pour respecter les normes révisées récemment par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public. Elles n'ont aucune incidence sur l'excédent ou le déficit annuel de la province ni sur les revenus et les charges sous-jacents.

Les modifications touchent principalement le traitement des impôts fonciers prélevés aux fins scolaires. Auparavant, les impôts fonciers prélevés par les municipalités aux fins scolaires au nom des conseils scolaires locaux étaient déduits des charges du secteur de l'éducation. Selon la nouvelle présentation, ces impôts sont inclus dans les revenus provinciaux et ne sont plus déduits des charges du secteur de l'éducation.

Pour faciliter la comparaison, on a redressé les revenus et les charges passés de la province afin de tenir compte de ce changement. Le tableau ci-dessous illustre l'effet de ce changement sur les résultats financiers de la province pour 2008-2009.

Présentation dans le document d'automne <i>Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009</i>		Nouvelle présentation dans le budget de 2010	
	Chiffres réels (en milliards de dollars) Revenus		Chiffres réels (en milliards de dollars) Revenus
	2008-2009		2008-2009
Total des revenus	90,5	Total des revenus	96,9
Charges		Charges	
Secteur de la santé	40,7	Secteur de la santé	40,7
Total des charges	96,9	Total des charges	103,3
Réserve	—	Réserve	—
Excédent/(Déficit)	(6,4)	Excédent/(Déficit)	(6,4)

Signalons que si l'excédent ou le déficit de la province de même que le déficit accumulé ne sont pas touchés par ce changement de présentation de l'information financière, celui-ci a eu une incidence sur le calcul de la dette nette. Pour de plus amples renseignements, voir l'addenda au budget de l'Ontario de 2010, *Plan de l'Ontario pour renforcer la responsabilité, la transparence et la gestion financière*.

Résultats financiers en cours d'exercice 2009-2010
 (en millions de dollars)

Tableau 2

	Perspectives d'automne ¹	Chiffres provisoires	Variation depuis les perspectives d'automne
Revenus	96 648	96 409	(239)
Charges			
Programmes	110 757	108 809	(1 949)
Intérêt sur la dette	9 406	8 930	(476)
Total des charges	120 163	117 739	(2 425)
Réserve	1 200	—	(1 200)
Excédent/(Déficit)	(24 716)	(21 330)	3 386

¹ Les revenus et les charges de programmes ont été redressés pour tenir compte des changements neutres sur le plan financier dans la présentation de l'information financière qui découlent de l'intégration des impôts fonciers prélevés aux fins scolaires.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Selon les perspectives provisoires pour 2009-2010, les revenus seront inférieurs de 0,2 % aux prévisions publiées l'automne dernier dans *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario* de 2009. On prévoit que le total des charges pour 2009-2010 diminuera de 2,0 % par rapport aux perspectives d'automne.

La réserve a été utilisée pour compenser les effets du ralentissement de la croissance économique sur les perspectives financières de l'Ontario.

Les résultats provisoires de 2009-2010 sont fondés sur les meilleurs renseignements disponibles au début de mars 2010. Puisqu'elles sont provisoires, ces projections risquent de changer lorsque les revenus et les charges réels de la province seront présentés dans les *Comptes publics de l'Ontario* de 2009-2010.

Revenus au cours de l'exercice

Le total des revenus est estimé à 96 409 millions de dollars en 2009-2010, ce qui représente une baisse de 239 millions de dollars, soit 0,2 %, par rapport aux prévisions publiées l'automne dernier dans *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario* de 2009.

**Sommaire des variations des revenus depuis la publication de
Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009**
(en millions de dollars)

Tableau 3

Chiffres prov.
2009-2010

257

Revenus fiscaux**Gouvernement du Canada**

Infrastructure

(777)

Autre

96

(681)

Revenus tirés des entreprises publiques

Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc.

(186)

Société des loteries et des jeux de l'Ontario

(83)

Régie des alcools de l'Ontario

93

Toutes les autres entreprises publiques

7

(169)

Autres revenus non fiscaux

Vente d'électricité

472

Autres revenus non fiscaux

(118)

354

Total des variations des revenus

Nota : Les prévisions publiées l'automne dernier dans *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009* ont été redressées pour tenir compte des changements dans la présentation de l'information financière découlant de la consolidation sur une seule ligne des organismes du secteur parapublic sous contrôle gouvernemental. Pour une version redressée des perspectives de revenus indiquées dans le budget de l'Ontario de 2009 et dans *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009*, voir la section D du présent chapitre.

Variations des revenus

Voici les points saillants des principales variations des revenus en 2009-2010 par rapport aux prévisions publiées l'automne dernier dans *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009*.

- ✓ Les **revenus fiscaux** sont légèrement supérieurs (+0,4 %) aux prévisions en raison des changements favorables survenus dans la composition de la croissance économique.
- ✓ Les transferts provenant du gouvernement du Canada pour l'**infrastructure** sont inférieurs de 777 millions de dollars aux prévisions, en raison de la révision du calendrier des projets d'immobilisations et des changements survenus dans le financement fédéral. Une portion considérable des dépenses prévues pour 2009-2010 sera engagée en 2010-2011 ou plus tard.

- Les autres transferts du gouvernement du Canada** sont supérieurs de 96 millions de dollars aux prévisions, ce qui est surtout attribuable au financement du Programme du marché du travail, qui a été réaménagé pour 2009-2010.
- Le revenu net combiné tiré de **Hydro One Inc.** et de l'**Ontario Power Generation Inc. (OPG)** devrait être inférieur de 186 millions de dollars aux prévisions, en raison surtout de la baisse du prix du marché que reçoit OPG pour sa production d'électricité non soumise à la réglementation ou à un contrat.
- Le revenu net de la **Société des loteries et des jeux de l'Ontario** est inférieur de 83 millions de dollars aux prévisions, en raison surtout de la baisse des recettes de jeu provenant des machines à sous et des casinos.
- Le revenu net de la **Régie des alcools de l'Ontario** est supérieur de 93 millions de dollars aux prévisions, en raison des ventes plus vigoureuses que prévu, notamment pour les produits à marge de profit plus élevée.
- Les revenus de **toutes les autres entreprises publiques** sont supérieurs de 7 millions de dollars aux prévisions, en raison surtout d'une modification comptable apportée à la présentation des résultats financiers de la Commission de transport Ontario Northland (CTON). Ce changement dans la présentation de l'information financière est neutre sur le plan financier.
- Les revenus tirés de la **vente d'électricité** sont supérieurs de 472 millions de dollars aux prévisions en raison du contrat de soutien des centrales de Lambton et Nanticoke intervenu entre la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario et l'OPG. L'augmentation des charges au titre de l'achat d'électricité relativement au contrat des centrales de Lambton et Nanticoke est entièrement compensée par l'augmentation des revenus recouvrés des consommateurs d'électricité grâce aux ventes d'électricité.
- Les **autres revenus non fiscaux** sont inférieurs de 118 millions de dollars aux prévisions, en raison surtout des diminutions constatées au chapitre des redevances de liquidation de la dette (électricité), des droits d'immatriculation des véhicules et des permis de conduire, des redevances, ainsi que des autres droits, licences et permis. Ces diminutions sont partiellement compensées par la hausse des remboursements, et des revenus tirés des ventes et locations.

Charges au cours de l'exercice

On prévoit actuellement que le total des charges en 2009-2010 sera de 117 739 millions de dollars, une diminution de 2 424,7 millions de dollars, soit 2,0 %, par rapport aux prévisions publiées l'automne dernier dans *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009*.

Sommaire des variations des charges depuis la publication de *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009* (en millions de dollars)

Tableau 4
Chiffres prov.
2009-2010

Variations des charges de programmes

Secteur de la santé	(599,6)
Secteur de l'éducation ¹	(47,5)
Secteur de l'éducation postsecondaire et de la formation professionnelle	(237,9)
Secteur des services à l'enfance et des services sociaux	141,0
Secteur de la justice	(62,4)
Autres variations des charges de programmes	(1 142,3)
Total des variations des charges de programmes	(1 948,7)
Intérêt sur la dette	(476,0)
Total des variations des charges	(2 424,7)

¹ Exclut le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario.

Variations des charges

Voici les points saillants des principales variations des charges en 2009-2010 par rapport aux prévisions publiées l'automne dernier dans *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009*.

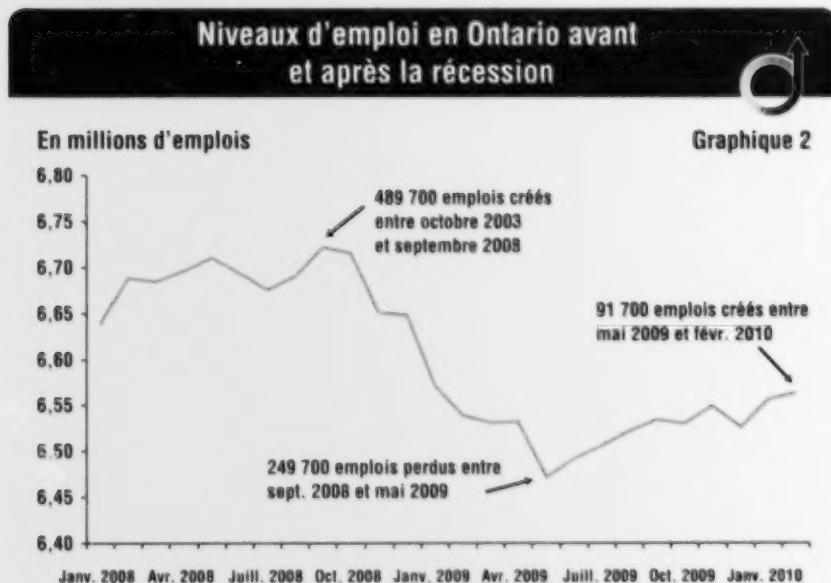
- Les charges dans le **secteur de la santé** sont inférieures de 599,6 millions de dollars aux prévisions, en raison surtout des coûts moins élevés que prévu de la lutte à la grippe H1N1 et d'une révision du calendrier des projets d'immobilisations liés au programme Infrastructure de loisirs du Canada en Ontario et au programme Loisirs Ontario qui seront maintenant mis en oeuvre en 2010-2011.
- Les charges dans le **secteur de l'éducation** sont inférieures de 47,5 millions de dollars aux prévisions, en raison des dépenses réduites du ministère de l'Éducation au chapitre de l'administration et d'autres programmes.

- ☒ Les charges dans le **secteur de l'éducation postsecondaire et de la formation professionnelle** sont inférieures de 237,9 millions de dollars aux prévisions, en raison surtout de la révision du calendrier d'exécution de divers projets d'immobilisations.
- ☒ Les charges dans le **secteur des services à l'enfance et des services sociaux** sont supérieures de 141,0 millions de dollars aux prévisions, ce qui s'explique surtout par la nécessité de financer la prestation de programmes aux membres vulnérables de la société, y compris les programmes d'aide sociale et les services de protection de l'enfance. Cette augmentation comprend également 18,3 millions de dollars pour des projets communautaires visant à appuyer la réfection des installations de services sociaux utilisées par les personnes vulnérables et à faible revenu.
- ☒ Les charges dans le **secteur de la justice** sont inférieures de 62,4 millions de dollars aux prévisions, en raison surtout de la révision du calendrier des travaux de construction prévus pour les palais de justice et les établissements correctionnels.
- ☒ Les **autres charges de programmes** sont inférieures de 1 142,3 millions de dollars aux prévisions en 2009-2010, ce qui représente le reste des variations des charges de programmes. Ce chiffre tient compte des économies réalisées par les ministères par suite des mesures de gestion des dépenses, des calendriers révisés d'exécution de projets d'infrastructure qui seront achevés en 2010-2011, ainsi que de la réduction des charges de divers organismes dont les résultats sont consolidés. Le fonds de prévoyance pour le fonctionnement a été maintenu à 50,0 millions de dollars, en raison des variations dans les charges qui pourraient se concrétiser lorsque les Comptes publics de 2009-2010 seront arrêtés.
- ☒ Les charges relatives à l'**intérêt sur la dette** sont inférieures de 476,0 millions de dollars aux prévisions publiées dans *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009*. Ce montant découle de l'effet des taux d'intérêt moins élevés que prévu sur les titres de créances à taux d'intérêt variable, d'un recours accru au financement à courte échéance et d'un déficit moins important qu'on ne le prévoyait dans le document d'automne *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009*.

Section C : Perspectives économiques de l'Ontario

APERÇU

Les familles et les entreprises ontariennes subissent toujours les contrecoups de la crise financière et économique à l'échelle mondiale. Malgré la création de 91 700 emplois depuis mai dernier, l'Ontario accuse toujours 158 000 emplois en moins par rapport aux niveaux enregistrés avant la récession. Pendant les cinq années qui ont précédé la récession mondiale, près de 490 000 emplois nets ont été créés dans la province. La conjoncture économique mondiale reste cependant fragile, et cette vulnérabilité même menace la reprise économique en Ontario.



Le ministère des Finances prévoit une croissance du produit intérieur brut (PIB) réel de 2,7 % en 2010, 3,2 % en 2011, 3,2 % en 2012 et 3,0 % en 2013. Ses projections sont légèrement inférieures ou égales à la moyenne des prévisions du secteur privé à l'égard de chaque année¹. La croissance devrait se renforcer par suite de l'augmentation de la demande d'exportations ontariennes à l'échelle mondiale, des initiatives importantes que les pouvoirs publics ont mises de l'avant pour créer des emplois et relancer l'économie (voir le chapitre I, *Plan de l'Ontario pour la prospérité*) et des politiques gouvernementales destinées à promouvoir la compétitivité et la croissance à long terme (voir le chapitre III, *Un régime fiscal et des régimes de retraite pour assurer l'avenir de l'Ontario*).

Perspectives économiques de l'Ontario (en pourcentage)	Tableau 5						
	2007	2008	2009	2010p	2011p	2012p	2013p
Croissance du PIB réel	2,3	(0,5)	(3,4e)	2,7	3,2	3,2	3,0
Croissance du PIB nominal	4,5	0,4	(3,5e)	4,4	5,0	5,3	5,0
Croissance de l'emploi	1,6	1,4	(2,4)	1,1	2,1	2,3	2,0
Inflation de l'IPC	1,8	2,3	0,4	1,9	2,1	2,0	2,0

e = estimation; p = projection de planification du ministère des Finances.

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

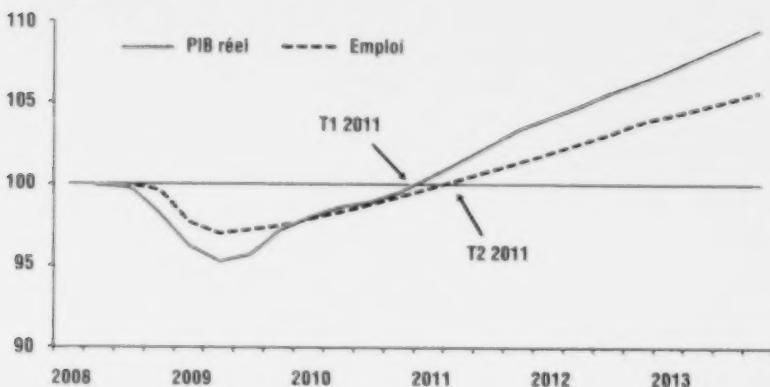
¹ Ces prévisions se fondent sur les données disponibles le 12 mars 2010.

Par suite de la diminution marquée du PIB attribuable à la récession qui a sévi à travers le monde, le taux du PIB réel de l'Ontario devrait rester inférieur au niveau affiché avant la récession jusqu'au premier trimestre de 2011. Étant donné que la croissance de l'emploi a tendance à accuser un certain retard par rapport à la croissance du PIB réel, on s'attend à ce que la province ait besoin d'un peu plus de temps pour retourner au niveau d'emploi atteint avant la récession mondiale.

Croissance du PIB réel plus rapide que celle de l'emploi

Indice du PIB réel et de l'emploi en Ontario
T2 2008 = 100

Graphique 3



Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Signes de reprise économique en Ontario

Il existe des signes manifestes que l'économie de la province s'est stabilisée et que la reprise s'est amorcée. Tous les principaux indicateurs de l'Ontario se sont améliorés par rapport aux creux enregistrés durant la récession.

Reprise économique après la récession

Tableau 6

	Niveaux antérieurs à la récession	Récession mondiale	Reprise jusqu'à présent
Emplois (en milliers)	6 722,8	(249,7)	+91,7
PIB réel (en milliards de dollars, 2002)	534,9	(25,1)	+10,3
Exportations de marchandises (en milliards de dollars)	14,3	(4,9)	+1,7
Ventes de produits manufacturés (en milliards de dollars)	24,4	(7,4)	+2,7
Ventes au détail (en milliards de dollars)	12,8	(1,2)	+1,0

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

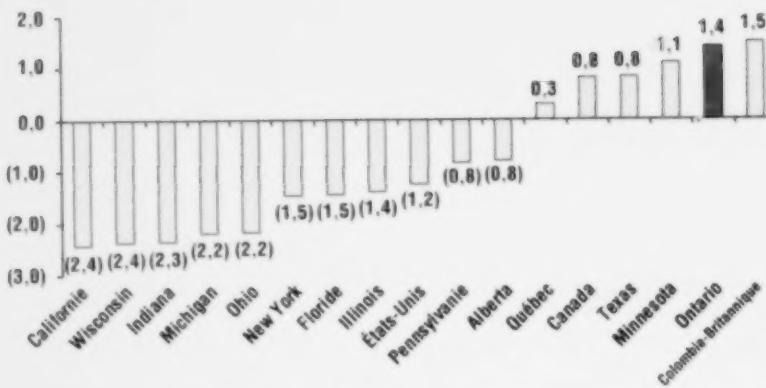
Le PIB réel de l'Ontario a diminué pendant quatre trimestres consécutifs. Il a perdu 4,7 % de sa valeur entre le deuxième trimestre de 2008 et le deuxième trimestre de 2009. Depuis le creux de la vague, le PIB réel de la province a augmenté pendant deux trimestres consécutifs (+0,5 % pendant le troisième trimestre de 2009 et +1,6 % pendant le dernier trimestre). Malgré cette amélioration, le niveau du PIB réel est toujours inférieur de 2,8 % au niveau constaté avant la récession.

De septembre 2008 à mai 2009, 249 700 emplois se sont évaporés en Ontario. Depuis mai 2009, à mesure que l'économie de la province se stabilisait, le taux d'emploi a augmenté de 1,4 % (+91 700 emplois nets). L'Ontario a ainsi récupéré plus du tiers des emplois perdus durant la récession. Au cours des neuf derniers mois, la croissance de l'emploi a été plus forte en Ontario que dans la plupart des autres provinces. Elle a été considérablement supérieure à celle enregistrée aux États-Unis, dans leur ensemble, et à celle de chaque État américain.

Croissance de l'emploi depuis mai 2009

En pourcentage

Graphique 4



*Nota : Les données relatives à l'emploi aux États-Unis, dans leur ensemble, proviennent de *Current Employment Statistics Survey*, tandis que celles relatives à l'emploi dans chaque État sont tirées de *Local Area Unemployment Statistics*.*

Sources : Statistique Canada et U.S. Bureau of Labor Statistics.

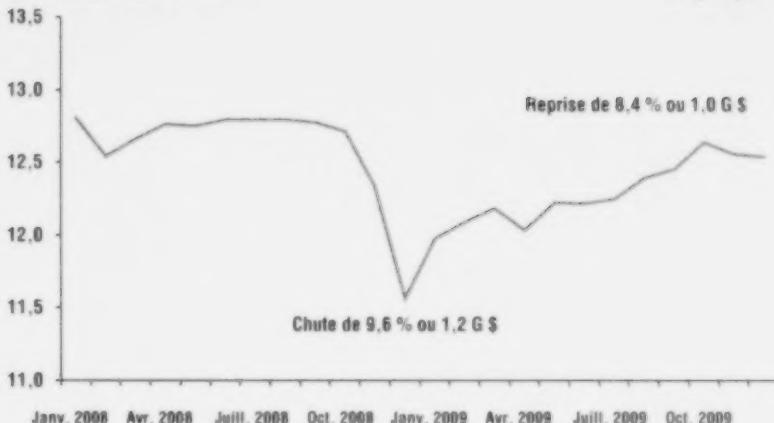
Le commerce de détail a enregistré les meilleurs résultats et recouvré près de 80 % des pertes subies pendant la récession. Une bonne partie de ces pertes ont été attribuables à la baisse marquée des ventes de voitures, qui ont chuté de 22,1 % durant la récession.

Ventes au détail en Ontario



En milliards de dollars

Graphique 5



Source : Statistique Canada.

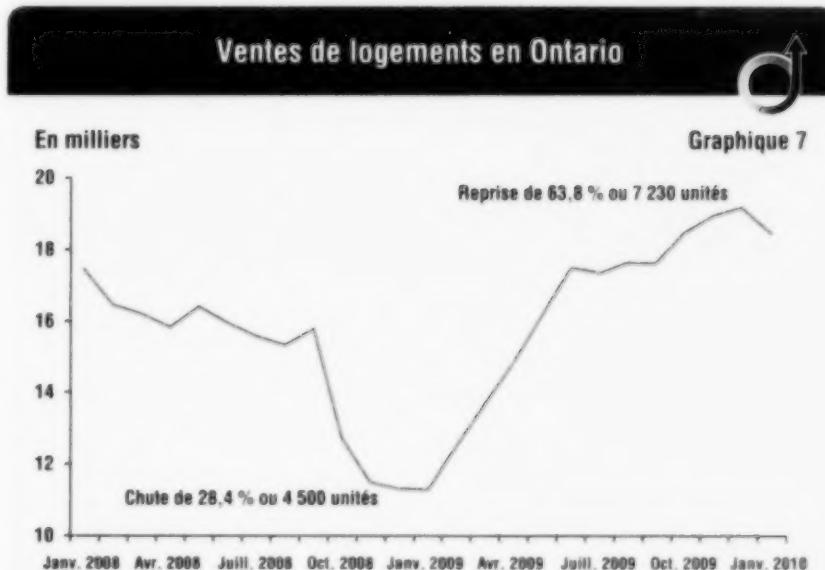
Les activités du secteur manufacturier de l'Ontario ont considérablement diminué durant la récession. Les ventes de produits manufacturés ont commencé à reprendre du terrain, mais elles restent inférieures de 18,9 % aux niveaux constatés avant la récession. Le taux de production de voitures est reparti à la hausse et a atteint 476 000 unités pendant le quatrième trimestre de 2009. Toutefois, il est toujours inférieur de près de 19 % aux niveaux atteints avant la récession. Quant à elles, les exportations de marchandises ontariennes vers l'étranger ont rebondi, mais elles restent inférieures de 22,3 % aux niveaux enregistrés avant la récession en juillet 2008.

Ventes de produits manufacturés de l'Ontario et exportations de marchandises ontariennes vers l'étranger



Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Les ventes de logements ont chuté de 28,4 % pendant la récession. Cependant, au cours de la dernière année, elles se sont entièrement rétablies. Les prix des logements en Ontario ont diminué de 5,8 % durant la récession, mais ils ont augmenté depuis et atteint de nouveaux sommets.



Source : L'Association canadienne de l'immeuble.

Incidences considérables de la récession mondiale sur l'Ontario

Le PIB réel de l'Ontario a diminué beaucoup plus en 2009 que celui du Canada ou des États-Unis, mais cette diminution a été moins marquée que dans bon nombre de pays du G-7 (Allemagne, Italie, Japon et Royaume-Uni). En 2009, l'Ontario, dont le PIB représentait environ 40 % du PIB du Canada, a enregistré 51 % de la diminution de la production au Canada. L'ampleur de ces changements témoigne de l'importance du secteur de l'automobile, qui générait 2,6 % du PIB de l'Ontario en 2009. Ce secteur d'activité ne représentait que 0,2 % du PIB dans le reste du Canada. Le soutien que le gouvernement a accordé au secteur de l'automobile l'année dernière a permis de conserver au moins 85 000 emplois en Ontario. En 2008, l'industrie automobile appuyait directement et indirectement quelque 400 000 emplois en Ontario. La production du secteur de l'automobile en Ontario a chuté de 28,7 % en 2009.

Le taux de diminution du PIB réel de l'Ontario en 2009 n'a pas été aussi prononcé qu'au Michigan (-5,1 %), mais il a été similaire à celui d'autres États des Grands Lacs (-3,4 % en Ohio et -3,2 % en Indiana). L'affaiblissement du PIB réel a été beaucoup plus important en Ontario que dans toute autre province, sauf à Terre-Neuve-et-Labrador.

Baisse du PIB réel en 2009 – Comparaisons



Variation en pourcentage

Graphique 8



Sources: Statistique Canada, U.S. Bureau of Economic Analysis, IHS Global Insight, ministère des Finances de l'Ontario et enquête sur les prévisions du ministère des Finances.

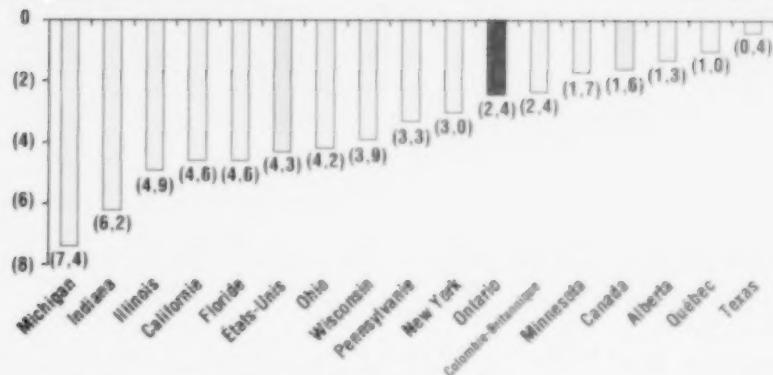
Le taux d'emploi en Ontario a diminué de façon plus considérable en 2009 que dans les pays du G-7, à l'exception des États-Unis (-4,3%). Cette situation illustre l'importance que revêt le secteur de l'automobile en Ontario et les contrecoups de la récession mondiale sur ce secteur d'activités industrielles. Certains États américains ont affiché des pertes d'emplois particulièrement importantes en 2009 : Michigan (-7,4%), Illinois (-4,9%), Ohio (-4,2%). L'emploi en Ontario a affiché une croissance modeste depuis mai 2009, alors que le taux d'emploi aux États-Unis a continué de diminuer.

Incidences de la récession sur l'emploi en 2009



Variation en pourcentage

Graphique 9



*Nota : Les données relatives à l'emploi aux États-Unis, dans leur ensemble, proviennent de *Current Employment Statistics Survey*, tandis que celles relatives à l'emploi dans chacun des États sont tirées de *Local Area Unemployment Statistics*.*

Sources : Statistique Canada et U.S. Bureau of Labor Statistics.

Répercussions des défis que pose la conjoncture économique mondiale pour les perspectives de l'Ontario

Les perspectives économiques de l'Ontario sont grandement influencées par les conditions économiques et financières mondiales, notamment la demande américaine, les prix du pétrole, le taux de change du dollar canadien et les taux d'intérêt. Le tableau qui suit résume les prévisions du secteur privé à cet égard.

Variables externes	Tableau 7			
Prévisions moyennes du secteur privé	2010	2011	2012	2013
Croissance du PIB réel des États-Unis (en pourcentage)	3,1	3,0	3,4	3,2
Pétrole brut (en \$US le baril)	79,1	85,6	92,3	101,3
Dollar canadien (en cents américains)	96,1	97,5	97,0	96,4
Taux des bons du Trésor de trois mois* (en pourcentage)	0,6	2,2	3,5	4,3
Taux des obligations de 10 ans du gouvernement* (en pourcentage)	3,7	4,2	4,8	5,1

* Taux d'intérêt du gouvernement du Canada.

Sources : *Blue Chip Economic Indicators* (mars 2010) et enquête sur les prévisions du ministère des Finances de l'Ontario (12 mars 2010).

Croissance de l'économie américaine

Les États-Unis, qui commencent à se remettre de l'une des pires récessions de leur histoire, représentent le marché extérieur le plus important de l'Ontario, achetant environ 80 % des exportations internationales de la province. Les entreprises américaines accroissent leurs investissements et les dépenses des consommateurs sont à la hausse. Même si les investissements dans le secteur résidentiel ont augmenté durant la deuxième moitié de 2009, les derniers indicateurs donnent à penser qu'ils restent faibles. La baisse des investissements dans ce secteur aux États-Unis continuerait d'avoir des incidences négatives sur l'industrie forestière en Ontario.

Le PIB réel des États-Unis devrait croître de 3,1 % en 2010, de 3,0 % en 2011 et de 3,3 % par année, en moyenne, en 2012 et en 2013. Dernièrement, le Canada et les États-Unis ont conclu une entente aux termes de laquelle les États-Unis ont renoncé aux dispositions « Buy American » de la *American Recovery and Reinvestment Act of 2009*.

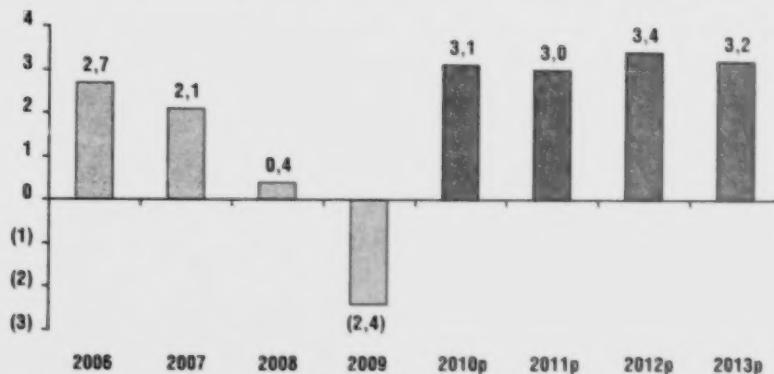
Cette entente permettra aux entreprises ontariennes de participer aux projets d'infrastructure américains et d'avoir accès à divers marchés de travaux publics des collectivités et des États américains, dont la valeur approximative s'élève à près de 65 milliards de dollars américains.

Les ventes d'automobiles aux États-Unis devraient augmenter et atteindre 11,7 millions d'unités en 2010 (+12,5 %). Elles devraient continuer de progresser et se chiffrer à 13,2 millions d'unités en 2011 et à 14,7 millions d'unités, en moyenne, en 2012 et en 2013. Même si on s'attend à ce que les ventes de voitures aux États-Unis prennent un nouvel essor, elles demeureront bien en deçà du sommet atteint en 2007 (16,1 millions d'unités). La faible croissance du crédit à la consommation et du crédit aux entreprises qui perdure aux États-Unis, l'appréciation du dollar canadien et la fin des initiatives gouvernementales visant à stimuler l'économie vont probablement nuire à la demande américaine de produits ontariens. En outre, le niveau de l'emploi aux États-Unis baisse toujours et le taux de chômage reste élevé (autour de 10 %), le plus haut taux depuis 1983. En conséquence, la reprise américaine devrait être plus faible que pendant les périodes ayant suivi les récessions antérieures.

Croissance du PIB réel aux États-Unis

Variation en pourcentage

Graphique 10



p = moyenne des prévisions du secteur privé.

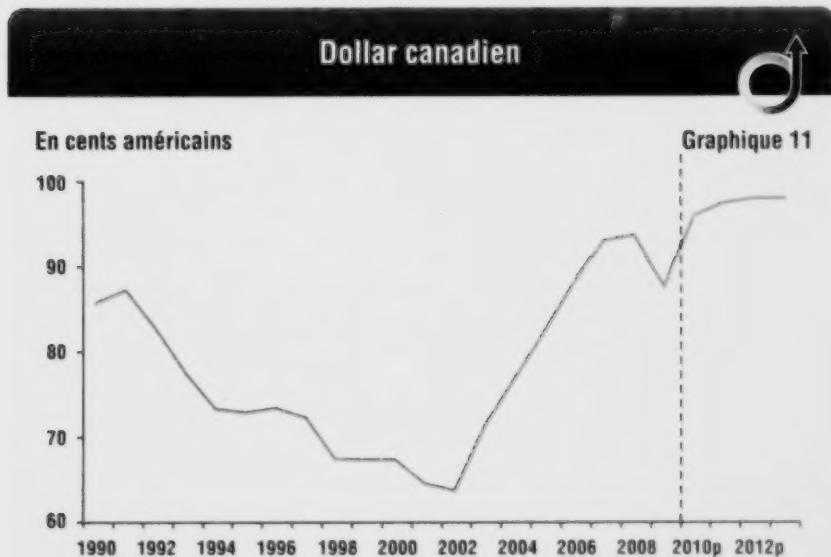
Sources : U.S. Bureau of Economic Analysis et *Blue Chip Economic Indicators* (mars 2010).

Hausse des prix du pétrole

Une croissance plus soutenue à l'échelle du monde accroît le prix des produits de base. Le prix du pétrole est passé de moins de 34 \$US le baril en février 2009 à plus de 83 \$US en janvier 2010. Dernièrement, le prix du pétrole oscillait autour de 80 \$US le baril. Les prévisionnistes du secteur privé s'attendent, en moyenne, à ce que les prix du pétrole passent de 79 \$US le baril en 2010 à 101 \$US le baril en 2013. Les points de vue sur les prix du pétrole sont très diversifiés, ce qui témoigne de l'incertitude qui régne concernant l'offre et la demande. Pour des fins de planification, les prévisions du ministère des Finances se fondent sur les contrats à terme à l'égard des prix du pétrole en date du 10 mars 2010. Les prix du pétrole devraient passer de 82 \$US le baril en 2010 à environ 86 \$US le baril en 2011 pour atteindre 87 \$US le baril, en moyenne, en 2012 et 2013.

Vigueur du dollar canadien

Le dollar canadien s'est apprécié considérablement au milieu de 2009, passant de moins de 77 cents américains en mars à plus de 97 cents américains en octobre. Cette appréciation résultait de la hausse du prix des produits de base, de la stabilisation des économies du monde entier et de la dépréciation généralisée du dollar américain. Récemment, la valeur du dollar canadien oscillait autour de 97 cents américains. Les prévisionnistes du secteur privé s'attendent à ce que le taux de change reste élevé à moyen terme.



Sources : Banque du Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Hausse des taux d'intérêt

Les résultats de l'enquête auprès des responsables du crédit de la Banque du Canada indiquent que les conditions du crédit aux entreprises se sont stabilisées pour ensuite s'améliorer légèrement. Il s'agit là de la première amélioration depuis le début de la crise du crédit au milieu de 2007. En effet, le crédit aux entreprises, et en tout premier lieu le financement axé sur les marchés, a recommencé à progresser. Le crédit aux ménages a connu une expansion rapide par suite de la baisse des taux d'intérêt et de la reprise de l'activité sur le marché du logement.

Les taux d'intérêt des prêts aux entreprises et aux consommateurs sont remarquablement bas. Dans certains cas, ils n'ont jamais été aussi bas. La Banque du Canada s'est engagée à ne pas modifier la fourchette de son taux de financement à un jour jusqu'au milieu de l'année. La plupart des prévisionnistes s'attendent à ce que la Banque hausse ses taux d'intérêt plus tard cette année. Au cours des prochaines années, les taux d'intérêt devraient recommencer à grimper pour se rapprocher des taux plus normaux en vigueur avant la crise. Il se pourrait que les taux d'intérêt s'élèvent plus rapidement et atteignent des valeurs supérieures aux valeurs prévues. Les taux d'intérêt influent sur les dépenses de consommation et les investissements des entreprises ainsi que sur les frais d'intérêt sur la dette de la province (voir le chapitre IV, *Emprunts et gestion de la dette*).

Taux d'intérêt

En pourcentage

Graphique 12



p = projection de planification du ministère des Finances.

Sources : Banque du Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Incidences sur l'Ontario des modifications aux facteurs internationaux

Le tableau 8 présente les conséquences de variations de chacun des principaux facteurs externes sur la croissance de l'Ontario en présumant que les autres facteurs externes ne changent pas. La grande fourchette illustre à quel point il est difficile de prédire le rendement économique, d'où une certaine incertitude et des risques pour les perspectives économiques ontariennes.

Répercussions de modifications durables aux principales hypothèses sur la croissance du PIB réel de l'Ontario (augmentation en points de pourcentage)

Tableau 8

	Première année	Deuxième année
Dépréciation du dollar canadien de 0,05 \$US	0,1 à 0,8	0,5 à 1,2
Diminution du prix mondial du pétrole brut de 10 \$US le baril	0,1 à 0,3	0,1 à 0,3
Augmentation de la croissance du PIB réel des É.-U. de un point de pourcentage	0,3 à 0,7	0,4 à 0,8
Diminution des taux d'intérêt canadiens de un point de pourcentage	0,1 à 0,5	0,2 à 0,6

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

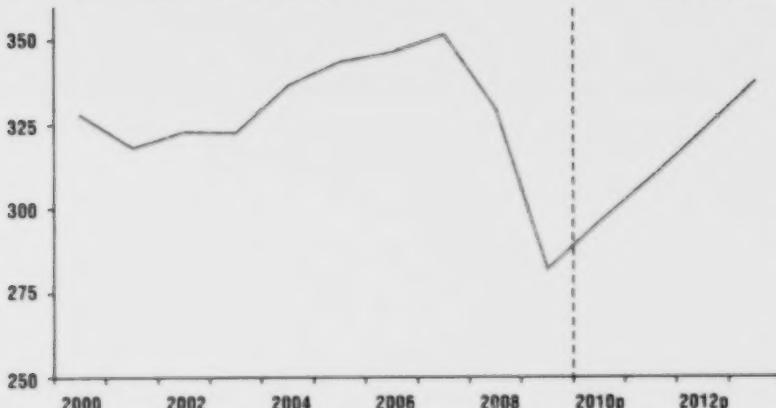
Perspectives de reprise économique en Ontario

Les exportations de l'Ontario sont en hausse par suite de la reprise économique aux États-Unis et ailleurs dans le monde. Le redémarrage général des ventes d'automobiles s'est traduit par un revirement brusque des exportations ontariennes de voitures. La demande accrue de produits de base, de produits industriels et de machines et matériel, notamment de la part des pays émergents en Asie, favorisera les échanges commerciaux de l'Ontario avec les autres pays. De plus, la croissance de l'économie d'autres provinces stimulera les exportations interprovinciales. Néanmoins, même si les conditions économiques s'améliorent, le volume des exportations ne devrait dépasser le sommet atteint antérieurement qu'à partir du milieu de la décennie. Les exportations réelles devraient augmenter de 5,0 % en 2010 et de 4,5 % par année, en moyenne, de 2011 à 2013 par suite de l'amélioration de la conjoncture économique à l'échelle du monde.

Croissance des exportations de biens et de services

En milliards de dollars chaînés (2002)

Graphique 13



p = projection de planification du ministère des Finances.

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

La situation des entreprises, qui s'est beaucoup aggravée l'année dernière, devrait s'améliorer et favoriser une augmentation vigoureuse des bénéfices des sociétés, lesquels devraient croître de 13,6 % par année, en moyenne, de 2010 à 2013. Cette hausse des bénéfices, conjuguée à l'augmentation de la demande à l'échelle internationale et à l'accroissement de la compétitivité fiscale par suite de l'adoption du plan fiscal de l'Ontario pour stimuler la création d'emplois et la croissance, devrait favoriser les investissements des entreprises dans les années à venir. Par exemple, on s'attend à ce que les investissements dans les machines et le matériel augmentent de 6,9 % par année, en moyenne, de 2010 à 2013. Quant à eux, les investissements dans la construction non domiciliaire devraient croître de 5,5 % par année, en moyenne, de 2010 à 2013.

Les dépenses importantes engagées par le secteur public dans les immobilisations continuent de soutenir la relance économique en Ontario. L'accroissement des dépenses en 2009 a été vigoureux (+14,0 %). Les dépenses en immobilisations de tous les ordres de gouvernement en Ontario devraient progresser de 16,4 % en 2010. Ce niveau de dépenses est le deuxième en importance à l'échelle de toutes les provinces et il est de loin supérieur à la moyenne nationale (9,9 %). Pour un

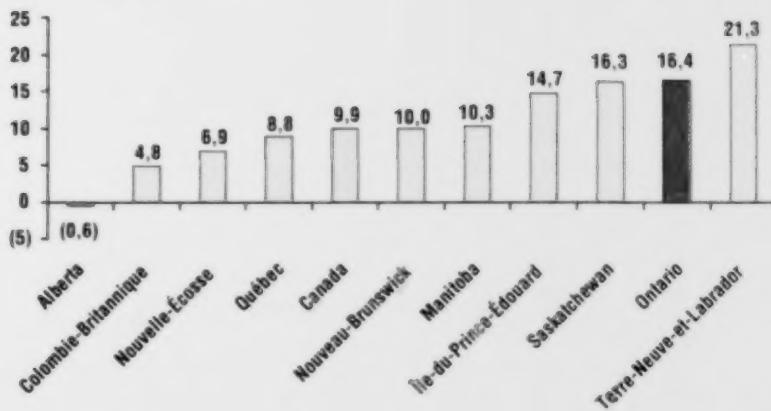
complément d'information sur les investissements du gouvernement de l'Ontario dans l'infrastructure, y compris les investissements records en 2009-2010 et les investissements encore plus importants en 2010-2011, consulter le chapitre I, *Plan de l'Ontario pour la prospérité*.

Relance grâce aux investissements considérables du gouvernement en 2010



Variation en pourcentage

Graphique 14



Source : Statistique Canada

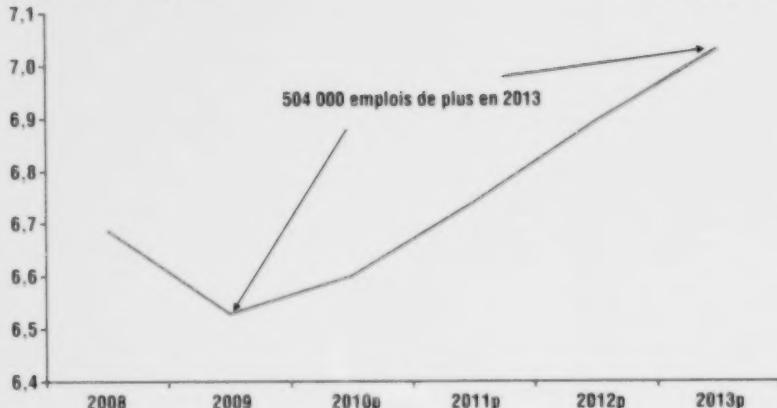
Le marché du logement devrait être vigoureux en 2010. On s'attend à ce que le niveau des reventes de logements croisse de 5 % en 2010 pour baisser de 10 % en 2011 par suite de l'augmentation des taux hypothécaires moyens. Il devrait augmenter à nouveau de 4 % en moyenne par année en 2012 et en 2013. En conséquence, l'appréciation du prix des logements devrait être modérée dans les années à venir et tourner autour de 2,4 % par année, en moyenne, de 2010 à 2013. La demande de nouveaux logements attribuable à la hausse démographique favorisera la reprise graduelle des mises en chantier, qui devraient passer de 58 000 unités en 2010 à 72 000 unités en 2013.

Création prévue de plus d'un demi-million d'emplois



En millions d'emplois

Graphique 15



p = projection de planification du ministère des Finances.

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Le niveau de l'emploi devrait augmenter de 1,1 % en 2010. Cet accroissement devrait osciller autour de 2,1 % en moyenne, par année, de 2011 à 2013. En 2013, il devrait y avoir 504 000 emplois de plus qu'en 2009. Le taux de chômage devrait se stabiliser à 9,1 % en 2010, le taux de création d'emplois croissant au même rythme que le nombre de demandeurs d'emploi. Les prévisions du gouvernement à l'égard de la situation de l'emploi en Ontario sont compatibles avec celles du secteur privé. Elles intègrent les avantages du plan fiscal de l'Ontario pour stimuler la création d'emplois et la croissance et d'autres initiatives gouvernementales visant à appuyer les emplois et l'économie. À moyen terme, le taux de chômage en Ontario devrait diminuer pour s'établir à 6,8 % en 2013.

Le revenu du travail devrait être en hausse de 2,7 % en 2010 et de 5,1 % par année, en moyenne, de 2011 à 2013 par suite de l'amélioration soutenue de la situation de l'emploi. L'activité vigoureuse du secteur du logement et la hausse des revenus stimuleront la croissance ferme des dépenses des ménages. Les dépenses réelles de consommation devraient croître de 2,2 % en 2010 et s'accélérer par la suite pour atteindre 2,7 % par année, en moyenne, de 2011 à 2013.

Les prévisionnistes du secteur privé croient que le taux d'inflation de l'indice des prix à la consommation (IPC) de l'Ontario s'établira à 1,9 % en 2010 et à 2,1 % en 2011. Ce taux devrait ensuite osciller autour de 2,0 % en moyenne en 2012 et en 2013, le point médian de la fourchette de la Banque du Canada, qui va de 1 à 3 %.

Détails des perspectives économiques de l'Ontario

Le tableau qui suit renferme des précisions sur les perspectives économiques du ministère des Finances, de 2010 à 2013.

Économie de l'Ontario, de 2008 à 2013
(variation en pourcentage)

Tableau 9

	Chiffres réels			Projections		
	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Produit intérieur brut réel	(0,5)	(3,4e)	2,7	3,2	3,2	3,0
Consommation personnelle	2,6	0,3e	2,2	2,5	3,0	2,7
Construction résidentielle	(2,3)	(8,0e)	4,0	3,3	4,0	2,2
Construction non résidentielle	(6,3)	(10,7e)	1,3	6,2	7,1	7,4
Machines et matériel	1,3	(16,7e)	4,7	8,1	7,9	7,1
Exportations	(6,3)	(14,5e)	5,0	4,4	4,5	4,5
Importations	(2,8)	(14,4e)	6,7	4,4	3,7	3,8
Produit intérieur brut nominal	0,4	(3,5e)	4,4	5,0	5,3	5,0
Autres indicateurs économiques						
Ventes au détail	3,5	(2,5)	3,9	4,6	4,7	4,6
Mises en chantier de logements (en milliers)	75,1	50,4	58,0	60,0	70,0	72,0
Revenu des particuliers	3,8	(0,4e)	3,3	4,3	4,8	5,0
Revenu du travail	4,2	(0,9e)	2,7	4,6	5,2	5,4
Bénéfices des sociétés	(14,5)	(38,8e)	31,0	10,5	9,0	5,5
Indice des prix à la consommation	2,3	0,4	1,9	2,1	2,0	2,0
Marché du travail						
Emploi	1,4	(2,4)	1,1	2,1	2,3	2,0
Création d'emplois (en milliers)	94	(161)	73	139	155	138
Taux de chômage (en pourcentage)	6,5	9,0	9,1	8,5	7,6	6,8
Facteurs externes importants						
Pétrole brut (en \$US le baril)	99,6	61,8	82,1	85,7	86,9	87,9
Produit intérieur brut réel américain	0,4	(2,4)	3,1	3,0	3,4	3,2
Dollar canadien (en cents américains)	93,7	87,6	96,0	97,5	98,0	98,0
Taux des bons du Trésor de trois mois*	2,3	0,3	0,6	2,2	3,5	4,3
Taux des obligations de 10 ans du gouvernement*	3,6	3,3	3,7	4,2	4,8	5,1

e = estimation.

* Taux d'intérêt du gouvernement du Canada (en pourcentage).

Sources : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Banque du Canada, New York Mercantile Exchange, U.S. Bureau of Economic Analysis, *Blue Chip Economic Indicators* et ministère des Finances de l'Ontario.

Prévisions du secteur privé

Le ministère des Finances interroge des prévisionnistes du secteur privé pour déterminer les hypothèses qu'il convient d'utiliser pour la planification. Selon ces prévisionnistes, le PIB réel de l'Ontario devrait augmenter, en moyenne, de 3,0 % en 2010, de 3,2 % en 2011, de 3,2 % en 2012 et de 3,0 % en 2013. Toutefois, les opinions varient grandement parmi les prévisionnistes. Le Conference Board du Canada est le plus optimiste, prévoyant une croissance de 3,5 % en 2010 et de 3,6 % en moyenne de 2011 à 2013, tandis que IHS Global Insight est le plus pessimiste, prévoyant une croissance de 2,3 % seulement en 2010 et de 3,3 % en moyenne de 2011 à 2013.

**Prévisions du secteur privé concernant la croissance
du PIB réel de l'Ontario
(en pourcentage)**

Tableau 10

	2010	2011	2012	2013
BMO Marchés des capitaux (mars)	2,8	3,0	—	—
Centre for Spatial Economics (janvier)	2,9	3,6	3,2	3,2
Marchés mondiaux CIBC (mars)	2,8	2,7	—	—
Conference Board of Canada (janvier)	3,5	3,7	3,9	3,1
Groupe Desjardins (février)	2,6	2,8	2,0	2,5
IHS Global Insight (janvier)	2,3	3,2	3,4	3,3
RBC Groupe financier (mars)	3,3	4,1	—	—
Groupe Banque Scotia (mars)	3,2	2,5	—	—
Groupe financier Banque TD (mars)	3,2	3,0	—	—
Université de Toronto (janvier)	3,1	3,4	3,3	2,9
Moyenne selon l'enquête sur les prévisions du secteur privé	3,0	3,2	3,2	3,0
Hypothèse de planification de l'Ontario	2,7	3,2	3,2	3,0

Sources : ministère des Finances de l'Ontario et enquête sur les prévisions du ministère des Finances de l'Ontario (12 mars 2010).

Pour faire en sorte que les projections économiques soient raisonnables et responsables, le ministère des Finances consulte beaucoup les prévisionnistes du secteur privé. Le Conseil ontarien des prévisions économiques a été créé dans le cadre de la *Loi de 2004 sur la transparence et la responsabilité financières*. Il a pour mission de fournir des conseils sur les hypothèses et projections macroéconomiques. Le ministre des Finances a rencontré les membres du Conseil et d'autres prévisionnistes du secteur privé dans le cadre du processus de préparation du budget de 2010. On a demandé aux membres du Conseil de passer en revue les hypothèses économiques du ministère des

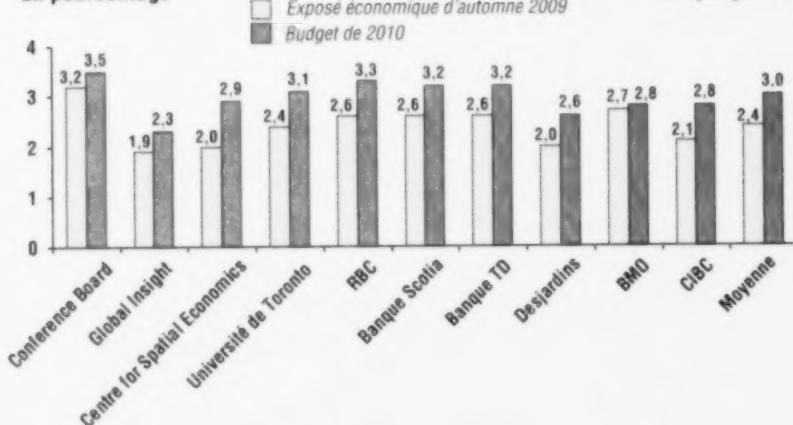
Finances en février 2010. Tous les membres du Conseil ont fourni une lettre indiquant que les prévisions étaient raisonnables. À la suite de cet examen, des modifications mineures ont été apportées aux prévisions économiques afin d'assurer leur compatibilité avec les révisions aux prévisions du secteur privé en date du 12 mars, date à laquelle les hypothèses économiques ayant servi à l'établissement du budget ont été arrêtées définitivement.

Amélioration des prévisions de croissance en Ontario pour 2010 depuis l'automne 2009



En pourcentage

Graphique 16



Source : enquête sur les prévisions du ministère des Finances de l'Ontario.

Les prévisions du secteur privé concernant la croissance économique en Ontario se sont améliorées depuis la publication de *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009* l'automne dernier. Les 10 prévisionnistes qu'a consultés le ministère des Finances ont tous relevé leurs projections de croissance économique en 2010 pour l'Ontario. La moyenne des projections de croissance du PIB réel passe maintenant de 2,4 % à 3,0 %. Les projections de croissance ont été relevées dernièrement par suite de la vigueur accrue de l'économie américaine et de l'amélioration du marché du travail en Ontario. Les prévisions du secteur privé en ce qui concerne la croissance du PIB réel devraient s'améliorer par suite du dynamisme des dernières données. En conséquence, les prévisions du ministère constituent une assise prudente pour la planification financière.

Comparaison des données avec celles du budget de l'Ontario de 2009

Changements aux principales hypothèses économiques Tableau 11
Comparaison entre les données des budgets de 2009 et de 2010
(variation en pourcentage)

	2009		2010		2011	
	Budget 2009	Chiffres réels	Budget 2009	Budget 2010	Budget 2009	Budget 2010
Produit intérieur brut réel	(2,5)	(3,4)e	2,3	2,7	3,3	3,2
Produit intérieur brut nominal	(2,4)	(3,5)e	3,6	4,4	4,7	5,0
Ventes au détail	(1,0)	(2,5)	3,8	3,9	4,0	4,6
Mises en chantier de logements (en milliers)	50,0	50,4	55,0	58,0	65,0	60,0
Revenu des particuliers	0,6	(0,4)e	3,6	3,3	4,6	4,3
Revenu du travail	0,3	(0,9)e	3,2	2,7	4,2	4,6
Bénéfices des sociétés	(24,8)	(38,8)e	9,5	31,0	8,2	10,5
Emploi	(2,0)	(2,4)	0,8	1,1	1,6	2,1
Création d'emplois (en milliers)	(135)	(161)	54	73	107	139
Facteurs externes importants						
Pétrole brut (en \$US le baril)	47,3	61,8	55,5	82,1	60,4	85,7
Produit intérieur brut réel américain	(2,6)	(2,4)	1,9	3,1	3,4	3,0
Dollar canadien (en cents américains)	80,0	87,6	85,0	96,0	88,0	97,5
Taux des bons du Trésor de trois mois* (en pourcentage)	0,6	0,3	1,1	0,6	3,1	2,2
Taux des obligations de 10 ans du gouvernement* (en pourcentage)	2,9	3,3	3,3	3,7	4,4	4,2

e = estimation.

* Taux d'intérêt du gouvernement du Canada.

Sources : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Banque du Canada, New York Mercantile Exchange, U.S. Bureau of Economic Analysis, *Blue Chip Economic Indicators* et ministère des Finances de l'Ontario.

Comparaison des données avec celles de l'exposé économique d'automne de 2009

Changements aux principales hypothèses économiques

Tableau 12

Comparaison entre les données du budget de 2010 et les données de l'exposé économique d'automne (EEA) de 2009 (variation en pourcentage)

	2009		2010		2011	
	EEA 2009	Chiffres réels	EEA 2009	Budget 2010	EEA 2009	Budget 2010
Produit intérieur brut réel	(3,5)	(3,4e)	2,0	2,7	3,0	3,2
Produit intérieur brut nominal	(3,8)	(3,5e)	3,6	4,4	4,7	5,0
Ventes au détail	(3,5)	(2,5)	3,6	3,9	4,1	4,6
Mises en chantier de logements (en milliers)	48,5	50,4	50,0	58,0	60,0	60,0
Revenu des particuliers	(0,7)	(0,4e)	2,6	3,3	4,4	4,3
Revenu du travail	(1,2)	(0,9e)	2,1	2,7	4,4	4,6
Bénéfices des sociétés	(38,9)	(38,8e)	23,5	31,0	14,4	10,5
Emploi	(2,6)	(2,4)	0,6	1,1	2,3	2,1
Création d'emplois (en milliers)	(171)	(161)	40	73	152	139
Facteurs externes importants						
Pétrole brut (en \$US le baril)	61,2	61,8	78,5	82,1	81,8	85,7
Produit intérieur brut réel américain	(2,5)	(2,4)	2,5	3,1	3,1	3,0
Dollar canadien (en cents américains)	88,0	87,6	95,0	96,0	96,0	97,5
Taux des bons du Trésor de trois mois* (en pourcentage)	0,3	0,3	0,7	0,6	2,4	2,2
Taux des obligations de 10 ans du gouvernement* (en pourcentage)	3,3	3,3	3,8	3,7	4,3	4,2

e = estimation.

* Taux d'intérêt du gouvernement du Canada.

Sources : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Banque du Canada, New York Mercantile Exchange, U.S. Bureau of Economic Analysis, *Blue Chip Economic Indicators* et ministère des Finances de l'Ontario.

Section D : Perspectives de revenus de l'Ontario

INTRODUCTION

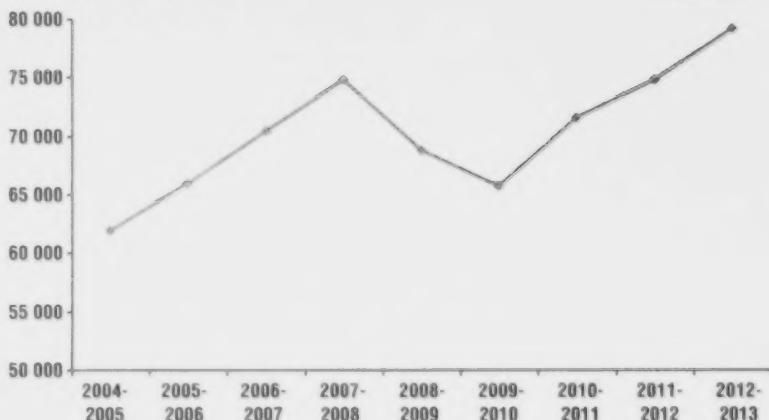
Les revenus du gouvernement de l'Ontario se sont stabilisés et recommencent à augmenter. Toutefois, cette reprise est modérée et les effets de la crise financière mondiale ont été très prononcés. Les revenus fiscaux devraient atteindre 65,8 milliards de dollars en 2009-2010, soit 12,2 % de moins qu'il y a deux ans. On prévoit qu'il faudra attendre jusqu'en 2011-2012 avant qu'ils ne reviennent au niveau affiché en 2007-2008.

Baisse des revenus fiscaux en raison de la récession mondiale



En millions de dollars

Graphique 17



Source : ministère des Finances de l'Ontario

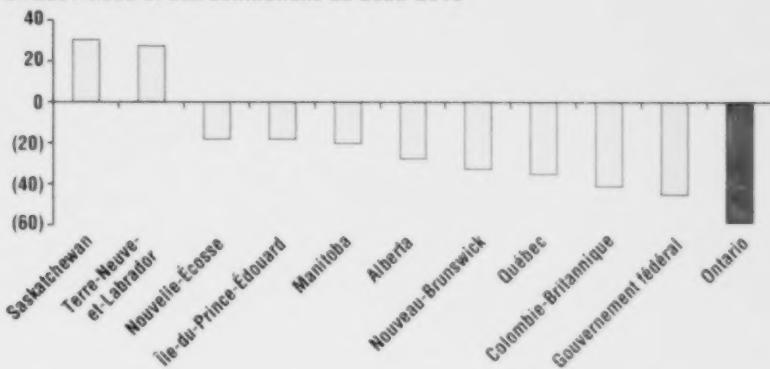
L'Ontario a été durement touché par la récession mondiale comparativement aux autres provinces et les revenus du gouvernement de l'Ontario n'ont pas été épargnés. Les revenus de l'Ontario tirés de l'impôt des sociétés ont subi une baisse très importante, soit 6,2 milliards de dollars (48 %) en 2008-2009. Ils ont diminué de 7,6 milliards de dollars (59 %) en 2009-2010 par rapport au niveau affiché en 2007-2008. Selon les estimations les plus récentes faites par d'autres territoires en date du 12 mars 2010, aucun autre territoire au Canada n'a vu ses revenus diminuer autant que l'Ontario entre 2007-2008 et 2009-2010.

Les revenus ontariens tirés de l'impôt des sociétés ont le plus baissé



Variation en pourcentage par rapport aux chiffres réels de 2007-2008 et aux estimations de 2009-2010

Graphique 18



Nota : La composition des revenus peut être différente entre les gouvernements fédéral et provinciaux.

Sources : budgets fédéraux et provinciaux de 2009 et 2010, mises à jour provinciales en cours d'exercice 2009-2010 et Comptes publics provinciaux de 2008-2009.

PRÉVISIONS DES REVENUS À MOYEN TERME

Sommaire des perspectives à moyen terme
(en milliards de dollars)

Tableau 13

Revenus	Chiffres prov.		Plan	Perspectives	
	2009-2010	2010-2011		2011-2012	2012-2013
Revenus fiscaux	65,8	71,6	74,9	79,3	
Impôt sur le revenu des particuliers	24,0	25,9	26,7	28,3	
Taxe de vente	17,4	19,1	20,3	21,4	
Impôt des sociétés	5,4	7,4	8,0	9,4	
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires	5,7	5,3	5,3	5,2	
Contribution-santé de l'Ontario	2,7	2,9	3,0	3,2	
Tous les autres impôts et taxes	10,5	10,9	11,6	11,9	
Gouvernement du Canada	18,6	23,7	21,5	21,1	
Revenus tirés des entreprises publiques	4,1	4,2	4,4	4,6	
Autres revenus non fiscaux	8,0	7,4	7,0	7,0	
Total des revenus	96,4	106,9	107,7	112,0	

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Les prévisions des revenus à moyen terme reposent sur les perspectives économiques du ministère des Finances et tiennent compte des incidences prévues des décisions stratégiques du gouvernement. On prévoit que les revenus augmenteront en moyenne de 5,1 % par année entre 2009-2010 et 2012-2013, ce qui correspond aux perspectives de croissance du produit intérieur brut (PIB) nominal, qui devrait augmenter de 4,9 % en moyenne entre 2010 et 2012 (voir la section C du présent chapitre).

Plan fiscal pour stimuler la création d'emplois et la croissance

Le plan fiscal pour stimuler la création d'emplois et la croissance réduit les revenus de l'Ontario de plus de 4 milliards de dollars au cours des trois premières années, déduction faite de l'aide fédérale de 4,3 milliards de dollars.

Transparence de l'information financière : impôts fonciers prélevés aux fins scolaires et crédits d'impôt

Dans le présent budget, divers éléments sont présentés différemment afin d'améliorer la transparence de l'information financière. On maintiendra cette nouvelle présentation dans les budgets subséquents. Les modifications apportées à la présentation n'ont aucune incidence sur l'excédent ou le déficit annuel de la province. Les revenus fiscaux touchés sont les impôts fonciers prélevés aux fins scolaires, l'impôt sur le revenu des particuliers et la taxe de vente. Pour plus de précisions sur ces modifications, consulter l'addenda au budget de l'Ontario de 2010, *Plan de l'Ontario pour renforcer la responsabilité, la transparence et la gestion financière*.

Tableau 14

**Perspectives des revenus tirés
de l'impôt sur le revenu des particuliers
(en milliards de dollars)**

	Chiffres prov. 2009-2010	Plan 2010-2011	Perspectives 2011-2012	Perspectives 2012-2013
Total des revenus prévus	24,0	25,9	26,7	28,3
Mesures incluses dans le total	–	(0,9)	(1,0)	(1,1)
Autres redressements	(1,5)	0,4	–	–
Revenus de base	25,6	26,5	27,7	29,3
Croissance des revenus de base (en pourcentage)	–	3,5	4,8	5,8
Croissance des traitements et salaires (en pourcentage)	–	2,7	4,6	5,2

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Les prévisions des revenus tirés de l'**impôt sur le revenu des particuliers** (IRP) sont conformes aux perspectives économiques concernant les revenus. La croissance des traitements et salaires est l'élément le plus important de ces revenus. Les prévisions tiennent compte des mesures fiscales annoncées antérieurement, notamment les réductions de l'IRP figurant dans le budget de 2009, et des mesures proposées dans le présent budget. Dans les tableaux 14, 15 et 16, les mesures incluses dans le total correspondent à l'incidence cumulative sur les revenus de toutes les mesures fiscales annoncées antérieurement et de celles annoncées dans le présent budget par rapport à leur incidence sur les revenus en 2009-2010. On trouvera plus de renseignements sur l'incidence des mesures annoncées dans le présent budget au chapitre III, *Un régime fiscal et des régimes de retraite pour assurer l'avenir de l'Ontario*. Les prévisions tiennent également compte de l'incidence des mesures fiscales annoncées par le gouvernement fédéral dans son dernier budget que l'Ontario doit adopter en vertu de l'accord de perception fiscale. Les autres redressements comprennent les revenus qui ont été surestimés dans les Comptes publics des exercices précédents et tiennent compte des effets de la crise financière mondiale de 2009-2010 sur les impôts perçus sur les gains et les pertes en capital. On prévoit que les gains en capital augmenteront et hausseront les revenus en 2010-2011. L'assiette des revenus, qui est influencée par des facteurs macroéconomiques, devrait croître de 4,7 % en moyenne par année au cours de la période de prévision. L'assiette des revenus tirés de l'IRP tend à augmenter plus rapidement que les revenus en raison de la nature progressive du régime fiscal.

Perspectives des revenus tirés de la taxe de vente
(en milliards de dollars)

Tableau 15

	Chiffres prov.	Plan	Perspectives	
	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013
Total des revenus prévus tirés de la taxe de vente	17,4	19,1	20,3	21,4
Mesures incluses dans le total	—	—	—	—
Transformation de l'assiette de la TVD en assiette de la TVH	—	1,2	2,0	2,2
Bonification du crédit de taxe de vente	—	(0,6)	(0,9)	(0,9)
Restriction temporaire des crédits de taxe sur les intrants pour les entreprises	—	0,7	1,0	1,0
Autres redressements	0,4	0,3	—	—
Revenus de base tirés de la taxe de vente	17,0	17,5	18,2	19,1
Croissance des revenus de base (en pourcentage)	—	3,0	3,8	5,1
Croissance de la consommation nominale (en pourcentage)	—	3,9	4,6	4,7

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Après redressement pour tenir compte des mesures, la croissance de l'assiette des revenus totaux tirés de la **taxe de vente** correspond à la croissance sous-jacente des dépenses de consommation. Les prévisions des revenus tirés de la taxe de vente tiennent compte de l'entrée en vigueur de la taxe de vente harmonisée (TVH) le 1^{er} juillet 2010 annoncée dans le budget de 2009. On trouvera un résumé des mesures de réforme fiscale liées à l'entrée en vigueur de la TVH au chapitre III, *Un régime fiscal et des régimes de retraite pour assurer l'avenir de l'Ontario*. Les autres redressements comprennent les revenus constatés qui seront tirés des taxes de vente au détail éliminées progressivement à compter du 1^{er} juillet 2010.

Perspectives des revenus tirés de l'impôt des sociétés
 (en milliards de dollars)

Tableau 16

	Chiffres prov.	Plan	Perspectives	
	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013
Total des revenus prévus	5,4	7,4	8,0	9,4
Mesures incluses dans le total	–	(1,1)	(2,2)	(2,5)
Redressements pour les exercices précédents	(1,5)	–	–	–
Autres redressements	(0,5)	(1,0)	(0,2)	0,5
Revenus de base	7,4	9,4	10,4	11,3
Croissance des revenus de base (en pourcentage)	–	27,6	10,0	9,4
Croissance des bénéfices des sociétés (en pourcentage)	–	31,0	10,5	9,0

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

On prévoit que les revenus tirés de l'**impôt des sociétés** (IS) augmenteront à moyen terme en raison de la reprise prévue de la croissance des bénéfices des sociétés. Cette augmentation est modérée par les effets des mesures fiscales annoncées précédemment, notamment celles touchant les entreprises qui ont été proposées dans le budget de 2009. Les prévisions tiennent compte de l'incidence des mesures fiscales annoncées par le gouvernement fédéral dans son budget de 2010 que l'Ontario doit adopter en vertu de l'accord de perception fiscale. Il y a une révision ponctuelle à la baisse de 1,5 milliard de dollars en 2009-2010 découlant de la surestimation des revenus tirés de l'IS dans les Comptes publics des exercices antérieurs. Les autres redressements découlent surtout du fait qu'il faut attendre deux ans avant que les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des sociétés perçu à la grandeur du Canada, qui est désormais administré par le gouvernement fédéral, soient répartis entre les provinces.

Désormais, les revenus tirés des **impôts fonciers prélevés aux fins scolaires** sont inclus dans les revenus de l'Ontario, conformément aux modifications neutres sur le plan financier apportées à la présentation des revenus dans le but d'améliorer la transparence et la responsabilité. On trouvera plus de renseignements sur ces modifications dans l'addenda au budget de l'Ontario de 2010, *Plan de l'Ontario pour renforcer la responsabilité, la transparence et la gestion financière*. Les revenus tirés de ces impôts diminuent en moyenne de 2,8 % par année au cours de la période de prévision. Cette diminution est attribuable aux politiques adoptées, notamment le plan annoncé dans le budget de 2007 visant à réduire les taux élevés des impôts scolaires applicables aux entreprises. Cette diminution s'explique également par la bonification du crédit d'impôts fonciers annoncée dans le budget de 2009.

Les prévisions relatives à la **Contribution-santé de l'Ontario** reposent sur les perspectives de croissance de l'emploi et du revenu des particuliers. On prévoit que les revenus tirés de la Contribution-santé de l'Ontario augmenteront en moyenne de 5,2 % par année au cours de la période de prévision, ce qui correspond aux perspectives de croissance du revenu des particuliers.

On prévoit que **tous les autres impôts et taxes** augmenteront en moyenne de 4,2 % par année entre 2009-2010 et 2012-2013. Cette augmentation est attribuable aux perspectives économiques présentées dans la section C du présent chapitre. Les prévisions sont établies poste par poste. Par exemple, les prévisions concernant les taxes sur l'essence et les carburants reposent sur les perspectives des prix de l'essence et du diesel à la pompe, du revenu disponible et de la croissance du PIB réel. Les prévisions tiennent compte de l'incidence prévue de toutes les mesures annoncées précédemment.

Les prévisions des transferts du **gouvernement du Canada** se fondent sur les modalités de financement fédérales-provinciales en vigueur. La baisse des transferts au cours de la période de prévision s'explique surtout par la fin, d'une part, des programmes de stimulation fédéraux-provinciaux portant sur l'infrastructure après 2010-2011 et, d'autre part, des paiements de transition au titre de la TVH après 2011-2012.

Les prévisions portant sur les **revenus tirés des entreprises publiques** se fondent sur les données que fournit chacune de ces entreprises. On prévoit que ces revenus augmenteront de 0,5 milliard de dollars, soit un taux de croissance moyen de 3,9 % par année, entre 2009-2010 et 2012-2013.

Les prévisions relatives aux autres **revenus non fiscaux** sont fondées sur les données fournies par les ministères et les organismes provinciaux. On prévoit qu'entre 2009-2010 et 2012-2013, ces revenus diminueront de 1,0 milliard de dollars. Les remboursements effectués par les municipalités diminueront de 0,5 milliard de dollars au cours de cette période, le gouvernement ayant déjà annoncé qu'il prendrait en charge la part municipale des coûts du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées. La majeure partie du reste de cette diminution est attribuable au remplacement, déjà annoncé, de certains droits perçus sur l'alcool, y compris ceux perçus sur la bière et le vin, par des taxes à compter du 1^{er} juillet 2010. Cette modification n'a pas d'incidence sur les revenus du gouvernement. On trouvera d'autres renseignements sur ces modifications dans le plan fiscal de l'Ontario pour stimuler la création d'emplois et la croissance, sur le site ontario.ca/modificationfiscale.

VARIATIONS DEPUIS LA PUBLICATION DE PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET REVUE FINANCIÈRE DE L'ONTARIO DE 2009

**Sommaire des variations des revenus à moyen terme
depuis la publication de *Perspectives économiques*
et *revue financière de l'Ontario de 2009* l'automne dernier
(en milliards de dollars)**

Tableau 17

	Chiffres prov. 2009-2010	Plan 2010-2011	Perspectives 2011-2012
Prévisions à la hausse de la croissance économique	0,2	0,6	0,7
Mesures fiscales	0,0	(0,2)	(0,3)
Paiements fédéraux	(0,7)	0,7	1,0
Entreprises publiques	(0,2)	(0,3)	(0,4)
Ventes d'électricité (neutres sur le plan financier)	0,5	0,4	0,4
Toutes les autres variations	(0,1)	(0,1)	(0,2)
Total des variations des revenus	(0,2)	1,0	1,2

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Les revenus totaux prévus à moyen terme sont légèrement inférieurs en 2009-2010, mais plus élevés en 2010-2011 et 2011-2012 par rapport aux prévisions du document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009*, publié à l'automne.

En raison des **prévisions à la hausse de la croissance économique** (voir la section C du présent chapitre), les revenus fiscaux prévus ont augmenté.

Les **mesures fiscales** annoncées depuis la publication, l'automne dernier, du document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009* ont entraîné une légère diminution des revenus prévus. Ces mesures comprennent les mesures annoncées dans le présent budget; d'autres exemptions aux points de vente de la composante provinciale de la TVH pour les aliments et les boissons préparés admissibles vendus 4 \$ ou moins et les journaux imprimés; et l'incidence de l'adoption de mesures annoncées dans le budget fédéral de 2010. On trouvera plus de renseignements sur les mesures annoncées dans le présent budget au chapitre III, *Un régime fiscal et des régimes de retraite pour assurer l'avenir de l'Ontario*.

Les prévisions relatives aux **paiements fédéraux** ont changé en raison de la modification du calendrier des projets d'immobilisations financés dans le cadre des programmes fédéraux-provinciaux de stimulation dans l'infrastructure. Elles tiennent compte des perspectives concernant les modalités de financement fédérales-provinciales en vigueur, qui reposent sur les données démographiques, économiques et fiscales actuelles.

Il y a une baisse des revenus nets tirés des **entreprises publiques** au cours de la période de prévision. Les revenus nets combinés de Hydro One Inc. et de l'Ontario Power Generation Inc. (OPG) diminuent chaque année à moyen terme en raison surtout de la baisse des bénéfices de l'OPG. Cette baisse s'explique par le fait que les prix, sur le marché, de l'électricité provenant de la production non réglementée et non contractuelle devraient être moins élevés que prévu. Il y a une diminution des revenus nets de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario au cours de la période de prévision en raison surtout des effets prévus de la vigueur du dollar canadien et des perspectives économiques défavorables pour les États frontaliers américains. Ces diminutions sont contrebalancées en partie par une hausse des revenus nets prévus de la Régie des alcools de l'Ontario.

Les revenus imputés aux **ventes d'électricité** sont plus élevés au cours de la période de prévision en raison du contrat de soutien des centrales de Lambton et Nanticoke passé par la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) et l'OPG. La hausse des charges au titre des ventes d'électricité liées au contrat des centrales de Lambton et Nanticoke est entièrement contrebalancée par l'augmentation des revenus recouvrés auprès des consommateurs d'électricité grâce aux ventes d'électricité.

Les variations des **autres revenus** découlent surtout de la baisse des revenus tirés de la redevance de liquidation de la dette (électricité), des droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules, des redevances provenant des droits de coupe de la Couronne et des autres droits et redevances, qui a été contrebalancée en partie par la hausse des remboursements et des revenus tirés des ventes et des locations.

Communication plus transparente de l'information financière – incidence sur le plan fiscal de l'Ontario

Tel qu'indiqué précédemment, divers éléments sont présentés différemment dans le présent budget afin d'améliorer la transparence de l'information financière. On maintiendra cette nouvelle présentation dans les budgets subséquents. On apporte ces modifications pour respecter les normes du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public, qui ont été révisées récemment. Ces modifications n'ont aucune incidence sur l'excédent ou le déficit annuel de la province.

Les modifications touchent principalement le traitement des impôts fonciers prélevés aux fins scolaires. Auparavant, les impôts fonciers prélevés par les municipalités aux fins scolaires pour répondre aux besoins de leurs conseils scolaires étaient déduits des charges du secteur de l'éducation. Selon la nouvelle présentation, ces impôts sont inclus dans les revenus provinciaux et ne sont plus déduits des charges du secteur de l'éducation. De plus, les crédits d'impôts fonciers sont maintenant déduits des revenus tirés des impôts fonciers prélevés aux fins scolaires plutôt que des revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers, comme c'était le cas auparavant. Enfin, les crédits de taxe de vente sont maintenant déduits des revenus tirés de la taxe de vente plutôt que des revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers, comme on le faisait dans le passé.

Pour le budget de 2009 et pour *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009*, publié l'automne dernier, respectivement, les tableaux suivants présentent :

- les prévisions de revenus faites dans ces documents;
- les revenus redressés à la lumière de la nouvelle présentation visant à en accroître la transparence;
- les variations de revenus découlant de ce redressement.

Pour plus de renseignements, consulter l'addenda au budget de l'Ontario de 2010, *Plan de l'Ontario pour renforcer la responsabilité, la transparence et la gestion financière*.

Présentation révisée des prévisions du budget de 2009

Résumé des perspectives à moyen terme présentées
dans le budget de 2009
(en milliards de dollars)

Tableau 18

	Chiffres				Perspectives
	prov.	Plan	2010-2011	2011-2012	
Telles que publiées	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	
Revenus fiscaux	65,4	64,9	68,6	71,8	
Impôt sur le revenu des particuliers	25,6	25,2	25,0	26,1	
Taxe de vente	17,5	17,6	21,0	22,9	
Impôt des sociétés	8,6	8,5	8,8	8,4	
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires	—	—	—	—	
Contribution-santé de l'Ontario	2,8	2,8	2,9	3,1	
Tous les autres impôts et taxes	11,0	10,7	11,0	11,4	
Gouvernement du Canada	16,6	19,2	23,0	20,5	
Revenus tirés des entreprises publiques	3,9	4,3	4,5	4,8	
Autres revenus non fiscaux	7,5	7,6	7,6	7,4	
Total des revenus	93,4	96,0	103,6	104,4	
Présentation révisée					
Revenus fiscaux	71,9	71,3	75,2	78,4	
Impôt sur le revenu des particuliers	26,5	26,1	26,7	28,2	
Taxe de vente	17,2	17,4	20,3	21,9	
Impôt des sociétés	8,6	8,5	8,8	8,4	
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires	5,7	5,7	5,5	5,5	
Contribution-santé de l'Ontario	2,8	2,8	2,9	3,1	
Tous les autres impôts et taxes	11,0	10,7	11,0	11,4	
Gouvernement du Canada	16,6	19,2	23,0	20,5	
Revenus tirés des entreprises publiques	3,9	4,3	4,5	4,8	
Autres revenus non fiscaux	7,5	7,6	7,6	7,4	
Total des revenus	99,9	102,4	110,2	111,0	
Modification découlant de la présentation révisée					
Revenus fiscaux	6,4	6,5	6,5	6,6	
Impôt sur le revenu des particuliers	1,0	0,9	1,7	2,1	
Taxe de vente	(0,2)	(0,2)	(0,7)	(1,0)	
Impôt des sociétés	—	—	—	—	
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires	5,7	5,7	5,5	5,5	
Contribution-santé de l'Ontario	—	—	—	—	
Tous les autres impôts et taxes	—	—	—	—	
Gouvernement du Canada	—	—	—	—	
Revenus tirés des entreprises publiques	—	—	—	—	
Autres revenus non fiscaux	—	—	—	—	
Total des variations des revenus découlant de la nouvelle présentation	6,4	6,5	6,5	6,6	
Total des variations des charges découlant de la nouvelle présentation	(6,4)	(6,5)	(6,5)	(6,6)	
Incidence financière nette	—	—	—	—	

Présentation révisée des prévisions de *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009*

Sommaire des perspectives à moyen terme
présentées l'automne dernier dans *Perspectives économiques*
et *revue financière de l'Ontario de 2009*
 (en milliards de dollars)

Tableau 19

Telles que publiées	Chiffres réels	Plan	Perspectives	
	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012
Revenus fiscaux	62,4	59,1	64,3	67,4
Impôt sur le revenu des particuliers	24,7	22,7	22,8	23,8
Taxe de vente	17,3	17,1	20,2	21,8
Impôt des sociétés	6,7	5,9	7,6	7,6
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires	—	—	—	—
Contribution-santé de l'Ontario	2,8	2,7	2,8	3,0
Tous les autres impôts et taxes	10,9	10,6	10,8	11,2
Gouvernement du Canada	16,6	19,2	23,0	20,5
Revenus tirés des entreprises publiques	4,0	4,3	4,5	4,8
Autres revenus non fiscaux	7,5	7,6	7,6	7,4
Total des revenus	90,5	90,2	99,3	100,0
Présentation révisée				
Revenus fiscaux	68,9	65,5	70,8	73,9
Impôt sur le revenu des particuliers	25,7	23,7	24,5	25,9
Taxe de vente	17,0	16,9	19,6	20,8
Impôt des sociétés	6,7	5,9	7,6	7,6
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires	5,7	5,7	5,5	5,5
Contribution-santé de l'Ontario	2,8	2,7	2,8	3,0
Tous les autres impôts et taxes	10,9	10,6	10,8	11,2
Gouvernement du Canada	16,6	19,2	23,0	20,5
Revenus tirés des entreprises publiques	4,0	4,3	4,5	4,8
Autres revenus non fiscaux	7,5	7,6	7,6	7,4
Total des revenus	96,9	96,6	105,8	106,6
Modification découlant de la présentation révisée				
Revenus fiscaux	6,5	6,5	6,5	6,6
Impôt sur le revenu des particuliers	1,0	0,9	1,7	2,1
Taxe de vente	(0,2)	(0,2)	(0,7)	(1,0)
Impôt des sociétés	—	—	—	—
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires	5,7	5,7	5,5	5,5
Contribution-santé de l'Ontario	—	—	—	—
Tous les autres impôts et taxes	—	—	—	—
Gouvernement du Canada	—	—	—	—
Revenus tirés des entreprises publiques	—	—	—	—
Autres revenus non fiscaux	—	—	—	—
Total des variations des revenus	6,5	6,5	6,5	6,6
découlant de la nouvelle présentation				
Total des variations des charges	(6,5)	(6,5)	(6,5)	(6,6)
découlant de la nouvelle présentation				
Incidence financière nette	—	—	—	—

RISQUES POUR LES PERSPECTIVES DE REVENUS

Les perspectives de revenus de l'Ontario reposent sur des hypothèses raisonnables concernant le rythme et la vigueur de la reprise économique en Ontario. Les pages qui suivent présentent les risques et sensibilités clés pouvant toucher le plan financier qui pourraient découler de changements imprévus dans les conditions économiques. Ces prévisions ne sont que des indications et les résultats réels peuvent varier selon la composition et l'interaction des divers facteurs. Les risques indiqués sont ceux qui pourraient avoir l'incidence la plus importante sur les plus grandes sources de revenus. Le rythme et la vigueur de la reprise économique mondiale sont incertains. Par exemple, si la reprise économique avait des ratés aux États-Unis, cela aurait une incidence sur l'économie et les revenus de l'Ontario.

Il existe toute une gamme d'autres risques qui ne sont pas inclus, soit parce qu'ils ne sont pas aussi importants ou qu'ils sont difficiles à quantifier. Par exemple, il y a des risques découlant des effets des pertes causées par la crise financière mondiale sur les futurs impôts sur le revenu des sociétés. Dans la mesure du possible, les prévisions reposent sur des estimations raisonnablement prudentes de ces pertes. Toutefois, les pertes réalisées pourraient être nettement différentes. De même, les revenus tirés des entreprises publiques, qui représentent environ 4 % des revenus totaux, pourraient être affectés par les changements survenant au sein des marchés de chaque entreprise. Les perspectives concernant les transferts du gouvernement du Canada sont influencées par les facteurs ayant une incidence sur les formules de financement fédérales et par les décisions futures du gouvernement fédéral.

Certains risques et sensibilités – Économie et revenus**Tableau 20**

Éléments clés	Hypothèses 2010-2011	Sensibilités 2010-2011
Total des revenus		
– PIB réel	Croissance de 2,7 % en 2010	Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance du PIB réel modifie les revenus de 750 millions de dollars. Ce montant peut varier grandement selon la nature et la source de la variation du taux de croissance du PIB.
– Déflateur du PIB	Croissance de 1,7 % en 2010	
Total des revenus fiscaux		
– Assiette de revenus ¹	Croissance de 5,6 % en 2010-2011	Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance du PIB nominal modifie les revenus de 530 millions de dollars. Ce montant peut varier grandement selon la nature et la source de la variation du taux de croissance du PIB.
– PIB nominal	Croissance de 4,4 % en 2010	
Revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers		
– Assiette de revenus	Croissance de 3,5 % en 2010-2011	
Principales hypothèses économiques		
– Traitements et salaires	Croissance de 2,7 % en 2010	Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance des traitements et salaires modifie les revenus de 327 millions de dollars.
– Emploi	Croissance de 1,1 % en 2010	
– Revenu des entreprises non constituées en personne morale	Croissance de 4,1 % en 2010	Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance du revenu des entreprises non constituées en personne morale modifie les revenus de 33 millions de dollars.
Principales hypothèses en matière de revenus		
– Revenu net tiré des gains en capital	Croissance de 29,4 % en 2010	Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance du revenu net tiré des gains en capital modifie les revenus de 8 millions de dollars.
– Déductions au titre des REER	Croissance de 3,3 % en 2010	Une augmentation de un point de pourcentage du taux de croissance des déductions au titre des REER fait diminuer les revenus de 18 millions de dollars, et l'inverse est aussi vrai.
– Cotisations pour l'année d'imposition 2009 ²	23,6 milliards de dollars	Une variation de un point de pourcentage des cotisations fiscales des particuliers en 2009 modifie les revenus de 236 millions de dollars ³ .
– Cotisations pour l'année d'imposition 2008 et les années antérieures ²	1,3 milliard de dollars	Une variation de un point de pourcentage des cotisations fiscales des particuliers en 2008 et au cours des années antérieures modifie les revenus de 13 millions de dollars ³ .

Certains risques et sensibilités – Économie et revenus

Éléments clés	Hypothèses 2010-2011	Sensibilités 2010-2011
Revenus tirés de la taxe de vente		
– Assiette de revenus	Croissance de 3,0 % en 2010-2011	
Principales hypothèses économiques		
– Dépenses de consommation nominales	Croissance de 3,9 % en 2010	Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance des dépenses de consommation nominales modifie les revenus de 175 millions de dollars.
Revenus tirés de l'impôt des sociétés		
– Assiette de revenus	Croissance de 27,6 % en 2010-2011	
– Cotisations fiscales de 2009 ²	7,7 milliards de dollars	Une variation de un point de pourcentage des cotisations fiscales de 2009 modifie les revenus de 77 millions de dollars.
– Bénéfices des sociétés	Croissance de 31,0 % en 2010	Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance des bénéfices des sociétés avant impôt modifie les revenus de 51 millions de dollars ⁴ .
– Revenu imposable des sociétés au Canada en 2010	170 milliards de dollars	Une variation de un point de pourcentage de l'estimation fédérale du revenu imposable des sociétés au Canada en 2010 modifie les revenus de 90 millions de dollars, en supposant que la part de l'Ontario du revenu imposable en 2010 demeure à 35,6 %.
– Revenu imposable des sociétés au Canada en 2011	194 milliards de dollars	Une variation de un point de pourcentage du revenu imposable des sociétés au Canada en 2011 ou de la part de l'Ontario du revenu imposable des sociétés en 2011 modifie les revenus de 21 millions de dollars ⁵ .
– Part de l'Ontario du revenu imposable des sociétés en 2011	36,2 %	
Revenus tirés de l'impôt-santé des employeurs		
– Assiette de revenus	Croissance de 3,3 % en 2010-2011	
– Traitements et salaires	Croissance de 2,7 % en 2010	Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance des traitements et salaires modifie les revenus de 47 millions de dollars.
Revenus tirés de la Contribution-santé de l'Ontario (CSO)		
– Assiette de revenus	Croissance de 3,9 % en 2010-2011	
– Revenu des particuliers	Croissance de 3,3 % en 2010	Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance du revenu des particuliers modifie les revenus de 27 millions de dollars.
– Cotisations pour l'année d'imposition 2009	2,6 milliards de dollars	Une variation de un point de pourcentage des cotisations au titre de la CSO de 2009 modifie les revenus de 26 millions de dollars.

Certains risques et sensibilités – Économie et revenus

Éléments clés Hypothèses 2010-2011 Sensibilités 2010-2011

Revenus tirés de la taxe sur l'essence

– Assiette de revenus	Aucune croissance en 2010-2011	
– Prix de l'essence à la pompe	104,0 cents le litre en 2010	Une augmentation de un cent le litre du prix de l'essence à la pompe fait diminuer les revenus de 2 millions de dollars, et l'inverse est aussi vrai.

Revenus tirés de la taxe sur les carburants

– Assiette de revenus	Croissance de 0,9 % en 2010-2011	
– PIB réel	Croissance de 2,7 % en 2010	Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance du PIB réel modifie les revenus de 7 millions de dollars.

Revenus tirés des droits de cession immobilière

– Assiette de revenus	Croissance de 0,1 % en 2010-2011	
– Reventes de logements	Diminution de 7,9 % en 2010-2011	Une variation de un point de pourcentage du nombre de logements revendus et du prix de revente modifie les revenus de 11 millions de dollars.
– Prix de revente	Croissance de 1,6 % en 2010-2011	

Transfert canadien en matière de santé¹

– Pourcentage de la population de l'Ontario	38,7 % en 2010-2011	Une variation de un dixième de point de pourcentage de la population modifie les revenus de 37 millions de dollars.
– Part de l'Ontario de l'impôt fédéral de base	40,5 % en 2010-2011	Une augmentation de un dixième de point de pourcentage de la part de l'Ontario de l'impôt fédéral de base fait diminuer les revenus de 9 millions de dollars, et l'inverse est aussi vrai.

Transfert canadien en matière de programmes sociaux

– Pourcentage de la population de l'Ontario	38,7 % en 2010-2011	Une variation de un dixième de point de pourcentage de la population modifie les revenus de 11 millions de dollars.
---	---------------------	---

¹ L'assiette de revenus est constituée des revenus, à l'exclusion de l'incidence des mesures, des redressements pour les variations par rapport aux estimations antérieures des Comptes publics et d'autres facteurs ponctuels.

² Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers (IRP) et de l'impôt sur le revenu des sociétés (IRS) de l'Ontario de 2009 sont estimatifs, car l'Agence du revenu du Canada doit toujours évaluer les déclarations de revenus de 2009. Certains montants fiscaux de 2008 et d'années précédentes doivent toujours être évalués en 2010, et les perspectives de revenus comprennent des estimations de ces montants.

³ Un changement dans les cotisations au titre de l'IRP ou de l'IRS de 2009 ou d'années antérieures aura un effet sur les revenus de 2010-2011 en raison d'un changement à l'assiette de revenus à laquelle est appliquée la croissance pour cette année-là.

⁴ L'incidence sur les revenus serait réalisée pendant l'exercice en cours si les versements échelonnés du gouvernement fédéral en tiennent compte, sans quoi elle serait comptabilisée au cours des exercices subséquents.

⁵ La répartition provinciale du revenu imposable des sociétés au Canada en 2011 reposera sur la part des déclarations de revenus de 2009 pour lesquelles on établira les cotisations en 2010.

⁶ Ne tient pas compte de l'incidence des paiements fédéraux supplémentaires versés à l'Ontario pour qu'il reçoive le même soutien financier par habitant que les autres provinces bénéficiaires.

Section E : Plan financier de l'Ontario

PERSPECTIVES FINANCIÈRES À MOYEN TERME

Le plan à moyen terme du gouvernement réduit l'augmentation des charges et continue de donner suite aux politiques qui appuient la création d'emplois et la croissance pour assurer les possibilités et la prospérité de demain. Le tableau ci-dessous renferme des précisions à cet égard.

Plan financier et perspectives à moyen terme ¹ (en milliards de dollars)	Tableau 21			
	Chiffres prov. 2009-2010	Plan 2010-2011	Perspectives 2011-2012	Perspectives 2012-2013
Total des revenus	96,4	106,9	107,7	112,0
Charges				
Programmes	108,8	115,9	112,9	114,3
Intérêt sur la dette	8,9	10,0	11,1	12,5
Total des charges	117,7	125,9	124,1	126,9
Réserve	–	0,7	1,0	1,0
Excédent/(Déficit)	(21,3)	(19,7)	(17,3)	(15,9)

¹ Tant les revenus que les charges ont été redressés pour tenir compte d'une modification comptable neutre sur le plan financier découlant de la présentation révisée des impôts fonciers prélevés aux fins scolaires.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Les revenus à moyen terme devraient progresser au taux annuel moyen de 5,1 % de 2009-2010 à 2012-2013, conformément aux perspectives économiques de croissance du PIB nominal.

Quant à lui, le total des charges devrait croître à un taux annuel moyen de 2,5 % de 2009-2010 à 2012-2013. Ce taux est inférieur d'environ 50 % au taux de croissance prévue des revenus pendant la même période. Cela témoigne de la détermination continue du gouvernement à donner suite aux politiques qui appuient la création d'emplois et la croissance tout en réduisant le rythme de croissance des charges.

Étant donné que la fragilité de l'économie mondiale menace la poursuite de la reprise économique en Ontario, la province fait preuve de prudence en incluant dans son plan financier, d'une part, un fonds de prévoyance de 2,0 milliards de dollars en 2010-2011 pour compenser les variations éventuelles dans les charges et, d'autre part, une réserve de 0,7 milliard de dollars en 2010-2011 et de 1,0 milliard de dollars en 2011-2012 et en 2012-2013.

Principales variations depuis la publication de *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009* l'automne dernier

Comme nous l'expliquons plus en détail dans l'addenda au budget de l'Ontario de 2010, *Plan de l'Ontario pour renforcer la responsabilité, la transparence et la gestion financière*, les impôts fonciers prélevés aux fins scolaires sont maintenant explicitement inclus dans les revenus provinciaux et ne sont plus déduits des charges dans le domaine de l'éducation. Le tableau ci-dessous illustre les perspectives financières à moyen terme telles qu'elles sont présentées dans *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009*, publié l'automne dernier, et redressées en fonction de cette modification comptable.

***Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009*¹ Tableau 22**
Perspectives financières à moyen terme redressées
(en milliards de dollars)

	2009-2010	2010-2011	2011-2012
Total des revenus	96,6	105,8	106,6
Charges			
Programmes	110,8	115,2	112,9
Intérêt sur la dette	9,4	10,6	11,9
Total des charges	120,2	125,8	124,8
Réserve	1,2	1,2	1,2
Excédent/(Déficit)	(24,7)	(21,1)	(19,4)

¹ Tant les revenus que les charges ont été redressés pour tenir compte d'une modification comptable neutre sur le plan financier découlant de la présentation révisée des impôts fonciers prélevés aux fins scolaires.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Le tableau suivant énumère les principales variations au plan financier à moyen terme de l'Ontario depuis la publication, l'automne dernier, de *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009*, après redressement en fonction de la modification comptable.

**Variations aux perspectives financières depuis la publication de Tableau 23
*Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009***
 (en milliards de dollars)

	2009-2010	2010-2011	2011-2012
Excédent/Déficit par rapport aux prévisions de <i>Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009</i>	(24,7)	(21,1)	(19,4)
Total des variations de revenus	(0,2)	1,0	1,2
Programmes			
Variations des charges liées à l'infrastructure	(1,6)	1,0	0,2
Ensemble des autres variations des charges de programmes	(0,4)	(0,3)	(0,2)
Total des variations des charges de programmes	(1,9)	0,7	0,0
Variation des prévisions relatives à l'intérêt sur la dette	(0,5)	(0,6)	(0,8)
Total des variations des charges	(2,4)	0,1	(0,7)
Variation de la réserve	(1,2)	(0,5)	(0,2)
Amélioration financière depuis la publication de <i>Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009</i>	3,4	1,4	2,1
Excédent/(Déficit) par rapport au budget de 2010	(21,3)	(19,7)	(17,3)

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Comme nous le décrivons dans la section précédente, les prévisions à moyen terme relativement au total des revenus sont légèrement inférieures en 2009-2010, mais supérieures en 2010-2011 et en 2011-2012, aux données figurant dans *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009*.

Le gouvernement a obtenu des résultats supérieurs aux objectifs financiers fixés dans *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009* en limitant notamment la croissance des charges de programmes. En fait, les perspectives des charges à moyen terme de l'Ontario sont conformes aux projections incluses dans les prévisions de l'automne. Même si les mesures immédiates prises par le gouvernement pour limiter les dépenses ont contribué à la diminution prévue de 1,9 milliard de dollars des charges de programmes cette année, les modifications aux prévisions des charges de programmes de la province pour 2010-2011 sont principalement rattachées aux calendriers modifiés applicables à la réalisation des projets de stimulation liés à l'infrastructure. Comme les mesures de stimulation arriveront à terme comme prévu à la fin de 2010-2011, les perspectives des charges de programmes de la province pour 2011-2012, qui s'élèvent à 112,9 milliards de dollars, resteront inchangées par rapport aux projections énoncées dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009*, publié l'automne dernier.

Les frais rattachés à l'intérêt sur la dette sont aujourd'hui inférieurs aux prévisions énoncées dans *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009*. Cette modification reflète en partie les projections améliorées du déficit par rapport aux projections à moyen terme.

Le gouvernement a utilisé la réserve de 2009-2010 afin de contrebalancer en partie les incidences du ralentissement de la croissance économique sur les résultats financiers de la province. La réserve pour 2010-2011 et 2011-2012 a été réduite par suite de la stabilisation de l'économie ontarienne et de l'apparition des premiers signes de la reprise.

Bref, les perspectives financières de la province de l'Ontario se sont accrues de 3,4 milliards de dollars en 2009-2010, de 1,4 milliard de dollars en 2010-2011 et de 2,1 milliards de dollars en 2011-2012 comparativement aux projections incluses dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009*, publié l'automne dernier.

Perspectives des charges à moyen terme de l'Ontario

Sommaire des perspectives des charges à moyen terme¹ (en milliards de dollars) Tableau 24

	Chiffres prov. 2009-2010	Plan 2010-2011	Perspectives 2011-2012	Perspectives 2012-2013
Programmes				
Secteur de la santé	43,5	46,1	48,0	49,5
Secteur de l'éducation ²	20,6	21,4	22,3	23,0
Secteur de l'enseignement postsecondaire et de la formation	7,2	8,1	7,1	7,0
Secteur des services sociaux et des services à l'enfance	13,1	13,9	14,2	14,7
Secteur de la justice	3,9	4,4	4,6	4,7
Autres programmes	20,5	22,0	16,7	15,5
Total des charges de programmes	108,8	115,9	112,9	114,3
Intérêt sur la dette	8,9	10,0	11,1	12,5
Total des charges	117,7	125,9	124,1	126,9

¹ Tant les revenus que les charges ont été redressés pour tenir compte d'une modification comptable neutre sur le plan financier découlant de la présentation révisée des impôts fonciers prélevés aux fins scolaires.

² Exclut le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Les points saillants des principales charges de programmes à moyen terme comprennent ce qui suit :

- Secteur de la santé** – Le total des charges de ce secteur devrait croître de 6,0 milliards de dollars de 2009-2010 à 2012-2013. En plus de maintenir la croissance du financement des principaux secteurs de programmes comme les hôpitaux, l'Assurance-santé de l'Ontario et les soins de longue durée, le gouvernement continuera d'appuyer des priorités comme la réduction des délais d'attente dans les salles des urgences et l'obtention de résultats grâce à la Stratégie ontarienne de lutte contre le diabète.
- Secteur de l'éducation** – Le total du financement de ce secteur devrait progresser de 2,4 milliards de dollars de 2009-2010 à 2012-2013. Cette hausse comprend les subventions provinciales supplémentaires versées aux conseils scolaires afin d'améliorer les résultats scolaires et la mise en œuvre de l'initiative d'apprentissage à temps plein des jeunes enfants.

Secteur de l'enseignement postsecondaire et de la formation –

Le total des charges de ce secteur devrait augmenter de 0,9 milliard de dollars en 2010-2011, en raison principalement des nouvelles aides financières destinées à appuyer la croissance des inscriptions au palier postsecondaire et des calendriers révisés d'exécution de divers projets d'immobilisations. De 2010-2011 à 2012-2013, les charges se stabiliseront après comptabilisation des fonds non renouvelables de stimulation.

Secteur des services sociaux et des services à l'enfance – Le total

du financement de ce secteur devrait augmenter de 1,6 milliard de dollars de 2009-2010 à 2012-2013. Cette hausse est principalement attribuable à l'élévation des charges rattachées à l'aide sociale, à la Prestation ontarienne pour enfants et aux services aux personnes ayant une déficience intellectuelle, programmes qui visent à protéger les familles et les collectivités des contrecoups de la récession. Elle tient également compte du financement annuel de 63,5 millions de dollars du gouvernement provincial au titre de la garde d'enfants destiné à combler en permanence le déficit financier laissé par le gouvernement fédéral.

Secteur de la justice – Le total des charges de ce secteur devrait

progresser de 0,8 milliard de dollars de 2009-2010 à 2012-2013.

Cette augmentation comprend des investissements au titre de diverses initiatives dans les domaines de la justice et de la sécurité communautaire, notamment des fonds à l'égard des immobilisations des tribunaux et des établissements correctionnels.

Autres charges de programmes – Ces charges devraient diminuer

de 5,0 milliards de dollars de 2010-2011 à 2012-2013. Cette baisse est principalement attribuable à l'élimination progressive des investissements à durée limitée visant à aider la province à se remettre du ralentissement économique, à la fin du soutien temporaire destiné à faciliter la transition vers un nouveau système de taxe de vente, ainsi qu'aux mesures prises pour gérer l'ensemble des charges.

Le total des perspectives des charges comprend **l'intérêt sur la dette**, qui devrait augmenter de 3,6 milliards de dollars à moyen terme, en raison surtout de l'emprunt plus élevé contracté pour financer les investissements dans l'infrastructure et les déficits.

Les perspectives des charges totales à moyen terme du gouvernement, qui prévoient une croissance d'au plus 2,5 %, tiennent compte aussi des nouvelles mesures annoncées dans le présent budget pour restreindre les dépenses visant à appuyer le retour de la province à l'équilibre budgétaire en 2017-2018. Sont comprises les mesures visant à accroître l'efficience et destinées à gérer le taux général de croissance des dépenses, comme le gel des charges de fonctionnement de base aux niveaux de 2010-2011 ou en deçà de ces niveaux à moyen terme, et la modification du calendrier d'exécution des principaux investissements dans l'infrastructure de même qu'un nouveau plan pour appuyer la transformation des principaux services publics.

Risques pour les perspectives de charges

Un niveau élevé d'incertitude économique continue de régner à l'échelle planétaire malgré des signes manifestes de reprise. Le ralentissement économique mondial a durement touché l'économie de l'Ontario, et il continuera d'avoir des incidences sur le plan financier général de la province, y compris les perspectives de charges.

Le gouvernement a inclus dans ses prévisions des charges pour 2010-2011 un fonds de prévoyance de 2,0 milliards de dollars. Ce fonds de prévoyance donnera au gouvernement une certaine souplesse pour réagir de façon appropriée aux autres défis qui pourraient affecter la reprise économique continue de la province.

Le tableau qui suit résume les risques et sensibilités clés que pourraient entraîner des changements imprévus à la conjoncture économique et à la demande liée aux programmes. Un changement dans ces facteurs pourrait avoir une incidence sur les charges totales, ce qui entraînerait des variations dans les prévisions financières globales. Il convient de signaler que ces risques et sensibilités ne sont que des indications et qu'ils peuvent varier selon la nature et la composition des risques possibles.

Certains risques et sensibilités liés aux charges**Tableau 25**

Programme/Secteur	Hypothèses 2010-2011	Sensibilités 2010-2011
Secteur de la santé	Croissance annuelle de 6,0 %.	Variation de 1 % des charges du secteur de la santé : 461 millions de dollars.
Charges du secteur hospitalier	Croissance annuelle de 4,9 %.	Variation de 1 % des charges du secteur hospitalier : 206 millions de dollars.
Utilisation des programmes de médicaments	Croissance annuelle inférieure à 7 %.	Variation de 1 % dans les dépenses de programmes de tous les programmes de médicaments : 41 millions de dollars (personnes âgées et bénéficiaires de l'aide sociale).
Foyers de soins de longue durée	77 027 lits de soins de longue durée. Le coût moyen de fonctionnement provincial d'un lit dans un foyer de soins de longue durée est de 41 600 \$ par année.	Variation de 1 % du nombre de lits : environ 34 millions de dollars.
Soins à domicile	Environ 19 millions d'heures de service d'aides familiales et de soutien.	Variation de 1 % des heures de service d'aides familiales et de soutien : environ 5 millions de dollars.
	Environ 8 millions de visites par du personnel infirmier et des professionnels de la santé.	Variation de 1 % des visites par du personnel infirmier et des professionnels de la santé : environ 6 millions de dollars.
Étudiants universitaires ¹	357 700 étudiants à temps plein du premier cycle et des cycles supérieurs.	Variation de 1 % des effectifs : 34 millions de dollars.
Étudiants de niveau collégial	177 000 étudiants à temps plein.	Variation de 1 % des effectifs : 13 millions de dollars.
Ontario au travail	267 195 dossiers par année, en moyenne.	Variation de 1 % du nombre de dossiers : 23 millions de dollars.
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées	274 469 dossiers par année, en moyenne.	Variation de 1 % du nombre de dossiers : 35 millions de dollars.
Système correctionnel	3,2 millions de jours-détenus adultes par année. Coût moyen de 173 \$ par jour par détenu.	Variation de 1 % des jours-détenus : 5,6 millions de dollars.
Intérêt sur la dette	Coût moyen d'emprunt prévu en 2010-2011 : environ 4,9 %.	Incidence prévue en 2010-2011 d'une variation de 100 points de base des taux d'emprunt : environ 480 millions de dollars.

¹ Selon les prévisions de 2009-2010.

Les coûts de rémunération et les règlements salariaux constituent aussi d'importants inducteurs de coûts et pourraient avoir une incidence considérable tant sur les finances des partenaires du secteur parapublic que sur celles de la province.

Passif éventuel

Outre les principaux risques économiques et sensibilités liés à la demande auxquels il est exposé, le plan financier est aussi assujetti à d'autres risques découlant du passif éventuel du gouvernement. La concrétisation ou non de ces éventualités échappe au contrôle direct du gouvernement. Il pourrait essuyer des pertes à la suite de règlements judiciaires, de manquements dans le cadre de projets et de garanties de prêt ou de financement. Des provisions pour pertes ayant de fortes chances de se réaliser et dont on peut raisonnablement faire une estimation sont imputées au titre des passifs dans les états financiers de la province. Un passif éventuel considérable a été divulgué dans le document *Rapport annuel et États financiers consolidés de 2008-2009*, qui a été publié en septembre 2009¹.

Prudence financière

En plus de maintenir un processus prudent et responsable pour contenir la croissance des charges, le plan financier intègre d'autres éléments de prudence dès chaque année afin de protéger les objectifs financiers généraux du gouvernement et de favoriser la réalisation des objectifs financiers.

Conformément à des pratiques financières judicieuses, les perspectives de revenus de la province sont fondées sur des hypothèses économiques prudentes.

Pour satisfaire aux exigences de la *Loi de 2004 sur la transparence et la responsabilité financières*, le plan financier se fonde sur une approche prudente et prévoit une réserve visant à protéger les perspectives financières contre les variations défavorables des revenus et des charges de la province, y compris celles qui découlent de changements dans le rendement économique de l'Ontario.

Le plan financier inclut également des fonds de prévoyance (pour le fonctionnement et les immobilisations) totalisant 2,0 milliards de dollars en 2010-2011 pour atténuer les risques liés aux charges qui pourraient autrement avoir une incidence négative sur les résultats.

¹ Pour un complément d'information, consultez le site : www.fin.gov.on.ca/fr/budget/paccts/2009.

Section F : Un Ontario plus fort pour un Canada plus fort

APERÇU

Le gouvernement de l'Ontario et le gouvernement fédéral ont collaboré avantageusement ces derniers temps pour renforcer l'économie de la province. Ce partenariat a donné des résultats tangibles : une importante stimulation de l'économie grâce à des investissements dans l'infrastructure; une aide financière au secteur de l'automobile en Ontario; l'amélioration de la prestation des services et une collaboration en matière de réglementation; et l'accroissement de la compétitivité grâce à l'harmonisation de la taxe de vente.

Toutefois, l'Ontario s'inquiète du fait que l'engagement financier du gouvernement fédéral est à la baisse dans des secteurs clés. Lorsque le soutien fédéral à l'égard de programmes provinciaux est d'une durée limitée, qu'il diminue avec le temps ou qu'il est interrompu, les provinces peuvent avoir à composer avec d'importantes pressions financières et les citoyens qui dépendent des services clés risquent d'être pénalisés.

Afin de miser sur les succès antérieurs et d'obtenir des résultats, la province prie le gouvernement fédéral d'investir dans la réussite future de la population ontarienne et de reconnaître que le succès du Canada repose sur un Ontario fort et compétitif.

Paiements de transfert du gouvernement fédéral et soutien à l'égard d'un Ontario plus fort

L'Ontario salue la décision du gouvernement fédéral de maintenir les paiements de transfert destinés aux hôpitaux et aux écoles, et de continuer de les financer une année de plus, soit jusqu'en 2014-2015.

L'Ontario continuera de demander instamment au gouvernement fédéral de protéger les paiements de transfert existants, de renouveler les accords de financement des services de santé, d'augmenter les investissements dans

l'enseignement postsecondaire et les programmes de formation, de respecter l'Accord Canada-Ontario sur l'immigration, d'appuyer l'économie verte de l'Ontario, d'aider les Premières nations en Ontario, et d'établir les principales activités d'un organisme commun de réglementation des valeurs mobilières à Toronto.

Besoin d'un partenaire financier à long terme fiable

L'Ontario est déçu que le gouvernement fédéral ait cessé de chercher à assurer la stabilité du secteur de la garde des enfants. Le dernier versement fédéral en vertu de l'Accord sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants a été fait en 2006-2007. Ce paiement final a permis au gouvernement provincial de subventionner quelque 8 500 places de garderie jusqu'à la fin de 2009-2010.

Toutefois, il est indispensable que les familles de travailleurs aient accès à des services de garde de qualité et abordables ainsi qu'à des programmes d'apprentissage à temps plein. Le gouvernement ne permettra pas que la cessation des paiements de transfert du gouvernement fédéral nuise aux progrès réalisés jusqu'à présent et aux services sur lesquels comptent les parents ayant de jeunes enfants. La province reste déterminée à appuyer les familles de l'Ontario et investira 63,5 millions de dollars par année pour combler de façon permanente le déficit de financement causé par l'interruption de l'aide fédérale. Ces fonds subventionneront sur une base permanente les 8 500 places de garderie mentionnées ci-dessus.

Dans d'autres secteurs, le gouvernement provincial ne pourra pas compenser l'aide perdue quand le gouvernement fédéral cessera de s'acquitter de ses responsabilités en matière de financement et il devra examiner les incidences d'un financement à durée limitée avant de conclure d'autres ententes avec le gouvernement fédéral.

Les bonifications financières de l'Entente sur le marché du travail et de l'Entente sur le développement du marché du travail annoncées dans le budget fédéral de 2009 ont permis d'offrir une aide bien nécessaire aux travailleurs touchés par la récession mondiale. Toutefois, ces bonifications prendront fin après l'exercice 2010-2011. Comme l'emploi a tendance à accuser un certain retard par rapport à la reprise économique, l'Ontario croit fermement qu'il est impératif de prolonger les bonifications à durée limitée du gouvernement

fédéral. Il est aussi d'avis que la responsabilité de ce financement incombe au gouvernement fédéral.

Le gouvernement fédéral ne respecte pas non plus l'engagement pris en matière de soutien aux néo-Canadiens. Pendant les quatre premières années de l'Accord Canada-Ontario sur l'immigration, le gouvernement fédéral a versé environ 193 millions de dollars de moins qu'il aurait dû et les nouveaux arrivants qui se sont installés en Ontario ont fait les frais de cette réduction de l'aide financière.

Voilà pourquoi il est important que l'Ontario et le gouvernement fédéral entreprennent des négociations en vue de la conclusion d'un nouvel accord sur l'immigration qui engloberait le transfert à la province de la responsabilité de l'établissement des nouveaux arrivants et de leur formation linguistique de même que le financement intégral de ces programmes.

Partenariat synonyme de résultats

En sa qualité de chef de file dans le domaine de l'économie verte, l'Ontario s'attend à ce que le gouvernement fédéral accroisse considérablement ses engagements financiers sur le plan environnemental sans se limiter à des projets de captage et de stockage du carbone, afin d'appuyer la transition de l'Ontario vers une économie prospère à faibles émissions de carbone. Le gouvernement provincial prie le gouvernement fédéral de faire preuve de leadership face au changement climatique pour aider les entreprises de la province à profiter des changements qui seront apportés au marché nord-américain et appuyer la création d'emplois dans la province.

Le gouvernement fédéral a aussi la possibilité d'améliorer un partenariat déjà couronné de succès sur l'harmonisation de la taxe en appuyant les Premières nations de la province.

Le gouvernement provincial prie toujours le gouvernement fédéral de collaborer avec la province et les Premières nations à la mise au point d'un mode d'administration d'une exemption au point de vente de la taxe de vente harmonisée qui fera l'objet d'un commun accord et qui correspondra au mode actuel d'administration de la taxe de vente au détail en Ontario.

Section G : Responsabilité, transparence et gestion financière

Le gouvernement s'est engagé à veiller à ce que l'argent des contribuables ontariens soit utilisé de façon judicieuse. Cet objectif est atteint en accroissant la compréhension du public à l'égard des finances du gouvernement, la transparence de l'information financière et la responsabilité à l'égard du public.

Les détails du plan du gouvernement visant à accroître la responsabilité et la transparence en ce qui concerne la communication de l'information sur sa situation financière sont présentés dans l'addenda au budget de l'Ontario de 2010, *Plan de l'Ontario pour renforcer la responsabilité, la transparence et la gestion financière*.

ACCROÎTRE LA COMPRÉHENSION DU PUBLIC À L'ÉGARD DES FINANCES DU GOUVERNEMENT

L'Ontario, de concert avec les gouvernements du Canada, des autres provinces et des territoires, collabore avec le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) afin d'améliorer la communication de l'information financière du secteur public. On souhaite ainsi que les normes comptables pour le secteur public canadien continuent d'appuyer la prise de décisions sensées en matière de politiques stratégiques, la responsabilité financière du gouvernement et la communication de renseignements clairs et transparents sur les finances publiques.

L'Ontario et les autres gouvernements du Canada craignent que les modifications que le CCSP a récemment proposé d'apporter aux normes comptables ne respectent pas ces objectifs. L'Ontario a fait part de ces préoccupations au CCSP par l'entremise d'un groupe de travail conjoint intergouvernemental, formé de hauts fonctionnaires et de responsables des normes comptables. Ce groupe a fait état de préoccupations à l'égard du cadre qu'il utilise le CCSP pour élaborer toutes les normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Le gouvernement estime que la population de l'Ontario et du reste du Canada a besoin d'une série de normes comptables pour le secteur public qui :

- correspond aux objectifs des gouvernements en matière de politiques publiques et au rôle que jouent les organismes du secteur public dans la prestation des services publics;
- aide les gouvernements et les organismes du secteur public à rendre des comptes sur l'utilisation de l'argent des contribuables;
- tient compte de la structure unique des gouvernements et du secteur public au Canada;
- fournit au public des renseignements transparents et faciles à comprendre sur les finances gouvernementales.

À l'heure actuelle, l'ICCA prescrit quatre séries de normes comptables pour le secteur public au Canada. En 2011, il présentera une autre série de normes, soit les Normes internationales d'information financière. Chacune de ces séries de normes établit des critères différents pour l'évaluation et la comptabilisation des résultats financiers du secteur public, et la présentation de rapports à ce sujet. Il en résulte que des organismes du secteur public présentent des résultats financiers différents dans des circonstances similaires. Cela va à l'encontre des principes de transparence et de responsabilité financière pour les dépenses publiques.

Par conséquent, le CCSP doit, dès que possible, établir une série cohérente de normes comptables s'appliquant à tous les organismes du secteur public au Canada. D'ici là, le gouvernement de l'Ontario fournira des directives aux organismes et entreprises publiques provinciaux pour assurer la communication transparente et uniforme de l'information financière et la responsabilité financière dans tout le secteur public de la province.

ACCROÎTRE LA TRANSPARENCE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

À partir du présent budget, afin de rendre l'information plus transparente, on a apporté des changements importants dans la façon de présenter les revenus et les charges. Les modifications apportées touchent uniquement la présentation et n'ont aucune incidence sur l'excédent ou le déficit annuel de la province ni sur le déficit accumulé. Ces changements ont trait à la présentation de ce qui suit :

- les impôts fonciers prélevés aux fins scolaires et les charges des conseils scolaires;
- les crédits d'impôts fonciers et de taxe de vente remboursables;
- la dette nette.

ACCROÎTRE LA RESPONSABILITÉ À L'ÉGARD DU PUBLIC

Dans le cadre des efforts déployés constamment pour renforcer la gestion financière, la transparence et la responsabilité des ministères et des organismes de l'Ontario, le gouvernement améliore les politiques et les processus en place de façon à favoriser la responsabilité, la surveillance et la communication de l'information financière. Les mesures prises :

- visent à assurer à la population que les ministères et les organismes du gouvernement de l'Ontario dépensent les deniers publics de façon judicieuse; on a notamment établi de nouvelles lignes directrices strictes pour l'approvisionnement et les frais d'accueil;
- englobent la mise en oeuvre des mesures de contrôle strictes pour veiller à ce que les subventions de stimulation soient dépensées judicieusement par les organisations bénéficiaires; ces mesures visent à s'assurer que les fonds sont consacrés aux fins prévues et que les résultats sont obtenus à temps et en respectant le budget établi;

- visent à améliorer la qualité et la transparence des divulgations faites en vertu de la *Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public* en divulguant les traitements des employés d'organismes du secteur public gagnant plus de 100 000 \$ qui sont en détachement dans des ministères;
- proposent un certain nombre de modifications à la *Loi sur l'administration financière* et à d'autres lois connexes en vue d'améliorer la gestion financière et la transparence de l'information financière. Ces modifications englobent le pouvoir du gouvernement de dicter aux organismes faisant partie de l'entité comptable de la province quelles méthodes comptables utiliser lorsqu'ils préparent leurs états financiers.

Section H : Détails des finances de l'Ontario

Les pages suivantes renferment des renseignements sur les finances de la province, qui incluent des données historiques, des indicateurs financiers clés et des détails sur le plan financier et les perspectives de l'Ontario.

Plan financier et perspectives à moyen terme¹
(en milliards de dollars)

Tableau 26

	Chiffres prov.	Plan	Perspectives	
	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013
Revenus	96,4	106,9	107,7	112,0
Charges				
Programmes	108,8	115,9	112,9	114,3
Intérêt sur la dette ²	8,9	10,0	11,1	12,5
Total des charges	117,7	125,9	124,1	126,9
Réserve	–	0,7	1,0	1,0
Excédent/(Déficit)	(21,3)	(19,7)	(17,3)	(15,9)
Dette nette ³	193,2	220,0	245,0	267,8
Déficit accumulé ³	134,6	154,3	171,6	187,5

- ¹ Tant les revenus que les charges ont été redressés pour tenir compte d'une modification comptable neutre sur le plan financier découlant de la présentation révisée des impôts fonciers prélevés aux fins scolaires.
- ² Les charges liées à l'intérêt sur la dette ne comprennent pas les intérêts capitalisés durant la construction d'immobilisations corporelles se chiffrant à 0,1 milliard de dollars en 2009-2010, à 0,2 milliard de dollars en 2010-2011, à 0,2 milliard de dollars en 2011-2012 et à 0,2 milliard de dollars en 2012-2013.
- ³ La dette nette représente la différence entre les passifs et les actifs financiers. La variation annuelle de la dette nette équivaut à l'excédent ou au déficit de la province, compte tenu de la variation des actifs non financiers et de la variation de la juste valeur des fonds de l'Ontario Nuclear Funds Agreement (ONFA). Le déficit accumulé représente la différence entre, d'une part, les passifs et, d'autre part, la totalité des actifs. La variation annuelle du déficit accumulé équivaut à l'excédent ou au déficit, auquel s'ajoute la variation de la juste valeur des fonds de l'ONFA.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Revenus
(en millions de dollars)

Tableau 27

	Chiffres réels	Chiffres prov.	Plan	
	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Revenus fiscaux				
Impôt sur le revenu des particuliers	25 472	25 738	24 049	25 942
Taxe de vente ¹	16 745	17 021	17 410	19 137
Impôt des sociétés	12 990	6 748	5 381	7 390
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires ²	5 754	5 696	5 673	5 316
Impôt-santé des employeurs	4 605	4 617	4 551	4 701
Contribution-santé de l'Ontario	2 713	2 776	2 726	2 871
Taxe sur l'essence	2 360	2 323	2 365	2 366
Droits de cession immobilière	1 363	1 013	1 022	1 023
Taxe sur le tabac	1 127	1 044	1 080	966
Taxe sur les carburants	733	698	646	652
Taxe sur la bière et le vin (en remplacement des droits) ³	—	—	—	414
Paiements tenant lieu d'impôts (électricité)	546	830	525	481
Autres – Revenus fiscaux	481	352	353	342
	74 089	68 856	65 781	71 601
Gouvernement du Canada				
Transfert canadien en matière de santé	8 487	8 942	9 737	10 217
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	3 778	4 079	4 204	4 327
Péréquation	—	—	347	972
Programmes d'infrastructure	207	151	969	2 146
Programmes du marché du travail	664	797	1 261	1 207
Logement social	525	520	492	487
Fonds pour la réduction des temps d'attente	468	235	97	97
Autres paiements fédéraux	2 468	1 867	1 458	4 230
	16 597	16 591	18 565	23 683
Entreprises publiques				
Société des loteries et des jeux de l'Ontario	1 857	1 921	1 883	1 859
Régie des alcools de l'Ontario	1 374	1 410	1 419	1 465
Ontario Power Generation Inc./Hydro One Inc.	1 214	713	797	844
Autres – Entreprises publiques	(8)	(2)	(1)	(4)
	4 437	4 042	4 098	4 164
Autres revenus non fiscaux				
Remboursements	1 464	1 379	1 375	1 095
Droits – Permis de conduire et immatriculation des véhicules	1 051	1 034	1 045	1 067
Redevance de liquidation de la dette (électricité)	982	970	912	916
Ventes d'électricité	929	953	1 436	1 385
Ventes et locations	553	733	645	673
Autres droits et redevances	677	683	710	749
Droits sur la bière et le vin (remplacés par une taxe) ³	466	459	458	115
Réduction nette du passif lié aux conventions d'achat d'électricité	398	373	348	339
Redevances	193	205	184	195
Autres – Revenus non fiscaux	943	655	852	885
	7 656	7 444	7 965	7 419
Total des revenus	103 579	96 933	96 409	106 867

¹ En 2010-2011, la taxe de vente comprend la taxe de vente au détail et la taxe de vente harmonisée.Conformément à l'annonce faite dans le budget de 2009, à compter du 1^{er} juillet 2010, la taxe de vente au détail sera remplacée par une taxe sur la valeur ajoutée et combinée avec la taxe sur les produits et services fédérale pour créer une taxe de vente harmonisée administrée par le gouvernement fédéral.² Les revenus tirés des impôts fonciers prélevés aux fins scolaires seront imputés aux revenus au lieu d'être déduits des charges liées à l'éducation. Ces changements de présentation sont neutres sur le plan financier.³ La taxe sur la bière et le vin remplace les droits réduits sur la bière et le vin (-343 millions de dollars), et les taxes de vente réduites sur l'alcool (-71 millions de dollars). Il n'y a aucun nouveau revenu net pour la province.

Tableau 28

Total des charges (en millions de dollars)	Chiffres			
	réels	provisoires	2009-2010	Plan
Charges des ministères	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Affaires autochtones ¹	33	55	69,0	75,5
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales ¹	731	877	1 141,4	1 288,1
Procureur général	1 650	1 669	1 605,6	1 709,8
Commission de régie interne	257	188	195,0	195,0
Services à l'enfance et à la jeunesse	3 733	4 069	4 455,7	4 667,3
Affaires civiques et Immigration	90	89	104,3	112,4
Services sociaux et communautaires	7 549	8 001	8 673,3	9 263,2
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 982	2 121	2 257,7	2 690,6
Services aux consommateurs	54	58	54,4	60,0
Développement économique et Commerce ¹	328	245	262,3	349,8
Éducation ^{1,2}	18 733	19 626	20 636,4	21 363,7
Énergie et Infrastructure ¹	389	251	369,5	683,3
Environnement ¹	347	363	362,4	383,0
Bureaux du corps exécutif	36	35	35,6	33,1
Finances ¹	380	677	555,7	652,0
Office des affaires francophones	5	5	5,1	5,1
Services gouvernementaux ¹	916	939	1 230,8	1 102,4
Santé et Soins de longue durée	37 744	40 352	43 083,1	45 352,4
Promotion de la santé ¹	364	382	380,9	408,7
Travail	170	177	183,6	192,2
Affaires municipales et Logement ¹	744	756	693,0	686,4
Richesses naturelles	629	621	624,2	600,1
Développement du Nord, Mines et Forêts	506	645	637,6	857,3
Recherche et Innovation ¹	301	295	343,8	411,5
Revenu ¹	641	635	1 161,8	1 003,8
Tourisme et Culture ¹	584	566	684,0	715,1
Formation, Collèges et Universités ¹	5 787	6 081	6 663,4	7 147,2
Transports ¹	1 892	2 038	2 110,0	2 294,6
Intérêt sur la dette ³	8 914	8 566	8 930,0	9 961,2
Autres charges ¹	7 490	2 960	10 229,3	12 767,0
Économies de fin d'exercice ⁴	—	—	—	(1 174,5)
Total des charges	102 979	103 342	117 738,8	125 857,3

¹ Le détail des autres charges des ministères se trouve au tableau 29, Autres charges.

² Les charges liées à l'éducation comprennent maintenant les charges des conseils scolaires, y compris 20,9 milliards de dollars en 2010-2011, conformément aux explications données dans l'addenda au budget de l'Ontario de 2010, *Plan de l'Ontario pour renforcer la responsabilité, la transparence et la gestion financière*.

³ L'intérêt sur la dette ne comprend pas les intérêts capitalisés durant la construction d'immobilisations corporelles, se chiffrant à 109 millions de dollars en 2009-2010 et à 212 millions de dollars en 2010-2011.

⁴ Comme par les années passées, les économies de fin d'exercice témoignent de la sous-utilisation prévue des fonds traditionnellement constatée en fin d'exercice et attribuable à différents facteurs comme les économies réalisées dans les programmes ou encore des modifications au démarrage ou aux plans de mise en oeuvre de projets.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Autres charges
(en millions de dollars)

Tableau 29

Charges des ministères	Chiffres	Chiffres	Plan	
	réels	prov.		
	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Affaires autochtones				
Charge ponctuelle pour l'Entente de partage des recettes de jeux avec les Premières nations	201	—	—	—
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales				
Aide ponctuelle extraordinaire	274	—	—	—
Investissements de durée limitée dans l'infrastructure	—	—	842,1	1 898,0
Aide provisoire	76	13	28,5	9,0
Développement économique et Commerce				
Investissements ponctuels	152	—	—	—
Éducation				
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario ¹	342	50	255,0	525,0
Énergie et Infrastructure				
Fonds de prévoyance pour les immobilisations	—	—	—	200,0
Investissements ponctuels dans l'infrastructure municipale	450	—	—	—
Environnement				
Investissements ponctuels	—	68	36,5	—
Finances				
Aide ponctuelle au secteur de l'automobile ²	—	—	4 000,0	—
Investissements au titre de la <i>Loi de 2008 permettant d'investir dans l'Ontario</i>	1 149	—	—	—
Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario	907	905	782,9	645,5
Fonds de prévoyance pour le fonctionnement	—	—	50,0	1 840,4
Fonds de garantie des prestations de retraite	—	—	500,0	—
Achats d'électricité	929	953	1 436,0	1 385,0
Services gouvernementaux				
Prestations de retraite et autres avantages sociaux futurs	531	971	917,0	1 102,0
Promotion de la santé				
Investissements de durée limitée dans l'infrastructure	—	—	47,8	345,1
Affaires municipales et Logement				
Investissements de durée limitée dans le parc de logements sociaux et abordables des municipalités	100	—	585,3	659,3
Recherche et Innovation				
Investissements ponctuels	87	—	5,0	—
Revenu				
Soutien de transition au titre de la taxe de vente harmonisée	—	—	—	3 200,0
Tourisme et Culture				
Investissements ponctuels	57	—	—	—
Formation, Collèges et Universités				
Investissements de durée limitée	699	—	553,5	957,7
Transports				
Investissements ponctuels dans les transports en commun et l'infrastructure	1 536	—	189,7	—
Total des autres charges	7 490	2 960	10 229,3	12 767,0

¹ Les chiffres tiennent compte des recommandations du CCSP quant à la passation en charges des cotisations aux régimes de retraite. Les cotisations de contrepartie de l'Ontario sont passées de 808 millions de dollars en 2007-2008 à 1 245 millions de dollars en 2009-2010 et à 1 307 millions de dollars en 2010-2011.

² Tient compte de l'incidence financière prévue de l'aide de 4,8 milliards de dollars accordée par l'Ontario au secteur automobile.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Dépenses liées à l'infrastructure en 2010-2011
 (en millions de dollars)

Tableau 30

Secteur	Total des dépenses liées à l'infrastructure Chiffres provisoires 2009-2010	Plan 2010-2011			Total des dépenses liées à l'infrastructure
		Investissement dans les immobilisations	Transferts et autres dépenses liées à l'infrastructure ¹		
Transports					
Transports en commun	1 941	1 381	355		1 735
Agrandissement du réseau routier/Voies réservées aux véhicules multioccupants	873	1 018	–		1 018
Réfection de ponts et de routes	922	1 017	–		1 017
Autres – Transports ²	773	1 022	117		1 139
Santé					
Hôpitaux	2 306	2 065	10		2 075
Autres – Santé	299	311	143		454
Éducation – Conseils scolaires	1 731	1 657	–		1 657
Éducation postsecondaire					
Collèges	146	146	–		146
Universités	83	–	98		98
Eau/Environnement	505	41	306		348
Infrastructure municipale et locale	464	34	493		527
Justice	271	641	29		670
Autre	760	697	384		1 082
Investissements pour stimulation à court terme	1 627	697	3 679		4 376
Total partiel	12 702	10 728	5 614		16 342
Moins : contributions d'autres partenaires ³	514	464	–		464
Total sans les contributions des partenaires	12 188	10 264	5 614		15 878
Moins : transferts ⁴	1 120	487	2 179		2 666
Total des dépenses provinciales⁵	11 068	9 776	3 435		13 212

¹ Consistent principalement en transferts pour immobilisations aux municipalités et aux universités et en dépenses pour la réparation de biens d'immobilisations. Ces montants sont inclus dans les charges totales de la province au tableau 28.

² Comprend les activités de planification, l'acquisition de biens, les centres de services sur les routes et d'autres programmes d'infrastructure (p. ex., routes municipales et locales, aménagement d'aéroports dans les régions éloignées).

³ Contributions de tiers aux investissements dans les immobilisations des organismes dont les résultats sont consolidés (écoles, collèges et hôpitaux).

⁴ Surtout les transferts du gouvernement fédéral pour les investissements dans les immobilisations.

⁵ Le total des dépenses provinciales liées à l'infrastructure comprend des investissements de 8,5 milliards de dollars dans les immobilisations en 2009-2010.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Principales statistiques financières et économiques établies sur dix exercices¹
 (en millions de dollars)

	2001-2002	2002-2003 ²	2003-2004
Opérations financières			
Revenus	72 307	74 675	74 269
Charges			
Programmes	61 595	64 864	70 148
Intérêt sur la dette ⁴	10 337	9 694	9 604
Total des charges	71 932	74 558	79 752
Réserve	—	—	—
Excédent/(Déficit)	375	117	(5 483)
Dette nette ^{5,6}	132 121	132 647	138 816
Déficit accumulé ⁷	132 121	118 705	124 188
Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché	453 701	477 763	493 081
Revenu des particuliers	361 187	369 420	381 127
Population – Juillet (en milliers)	11 897	12 091	12 242
Dette nette par habitant (en dollars)	11 105	10 971	11 339
Revenu des particuliers par habitant (en dollars)	30 360	30 553	31 133
Total des charges en pourcentage du PIB	15,9	15,6	16,2
Intérêt sur la dette en pourcentage des revenus	14,3	13,0	12,9
Dette nette en pourcentage du PIB	29,1	27,8	28,2
Déficit accumulé en pourcentage du PIB	29,1	24,8	25,2

¹ Tant les revenus que les charges ont été redressés pour tenir compte d'une modification comptable neutre sur le plan financier découlant de la présentation révisée des impôts fonciers prélevés aux fins scolaires.

² Depuis 2002-2003, les investissements dans les immobilisations corporelles importantes appartenant à la province (terrains, immeubles et infrastructure de transport) sont inscrits à l'actif et amortis dans les charges pendant toute la durée de leur vie utile. À compter de 2009-2010, les investissements dans les immobilisations corporelles moins importantes appartenant à la province (infrastructure et systèmes de technologie de l'information, parcs de véhicules automobiles, de bateaux et d'aéronefs) seront également inscrits à l'actif et amortis dans les charges. Sont comptabilisées selon la même méthode toutes les immobilisations appartenant à des organismes dont les résultats sont consolidés.

³ Depuis 2005-2006, la présentation de la situation financière de la province englobe les hôpitaux, les conseils scolaires et les collèges. Le total des charges des exercices antérieurs à 2005-2006 n'a pas été redressé pour tenir compte de ce fait.

⁴ L'intérêt sur la dette ne comprend pas les intérêts capitalisés durant la construction d'immobilisations corporelles, se chiffrant à 109 millions de dollars en 2009-2010 et à 212 millions de dollars en 2010-2011.

⁵ La dette nette représente la différence entre les passifs et les actifs financiers. La variation annuelle de la dette nette équivaut à l'excédent ou au déficit de la province, compte tenu de la variation sur le plan des actifs non financiers, et, depuis le 1^{er} avril 2007, de la variation de la juste valeur des fonds de l'ONFA.

Sources : ministère des Finances de l'Ontario et Statistique Canada.

Tableau 31

2004-2005	2005-2006 ³	2006-2007	2007-2008	2008-2009	Chiffres	Chiffres	Plan
					réels	provisoires	
2009-2010 ²	2010-2011						
83 861	90 305	96 640	103 579	96 933	96 409	106 867	
76 048	80 988	85 540	94 065	94 776	108 809	115 896	
9 368	9 019	8 831	8 914	8 566	8 930	9 961	
85 416	90 007	94 371	102 979	103 342	117 739	125 857	
—	—	—	—	—	—	700	
(1 555)	298	2 269	600	(6 409)	(21 330)	(19 690)	
140 921	149 928	150 618	153 188	165 864	193 226	219 991	
125 743	109 155	106 776	105 617	113 238	134 568	154 258	
516 106	537 383	560 286	585 723	587 827	567 199	592 155	
400 994	419 457	442 615	464 593	482 086	480 379	496 232	
12 391	12 528	12 665	12 795	12 936	13 069	13 194	
11 373	11 967	11 892	11 972	12 822	14 785	16 674	
32 362	33 482	34 948	36 311	37 267	36 757	37 610	
16,6	16,7	16,8	17,6	17,6	20,8	21,3	
11,2	10,0	9,1	8,6	8,8	9,3	9,3	
27,3	27,9	26,9	26,2	28,2	34,1	37,2	
24,4	20,3	19,1	18,0	19,3	23,7	26,1	

⁴ Depuis 2009-2010, la dette nette comprend la dette nette des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges conformément aux normes du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public. À titre de comparaison, la dette nette a été redressée de 2005-2006 à 2008-2009 pour tenir compte de la présentation révisée de l'information financière. La dette nette a aussi été redressée en 2003-2004, 2004-2005 et 2005-2006 pour tenir compte de la valeur des corridors de transmission électrique que Hydro One Inc. a transférés à la province.

Le déficit accumulé représente la différence entre, d'une part, les passifs et, d'autre part, la totalité des actifs. La variation annuelle du déficit accumulé équivaut à l'excédent ou au déficit et, depuis le 1^{er} avril 2007, à la variation de la juste valeur des fonds de l'ONFA. Pour l'exercice 2005-2006, la variation du déficit accumulé découle, entre autres, des actifs d'ouverture nets combinés des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges qui ont été pris en compte lors de la consolidation de ces organismes parapublics. Pour l'exercice 2006-2007, la variation du déficit accumulé comprend un rajustement en début d'exercice de la dette non provisionnée de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario. Pour l'exercice 2007-2008, la baisse de 1,2 milliard de dollars du déficit accumulé est attribuable à un changement apporté à la politique comptable et comprend 0,6 milliard de dollars de l'excédent de fonctionnement de la province. En vertu de ce changement, les fonds versés aux termes de l'ONFA sont comptabilisés à leur juste valeur dans les livres de l'Ontario Power Generation Inc. et, à la consolidation, dans les états financiers consolidés de la province.

Sources : ministère des Finances de l'Ontario et Statistique Canada.

Composition des revenus 2010-2011

Graphique 19

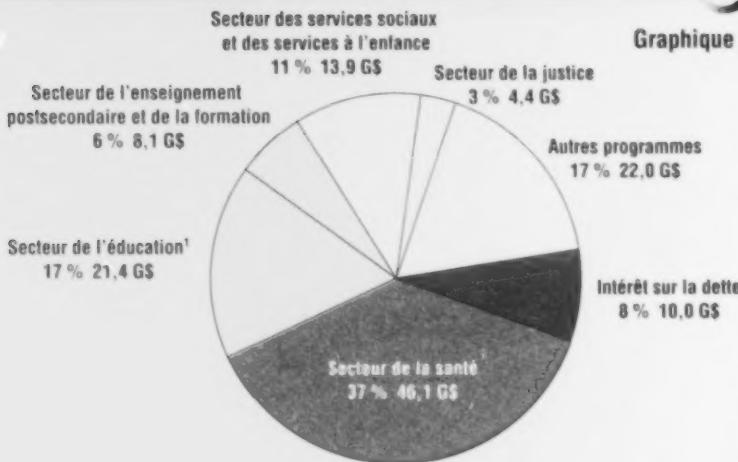


Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Composition des charges totales 2010-2011



Graphique 20



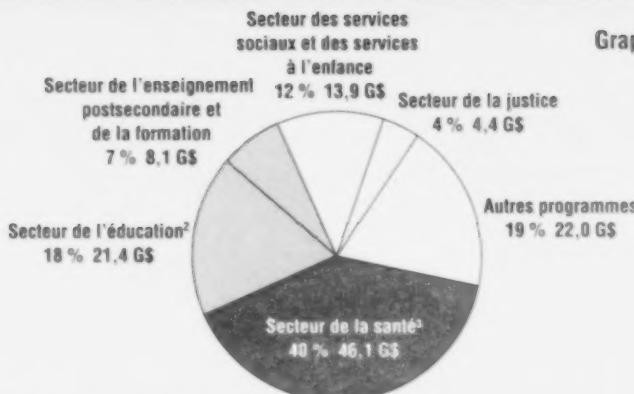
¹ Exclut le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Composition des charges de programmes¹ 2010-2011



Graphique 21



¹ Charges de programmes : charges totales moins intérêt sur la dette.

² Exclut le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario.

³ Lorsqu'on tient compte des investissements non renouvelés et du mode de présentation des charges du secteur de l'éducation mis en oeuvre dans le présent budget (voir l'addenda au budget de l'Ontario de 2010 intitulé *Plan de l'Ontario pour renforcer la responsabilité, la transparence et la gestion financière*), les charges du secteur de la santé représentent 46 % et 45 % des charges totales en 2009-2010 et 2010-2011 respectivement.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Soutien découlant des activités de jeu et affecté aux services de santé, à la Fondation Trillium de l'Ontario et aux collectivités

Le produit des activités de jeu qui revient à la province continue d'être utilisé pour soutenir les priorités provinciales, notamment le fonctionnement et le soutien des hôpitaux, les organismes de bienfaisance, les sports amateurs, les collectivités et le secteur agricole.

Soutien aux services de santé, aux organismes de bienfaisance, au traitement du jeu problématique et aux programmes connexes (en millions de dollars) Tableau 32

	Chiffres provisoires 2009-2010	Plan 2010-2011
Revenus tirés des loteries, des casinos de bienfaisance et des machines à sous dans les hippodromes :		
Fonctionnement des hôpitaux	1 543	1 567
Fondation Trillium de l'Ontario	120	120
Programmes de traitement du jeu problématique et programmes connexes	40	39
Sports amateurs de l'Ontario	10	10
Revenus tirés des casinos commerciaux :		
Priorités générales du gouvernement	171	123
Total	1 883	1 859

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Revenus tirés des loteries, des casinos de bienfaisance et des machines à sous dans les hippodromes

Aux termes de la *Loi de 1999 sur la Société des loteries et des jeux de l'Ontario*, les revenus provinciaux nets générés par les loteries, les casinos de bienfaisance et les machines à sous dans les hippodromes doivent être utilisés pour soutenir des services tels que le fonctionnement des hôpitaux, les programmes de traitement du jeu problématique et les programmes connexes, les sports amateurs ainsi que le financement d'organismes de bienfaisance et à but non lucratif par l'entremise de la Fondation Trillium de l'Ontario.

On estime que des revenus nets de 1 567 millions de dollars provenant de loteries, de casinos de bienfaisance et de machines à sous dans les hippodromes seront affectés au fonctionnement des hôpitaux en 2010-2011.

La Fondation Trillium de l'Ontario recevra 120 millions de dollars en 2010-2011 pour l'édification de collectivités fortes et saines. Elle distribuera ces fonds à des organismes de bienfaisance et à but non lucratif dans les secteurs des arts et de la culture, des sports et des loisirs, des services sociaux et à la personne, ainsi que de l'environnement.

Deux pour cent des revenus bruts tirés des machines à sous, ce qui devrait représenter 39 millions de dollars en 2010-2011, sont affectés à des programmes de recherche, de prévention et de traitement touchant le jeu problématique.

La loterie Quest for Gold permettra d'accorder, en 2010-2011, un soutien financier direct estimé à 10 millions de dollars aux athlètes amateurs ontariens de haut niveau.

Revenus tirés des casinos commerciaux

En 2010-2011, les revenus provinciaux nets tirés des casinos commerciaux, estimés à 123 millions de dollars, seront utilisés pour soutenir les priorités générales du gouvernement, notamment les services de santé, l'éducation et l'infrastructure publique. En plus de soutenir ces priorités, les activités des casinos commerciaux procurent environ 10 800 emplois directs en Ontario et fournissent à leur collectivité respective des attractions vitales en matière de tourisme et de développement économique.

Autres bénéficiaires des revenus générés par les casinos de bienfaisance et les machines à sous dans les hippodromes

**Soutien au secteur agricole et aux municipalités
(en millions de dollars)**

Tableau 33

	Chiffres provisoires 2009-2010	Plan 2010-2011
Secteur agricole ¹	333	346
Municipalités	76	77
Total	409	423

¹ La part des revenus tirés des machines à sous des hippodromes qui revient au secteur agricole et la part des revenus tirés des machines à sous des casinos de bienfaisance et des hippodromes qui revient aux municipalités sont versées directement par la Société des loteries et des jeux de l'Ontario.

Environ 20 % des revenus bruts générés par les machines à sous des hippodromes visent à favoriser la croissance économique de l'industrie des courses de chevaux. Depuis 1998, cette initiative a permis de verser plus de 2,9 milliards de dollars à cette composante clé du secteur agricole de la province. Pour 2010-2011, on évalue à 346 millions de dollars le soutien supplémentaire qui sera accordé.

Une partie des revenus bruts générés par les machines à sous, évaluée à 77 millions de dollars en 2010-2011, sera fournie aux municipalités où se trouvent des casinos de bienfaisance et des machines à sous dans les hippodromes. Ces revenus compenseront en partie les coûts de l'infrastructure et des services locaux.

Chapitre III

Un régime fiscal et des régimes de retraite pour assurer l'avenir de l'Ontario







POINTS SAILLANTS

Plan fiscal de l'Ontario pour stimuler la création d'emplois et la croissance

- En 10 ans, le plan contribuera à créer près de 600 000 emplois nets, à attirer de nouveaux investissements d'entreprises de 47 milliards de dollars et à accroître les revenus annuels d'un pourcentage pouvant atteindre 8,8 %.
- On accordera un allégement fiscal de 11,8 milliards de dollars aux particuliers sur trois ans, y compris une réduction de l'impôt sur le revenu pour 93 % des contribuables.
- 90 000 déclarants à faible revenu n'auront plus à payer l'impôt ontarien sur le revenu.
- Toujours grâce au plan, le taux ontarien d'imposition sera le plus faible au Canada sur la première tranche de 37 106 \$ de revenu imposable.
- Le plan soutient les particuliers et les familles à revenu faible ou moyen en bonifiant les crédits d'impôts fonciers et de taxe de vente.
- On versera des paiements de transition de 4,2 milliards de dollars aux Ontariennes et aux Ontariens pour les aider à s'adapter à la taxe de vente harmonisée.
- Les impôts sur le revenu des petites et des grandes entreprises seront réduits.

Modernisation des régimes de retraite et du système de revenu de retraite

- Le projet de loi 236, *Loi de 2010 modifiant la Loi sur les régimes de retraite*, a été déposé en décembre 2009. Ce projet de loi propose la plus importante réforme des régimes de retraite en Ontario en plus de 20 ans.
- Le gouvernement poursuivra son processus consultatif de réforme des régimes de retraite en 2010. Il s'inspirera des recommandations formulées dans le rapport de la Commission d'experts en régimes de retraite et des commentaires des intervenants.
- Dans le cadre de l'examen national du système de revenu de retraite, le gouvernement poursuivra les consultations sur les améliorations pouvant être apportées au système de revenu de retraite pour répondre aux besoins des personnes âgées de demain.

PLAN FISCAL DE L'ONTARIO POUR STIMULER LA CRÉATION D'EMPLOIS ET LA CROISSANCE

Le plan fiscal présenté dans le budget de 2009 améliorera considérablement la compétitivité de l'Ontario, ce qui permettra d'attirer de nouveaux investissements d'entreprises, et réduira l'impôt sur le revenu des particuliers. De plus, il entraînera la création d'emplois et une hausse des revenus, et soutiendra les priorités clés telles que les soins de santé et l'éducation en créant une économie plus forte et plus compétitive.

Selon une étude effectuée par le fiscaliste Jack Mintz, le plan fiscal sera très avantageux pour la population de l'Ontario. En effet, le professeur Mintz estime que, d'ici 2020, les mesures fiscales annoncées dans le budget de 2009, conjuguées à d'autres modifications fiscales récentes, hausseront les investissements des entreprises de 47 milliards de dollars, augmenteront les revenus annuels d'un pourcentage pouvant atteindre 8,8 % et créeront près de 600 000 emplois nets.

Pour consulter le rapport du professeur Mintz, visiter le site www.rev.gov.on.ca/fr/taxchange/pdf/mintz.pdf.

L'élimination de la taxe de vente au détail (TVD) perçue sur les achats de biens d'équipement neufs effectués par les entreprises est un élément clé du plan fiscal. Des études économiques ont démontré que l'élimination de la TVD perçue sur ces achats a un effet positif plus important sur la croissance économique que toute autre mesure fiscale¹. Par conséquent, la mise en œuvre de la taxe de vente harmonisée (TVH) et les réductions de l'impôt sur le revenu des sociétés (IRS) auront un effet positif beaucoup plus important sur l'économie que les réductions de l'IRS à elles seules.

¹ Maximilian Baylor et Louis Beauséjour, *Taxation and Economic Efficiency: Results from a Canadian CGE Model*, Finances Canada, document de travail 2004-10, novembre 2004, tableau 5.

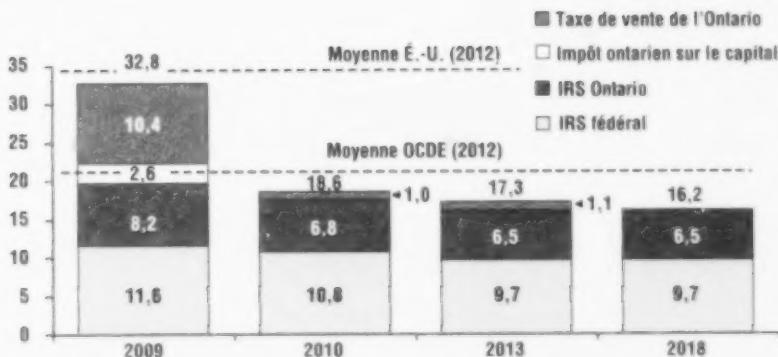
La hausse des investissements des entreprises dans les immobilisations est essentielle pour assurer une croissance économique soutenue et créer des emplois bien rémunérés. Dans cette optique, le taux effectif marginal d'imposition (TEMI) de l'Ontario, qui permet d'évaluer le fardeau fiscal associé aux nouveaux investissements, sera réduit de moitié d'ici 2018, ce qui fera de l'Ontario un des endroits les plus attrayants du monde industrialisé pour les investissements des entreprises et la création d'emplois⁷.

Réduction de moitié du TEMI de l'Ontario sur les nouveaux investissements des entreprises*



En pourcentage

Graphique 1



*Nota : * Comprend les réductions du taux ontarien de l'impôt sur le revenu des sociétés (IRS) et la taxe de vente harmonisée annoncées dans le budget de 2009, l'élimination graduelle de l'impôt ontarien sur le capital qui sera achevée le 1^{er} juillet 2010 et la réduction du taux général fédéral de l'IRS, qui sera ramené à 15 % d'ici 2012.*

Sources : ministère des Finances de l'Ontario et ministère des Finances Canada.

⁷ Le TEMI est une mesure globale de l'impôt s'appliquant à un dollar supplémentaire de revenu provenant d'un nouvel investissement dans les immobilisations. Il tient compte des impôts fédéraux et provinciaux sur le revenu des sociétés, de l'impôt sur le capital et des taxes de vente.

Taxe de vente harmonisée

À compter du 1^{er} juillet 2010, la TVD désuète sera remplacée par une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et combinée à la taxe sur les produits et services (TPS) fédérale pour créer une TVH, qui sera administrée par le gouvernement fédéral. La TVA est une taxe de consommation multi-stades qui s'applique à toute la chaîne d'approvisionnement, que les biens et services achetés soient utilisés par les entreprises ou les consommateurs. La taxe perçue sur les intrants est remboursée à la plupart des entreprises sous forme de crédits de taxe sur les intrants. La composante provinciale de la TVH sera de 8 %, soit l'équivalent du taux général actuel de la TVD, et la composante fédérale sera de 5 %, pour un taux combiné de 13 %.

En plus de prévoir la mise en oeuvre de la TVH, le plan fiscal de l'Ontario pour stimuler la création d'emplois et la croissance accorde un allégement fiscal permanent et temporaire important aux particuliers et aux entreprises.

Réductions d'impôt pour les particuliers

On accorde aux particuliers un allégement fiscal totalisant 11,8 milliards de dollars sur trois ans en réduisant de façon permanente l'impôt sur le revenu des particuliers (IRP), en bonifiant les crédits d'impôts fonciers et de taxe de vente, et en accordant des paiements directs pour aider la population de l'Ontario à s'adapter à la TVH.

- Le 1^{er} janvier 2010, le taux de la première tranche d'imposition a été réduit de un point de pourcentage, passant de 6,05 % à 5,05 %. Par conséquent, 93 % des contribuables paieront moins d'IRP et environ 90 000 déclarants à faible revenu ne paieront plus l'IRP de l'Ontario. Pour 2010, les Ontariennes et Ontariens jouissent du plus faible taux d'imposition provincial au Canada sur la première tranche de 37 106 \$ de revenu imposable.

- Pour atténuer l'incidence de la TVH, deux nouveaux crédits d'impôt remplacent les crédits combinés d'impôt foncier et de taxe sur les ventes à compter de 2010. Les nouveaux crédits sont remboursables et accordent un allégement fiscal aux personnes à revenu faible ou moyen. Le crédit de taxe de vente de l'Ontario procurera un allégement fiscal au titre de la taxe de vente de plus de 1 milliard de dollars, par année de calcul des prestations, à environ 3,1 millions de familles et de particuliers. Il sera payé tous les trimestres à compter d'août 2010. Dans le présent budget, le gouvernement propose de déposer un projet de loi afin de convertir le crédit d'impôts fonciers de l'Ontario en crédit d'impôt de l'Ontario pour les coûts d'énergie et les impôts fonciers. Ce crédit accorderait un allégement fiscal de plus de 1,2 milliard de dollars au titre des coûts d'énergie et des impôts fonciers à environ 2,8 millions de particuliers et de familles par année. Il serait payé tous les trimestres à compter de l'été 2011.
- Pour aider la population de l'Ontario à s'adapter à la TVH, les résidents de l'Ontario admissibles de 18 ans ou plus, qui ont un conjoint légal ou de fait ou qui vivent avec un enfant à charge, recevront la prestation de transition au titre de la taxe de vente en juin 2010, décembre 2010 et juin 2011. Les familles admissibles (y compris les familles monoparentales) ayant un revenu familial net redressé de 160 000 \$ ou moins recevront trois paiements totalisant 1 000 \$. Les personnes seules admissibles ayant un revenu net redressé de 80 000 \$ ou moins recevront trois paiements totalisant 300 \$.

L'Ontario accordera un allégement ciblé au titre de la TVH aux particuliers et aux organismes de services publics clés par l'entremise d'exemptions aux points de vente et de remboursements.

Soutien aux particuliers et aux organismes de services publics **Tableau 1**
(en millions de dollars)

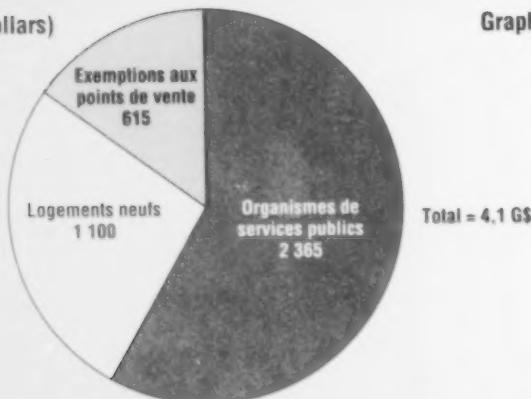
Soutien aux particuliers		2010-2011	2011-2012	2012-2013
Exemptions de la TVH aux points de vente				
Livres		(65)	(90)	(90)
Produits d'hygiène féminine et couches		(30)	(45)	(45)
Chaussures pour enfants		(25)	(35)	(35)
Vêtements pour enfants		(105)	(145)	(150)
Sièges d'auto pour enfants et sièges d'appoint		(4)	(5)	(5)
Journaux imprimés		(35)	(50)	(50)
Aliments et boissons préparés (4 \$ et moins)		(180)	(245)	(255)
Total – Exemptions aux points de vente		(444)	(615)	(630)
Bonification du remboursement ontarien pour les logements neufs		(960)	(1 100)	(1 165)
Total		(1 404)	(1 715)	(1 795)
Soutien aux organismes de services publics				
Remboursements de la TVH accordés aux organismes de services publics (OSP)		2010-2011	2011-2012	2012-2013
Municipalités		(710)	(960)	(980)
Universités		(135)	(180)	(185)
Collèges publics		(40)	(55)	(55)
Administrations scolaires		(270)	(365)	(370)
Administrations hospitalières		(295)	(400)	(410)
Organismes de bienfaisance		(250)	(340)	(345)
Organismes sans but lucratif admissibles		(50)	(65)	(70)
Total – Remboursements accordés aux OSP		(1 750)	(2 365)	(2 415)
Total – Exemptions aux points de vente et remboursements accordés aux OSP		(3 154)	(4 080)	(4 210)

Remboursements de la taxe de vente en 2011-2012



(en millions de dollars)

Graphique 2



A titre d'illustration seulement. Basé sur les données administratives et les tableaux provinciaux des entrées-sorties de 2006. Pour plus de renseignements sur les remboursements de la TVH, consulter le budget de 2009, le plan fiscal de l'Ontario pour stimuler la création d'emplois et la croissance et l'avis d'information n° 2 sur la taxe de vente harmonisée – le 18 juin 2009.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Réductions d'impôt pour les entreprises

Des réductions d'impôt pour les petites et les grandes entreprises totalisant plus de 4,6 milliards de dollars sur trois ans entreront en vigueur le 1^{er} juillet 2010. Elles comprennent les réductions suivantes :

- le taux général de l'IRS passera de 14 % à 12 %, puis à 10 %, sur trois ans;
- le taux de l'IRS pour les revenus tirés de la fabrication et de la transformation, de l'exploitation minière, de l'agriculture, de l'exploitation forestière et de la pêche passera de 12 % à 10 %;
- le taux de l'IRS pour les petites entreprises passera de 5,5 % à 4,5 %;
- la surtaxe de 4,25 % sur la déduction accordée aux petites entreprises sera éliminée.

Ces réductions d'impôt se greffent aux économies annuelles de plus de 1,6 milliard de dollars que réalisent les entreprises grâce à l'élimination de l'impôt sur le capital le 1^{er} juillet 2010.

Le plan fiscal pour stimuler la création d'emplois et la croissance réduit les revenus de l'Ontario de plus de 4 milliards de dollars au cours des trois premières années, déduction faite de l'aide fédérale de transition de 4,3 milliards de dollars.

**Plan fiscal pour stimuler la création d'emplois et la croissance – Variations des revenus¹
(en millions de dollars)**

Tableau 2

	2010-2011	2011-2012	2012-2013
Transformation de l'assiette de la TVD en assiette de la TVH	1 210	2 025	2 180
Mesures fiscales pour les particuliers			
Réduction de l'impôt sur le revenu des particuliers	(1 140)	(1 205)	(1 270)
Crédit de taxe de vente de l'Ontario	(560)	(860)	(910)
Crédit d'impôt de l'Ontario pour les coûts d'énergie et les impôts fonciers	(470)	(530)	(600)
Prestation ontarienne de transition au titre de la taxe de vente ²	(2 785)	(1 460)	–
	(4 955)	(4 055)	(2 780)
Mesures fiscales pour les entreprises			
Réductions de l'IRS et de l'impôt minimum des sociétés	(510)	(1 410)	(1 845)
Réduction du taux de l'IRS applicable aux petites entreprises	(45)	(150)	(155)
Élimination de la surtaxe pour les petites entreprises	(15)	(65)	(70)
Aide de transition pour les petites entreprises ²	(400)	–	–
	(970)	(1 625)	(2 070)
Restrictions temporaires des crédits de taxe sur les intrants pour les entreprises	685	955	995
Total – Mesures de réforme du régime fiscal	(4 030)	(2 700)	(1 675)

¹ Les variations des revenus comprennent l'aide transitoire provisoire accordée aux particuliers et aux entreprises. Cette aide est financée surtout par des paiements fédéraux de 4,3 milliards de dollars sur deux ans.

² La prestation de transition est imputée au poste des charges de programmes.

On trouvera d'autres renseignements sur le plan fiscal de l'Ontario pour stimuler la création d'emplois et la croissance sur le site ontario.ca/modificationfiscale.

DÉTAILS DES MESURES FISCALES

Crédit d'impôt de l'Ontario pour les coûts d'énergie et les impôts fonciers

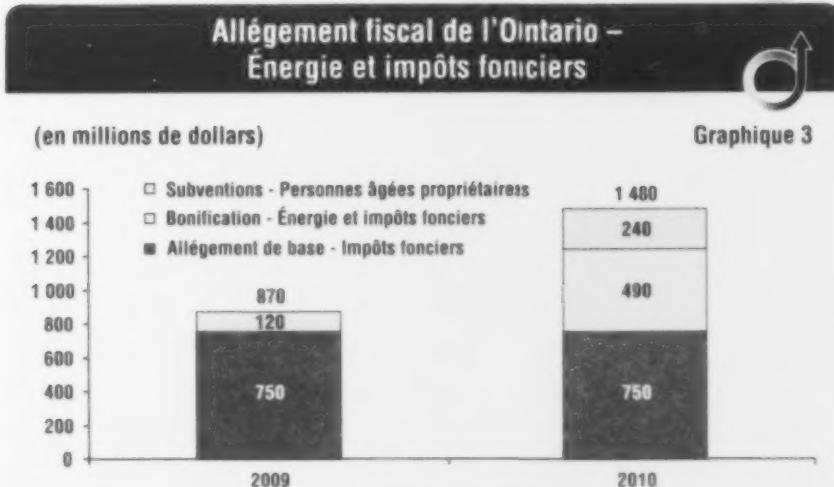
Le plan fiscal de l'Ontario pour stimuler la création d'emplois et la croissance a augmenté considérablement l'allégement fiscal accordé aux personnes seules et aux familles à revenu faible ou moyen au titre des impôts fonciers et de la taxe de vente. Ainsi, aux termes du nouveau crédit de taxe de vente de l'Ontario, chaque adulte et enfant faisant partie d'une famille admissible peut recevoir tous les trimestres un montant pouvant atteindre 260 \$ par année, ce qui représente une bonification de plus de 800 millions de dollars par année de calcul des prestations. En recevant quatre paiements moins élevés par année au lieu d'un montant unique au moment de la production de la déclaration de revenus, il est plus facile pour les familles de gérer leurs finances.

Dans le présent budget, le gouvernement propose de déposer un projet de loi afin de convertir le crédit d'impôts fonciers de l'Ontario en crédit d'impôt de l'Ontario pour les coûts d'énergie et les impôts fonciers. Pour l'année d'imposition 2010, ce crédit d'impôt permettrait d'accorder une aide de plus de 1,2 milliard de dollars par année, une augmentation de 455 millions de dollars comparativement à l'allégement fiscal accordé en 2009, en raison des bonifications annoncées dans le budget de 2009.

Pour la première année d'application, le crédit d'impôt de l'Ontario pour les coûts d'énergie et les impôts fonciers serait accordé après que les particuliers auraient présenté leur déclaration de revenus de 2010 en 2011. À compter de 2011, ce crédit serait payé tous les trois mois, comme c'est le cas pour le crédit de taxe de vente de l'Ontario. Le gouvernement consultera les groupes qui s'intéressent aux politiques sociales afin de déterminer le moment d'effectuer les paiements pour répondre le mieux aux besoins des personnes qui bénéficieront de ces crédits d'impôt.

De plus, en raison des coûts d'énergie plus élevés dans le Nord, le gouvernement propose un nouveau crédit pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario. Pour plus de renseignements, voir le chapitre I, *Plan de l'Ontario pour la prospérité*.

Tel qu'indiqué dans le graphique 3, les hausses adoptées par voie législative et les améliorations proposées pour 2010 bonifieraient les allégements fiscaux au titre des coûts d'énergie et des impôts fonciers accordés aux personnes à revenu faible ou moyen de 70 % par rapport à 2009.



L'estimation pour 2009 représente le volet impôts fonciers des crédits d'impôt foncier et de taxe sur les ventes de l'Ontario et la Subvention ontarienne aux personnes âgées propriétaires pour l'impôt foncier de 250 \$ pour 2009. L'estimation pour 2010 représente le crédit d'impôt de l'Ontario pour les coûts d'énergie et les impôts fonciers proposé, le crédit pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario proposé et la Subvention ontarienne aux personnes âgées propriétaires pour l'impôt foncier de 500 \$ pour 2010.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Adoption de mesures fiscales fédérales

En vertu de l'Accord de perception fiscale Canada-Ontario, l'Ontario adoptera automatiquement certaines mesures relatives à l'IIRP et à l'IRS, et leurs dates d'entrée en vigueur, contenues dans le budget fédéral de 2010. Ces mesures comprennent des propositions portant sur ce qui suit :

- le transfert du produit de certains régimes enregistrés à un régime enregistré d'épargne-invalidité;
- l'imposition de la Prestation universelle pour la garde d'enfants;
- le crédit d'impôt pour frais médicaux;
- l'exonération au titre des bourses et le crédit d'impôt pour études;

- le traitement des options d'achat d'actions des employés;
- la déduction accordée relativement aux prestations reçues de la sécurité sociale des États-Unis;
- le contingent des versements pour les organismes de bienfaisance;
- le régime de la déduction pour amortissement.

Aide aux entreprises pour la transition à la taxe de vente harmonisée

Pour donner suite aux mesures mises en oeuvre grâce à la *Loi de 2009 sur le plan fiscal de l'Ontario pour accroître l'emploi et la croissance*, visant notamment à mettre fin graduellement à l'indemnité payée aux vendeurs au titre de la TVD le 31 mars 2010, le gouvernement propose de prolonger le paiement de cette indemnité, qui pourrait atteindre 375 \$ pour la période de perception réduite de la TVD allant du 1^{er} avril 2010 au 30 juin 2010.

De plus, on apporterait une modification de forme pour permettre à la province de prescrire la période de 12 mois servant à calculer le seuil de ventes taxables de 2 millions de dollars aux fin de l'aide de transition pour les petites entreprises.

Modifications apportées à la taxe de vente perçue sur certains types d'assurances

Comme on continuera de percevoir la taxe sur certains types d'assurances aux termes de la *Loi sur la taxe de vente au détail* après le 30 juin 2010, le gouvernement propose que les vendeurs d'assurances taxables demeurent admissibles à une indemnité pouvant atteindre 1 500 \$ par année. Pour l'année de transition allant du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011, l'indemnité payée aux vendeurs d'assurances pourrait atteindre 375 \$ pour la période allant du 1^{er} avril 2010 au 30 juin 2010 et 1 125 \$ pour la période allant du 1^{er} juillet 2010 au 31 mars 2011.

On propose également une modification à la taxe qui continuera d'être perçue sur les assurances pour s'assurer que certains coûts et frais, comme les frais d'administration de régimes d'avantages sociaux, ne sont pas assujettis à la fois à la TVH et à la TVD. Pour ce faire, on exempterait ces coûts et frais de la TVD perçue sur les assurances.

Imposition des groupes de sociétés

Dans le budget de 2009, le gouvernement a présenté un plan de modernisation du régime fiscal de l'Ontario qui améliorera considérablement la compétitivité de la province sur le plan des nouveaux investissements d'entreprises.

L'administration unique des impôts des sociétés a elle aussi réduit le coût de faire des affaires en Ontario. Le gouvernement McGuinty continue de chercher des moyens d'améliorer le régime fiscal et de renforcer la compétitivité à long terme de l'économie ontarienne.

Dans son budget de 2010, le gouvernement fédéral s'est engagé à étudier de nouvelles règles d'imposition des groupes de sociétés qui, par exemple, pourraient exiger la production de déclarations consolidées. L'Ontario accueille favorablement cet examen et est heureux de constater que le gouvernement fédéral a reconnu la validité des préoccupations des provinces quant à l'utilisation des pertes fiscales à l'intérieur des groupes de sociétés. L'Ontario est prêt à collaborer avec le gouvernement fédéral afin d'étudier divers moyens de régler la question des effets de ces opérations sur les impôts provinciaux et la répartition interprovinciale des revenus.

En attendant que des modifications soient apportées au régime fiscal, l'Ontario demande au gouvernement fédéral, qui administre les impôts ontariens des sociétés, de s'assurer que les sociétés utilisent les pertes fiscales dans la province où elles les ont essuyées. Ainsi, les pertes seront traitées de façon équitable et raisonnable conformément aux principes de la répartition interprovinciale des revenus. Le cas échéant, l'Ontario envisagera de prendre des mesures administratives pour assurer le respect de ces principes.

MESURES ADMINISTRATIVES

Soutien à la transition à la taxe de vente harmonisée

Le gouvernement propose les modifications suivantes à la *Loi sur la taxe de vente au détail*, qui feraient fond sur les mesures mises en oeuvre aux termes de la *Loi de 2009 sur le plan fiscal de l'Ontario pour accroître l'emploi et la croissance* et aideraient elles aussi les consommateurs et les entreprises à faire la transition à la TVH :

- Une modification permettant aux vendeurs d'accorder un remboursement de la TVD aux acheteurs après le 31 octobre 2010, sauf en ce qui concerne les biens retournés. Pour les biens achetés avant le 1^{er} juillet 2010 et retournés aux vendeurs après le 31 octobre 2010, les acheteurs pourraient continuer de demander un remboursement de la TVD en s'adressant directement au ministère du Revenu de l'Ontario.
- Une modification permettant d'accorder un remboursement de la TVD lorsqu'un acheteur a payé à la fois la TVD et la TVH sur des biens ou des services acquis le 1^{er} juillet 2010 ou après cette date.
- Une modification faisant en sorte que les véhicules à immatriculation multilatérale ne soient plus assujettis à la TVD lorsque leur immatriculation aux termes de l'entente appelée International Registration Plan devient caduque le 1^{er} juillet 2010 ou après cette date, tel qu'annoncé dans le document intitulé *Plan fiscal de l'Ontario pour stimuler la création d'emplois et la croissance*.
- Une modification confirmant que l'exemption visant les dons de véhicules d'occasion entre frères et soeurs serait en vigueur à compter du 1^{er} juillet 2010, tel qu'annoncé dans le document intitulé *Plan fiscal de l'Ontario pour stimuler la création d'emplois et la croissance*.

À compter du 1^{er} juillet 2010, les détaillants de tabac ne pourront plus obtenir de permis de vendeur aux termes de la *Loi sur la taxe de vente au détail*. On propose de modifier la *Loi de la taxe sur le tabac* pour exiger que les détaillants de tabac qui n'ont pas de permis de vendeur le 30 juin 2010 obtiennent un permis de détaillant aux termes de cette loi.

Loi sur les droits de cession immobilière : réorganisation des organismes de bienfaisance

On proposera des modifications réglementaires afin d'exempter des droits de cession immobilière certaines cessions de biens-fonds effectuées après le 25 mars 2010 par des organismes de bienfaisance enregistrés. Les biens-fonds cédés par des fiduciaires à une société sans capital-actions et ceux cédés par une société sans capital-actions à une autre société de ce type seraient exemptés des droits de cession immobilière si :

- les activités de la société sans capital-actions sont aux mêmes fins caritatives et visent les mêmes membres;
- aucune contrepartie n'est versée, autre que la prise en charge de toute obligation existante enregistrée à l'égard du bien-fonds.

Financement durable du secteur du tourisme

Une des recommandations clés formulées dans l'Étude sur la compétitivité de l'industrie du tourisme de l'Ontario, dirigée par Greg Sorbara, a été mise en oeuvre grâce à l'adoption de la *Loi de 2009 sur le plan fiscal de l'Ontario pour accroître l'emploi et la croissance*. Cette recommandation porte sur la perception d'une taxe pour le développement du tourisme régional sur le logement temporaire à compter d'une date promulguée. On propose de modifier la *Loi sur le ministère du Tourisme et des Loisirs* afin de permettre que les revenus générés par cette taxe dans une région touristique donnée soient versés à l'organisme touristique de cette région. Les revenus versés ne pourraient pas dépasser le montant perçu dans la région donnée, déduction faite des coûts engagés par la province pour administrer la taxe.

MESURES NON LIÉES AU RÉGIME FISCAL

Le gouvernement propose des modifications aux lois suivantes :

- la *Loi favorisant un Ontario sans fumée*, pour aider à empêcher les jeunes de commencer à fumer et aider les fumeurs à abandonner le tabac;
- la *Loi de 2006 sur l'intégration du système de santé local*, pour accorder le temps nécessaire à un examen approfondi de la Loi et des pouvoirs conférés aux réseaux locaux d'intégration des services de santé;

- la *Loi sur la santé mentale* et la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé*, pour faciliter le transfert des patients, dans certaines circonstances, à un établissement psychiatrique répondant mieux à leurs besoins. On proposera d'autres modifications à la *Loi sur la santé mentale*;
- la *Loi de 1999 sur la ville d'Ottawa*, afin de créer un conseil de santé indépendant pour la ville;
- la *Loi sur les assurances*, afin de réformer l'assurance-automobile, notamment en reconnaissant le statut unique des services de transports en commun aux termes du régime ontarien d'assurance sans égard à la responsabilité en excluant les blessures subies lorsqu'il n'y a pas eu de collision;
- la *Loi sur les assurances* et la *Loi sur l'assurance-santé*, afin de recouvrer des coûts pris en charge par le système de santé de l'Ontario lors d'accidents couverts par des polices d'assurance-automobile;
- la *Loi sur le Barreau*, afin de moderniser la structure de gouvernance du Barreau du Haut-Canada;
- la *Loi sur le ministère de la Formation et des Collèges et Universités et la Loi de 2002 sur la prescription des actions*.

De plus, le gouvernement propose de déposer :

- la *Loi de 2010 sur les services d'enregistrement immobilier électronique*, afin de poursuivre la modernisation du système d'enregistrement immobilier;
- un projet de loi pour s'assurer que l'Ontario s'acquitte de ses obligations découlant de certaines ententes de règlement des revendications territoriales conclues avec les Premières nations.

Le gouvernement propose d'adopter un règlement et de promulguer les modifications apportées à la *Loi sur l'assurance-automobile obligatoire* pour s'assurer que la plupart des véhicules immatriculés en Ontario sont couverts par une police d'assurance.

AUTRES MESURES ET MODIFICATIONS DE FORME

L'Ontario propose de déposer des modifications à la *Loi de 2007 sur les impôts* pour édicter certaines mesures annoncées précédemment.

On proposera des mesures législatives pour améliorer l'efficacité administrative, mieux appliquer la loi, maintenir l'intégrité et l'équité du régime fiscal et du système de perception des revenus de l'Ontario, clarifier les lois et assouplir les règlements afin qu'on puisse préserver l'intention des politiques. Les nouvelles mesures législatives comprendront des modifications aux lois suivantes :

- Loi de 1996 sur la réglementation des alcools et des jeux et la protection du public*
- Loi sur l'évaluation foncière*
- Loi sur les sociétés par actions*
- Loi de 2006 sur la cité de Toronto*
- Loi sur les fonds communautaires de placement dans les petites entreprises*
- Loi sur les sociétés coopératives*
- Loi sur l'imposition des sociétés*
- Loi sur l'éducation*
- Loi de 1998 sur l'électricité*
- Loi sur l'impôt-santé des employeurs*
- Loi sur l'administration financière*
- Loi de 1997 sur la Commission des services financiers de l'Ontario*
- Loi de la taxe sur les carburants*
- Loi de la taxe sur l'essence*
- Loi de l'impôt sur le revenu*
- Loi sur les droits de cession immobilière*
- Loi sur les alcools*
- Loi sur les régies des routes locales*
- Loi sur le Conseil de gestion du gouvernement*
- Loi de l'impôt sur l'exploitation minière*
- Loi sur le ministère du Revenu*
- Loi de 2001 sur les municipalités*
- Loi sur les régies des services publics du Nord*
- Loi sur les régimes de retraite*
- Loi de 2006 sur l'impôt foncier provincial*
- Loi sur la taxe de vente au détail*
- Loi de 2006 sur le financement par surcroît d'impôts*
- Loi de 2007 sur les impôts*
- Loi de la taxe sur le tabac*

Incidence du budget de 2010
 (en millions de dollars)

Tableau 3

	2010-2011	2011-2012	2012-2013
Crédit pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario ¹	(35)	(30)	(45)
Adoption de mesures fiscales fédérales			
Impôt sur le revenu des particuliers	65	85	85
Impôt sur le revenu des sociétés	(3)	(4)	(4)
Indemnité payée aux vendeurs au titre de la TVD ²	(27)	—	—
Taxe de vente sur les assurances			
Indemnité payée aux vendeurs ²	(3)	(3)	(3)
Exemptions de certains droits	(3)	(4)	(4)
Mesures administratives	—	—	—
Total des modifications fiscales	(6)	44	29

¹ Les prestations accordées aux résidents du Nord seraient maintenues en 2011-2012, mais les coûts du programme diminueraient car les règles comptables exigent qu'un des quatre paiements trimestriels soit comptabilisé en 2012-2013. Pour 2010, le crédit pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario est imputé au poste des charges de programmes.

² L'indemnité payée aux vendeurs est imputée au poste des charges de programmes.

Nota : Le « — » indique un montant nul ou un faible montant (moins de 1 million de dollars).

MODERNISATION DES RÉGIMES DE RETRAITE ET DU SYSTÈME DE REVENU DE RETRAITE

Le revenu des personnes âgées du Canada a augmenté considérablement au cours des dernières décennies du XX^e siècle. De plus, la pauvreté chez les personnes âgées a diminué de façon remarquable au cours de cette période. Ces réussites sont dignes de mention, certes, mais des recherches indiquent que le système de revenu de retraite pourrait faire face à des défis au XXI^e siècle. En raison du vieillissement de la population de l'Ontario, les questions liées à la sécurité de la retraite sont de plus en plus importantes tant pour les personnes qui bénéficient d'un régime de retraite que pour celles qui n'ont pas de tel régime.

Bien que les régimes de retraite à prestations déterminées (PD) soient une source de revenu importante pour les personnes âgées de l'Ontario (50 % des personnes seules et des couples de 65 ans et plus touchent un revenu provenant d'un tel régime), le pourcentage d'employés rémunérés bénéficiant d'un régime à PD est passé de plus de 40 % à environ 33 %. De nombreux Ontariens et Ontariennes n'ayant pas de régime de retraite d'employeur ont vu leurs comptes d'épargne-retraite diminuer considérablement en raison des rendements négatifs affichés par les marchés des actions mondiaux en 2008, de la récession mondiale et de la faiblesse des taux d'intérêt.

La province joue un rôle de premier plan à l'échelle nationale afin d'examiner l'état actuel du système de revenu de retraite, sa viabilité future et les mesures qui pourraient le renforcer et dont bénéficieraient les personnes âgées de demain. De plus, elle a entrepris la réforme et la modernisation de la *Loi sur les régimes de retraite* (LRR). Cette réforme a débuté en 2009 et se poursuivra en 2010 à mesure que le gouvernement étudiera les recommandations formulées par la Commission d'experts en régimes de retraite dans son rapport intitulé *Un juste équilibre : Une retraite sûre, un régime abordable, des règles équitables*³.

Transformation du système de régimes de retraite

Au cours de la dernière année, l'Ontario a annoncé d'importantes initiatives pour moderniser le système de régimes de retraite d'employeur de la province. Il mettra ces initiatives en oeuvre pour s'assurer que ce système demeure viable pour les retraités, les participants aux régimes et les promoteurs de régimes.

Modernisation de la Loi sur les régimes de retraite

Le projet de loi 236, *Loi de 2010 modifiant la Loi sur les régimes de retraite*, a été déposé le 9 décembre 2009. Ce projet de loi est la plus importante réforme des régimes de retraite présentée en Ontario en plus de 20 ans. Il s'agit de la première étape d'un processus de réforme proposé ayant pour but d'établir un juste équilibre entre les intérêts variés des pensionnés, des participants aux régimes de retraite et des promoteurs de régimes.

En 2010, le gouvernement tiendra des consultations sur les règlements liés au projet de loi 133, *Loi de 2009 modifiant des lois en ce qui concerne le droit de la famille*, qui établit de nouvelles règles concernant le partage des prestations de retraite en cas d'échec du mariage.

Amélioration des règlements d'application multiples

Soucieux d'améliorer la réglementation et l'administration des régimes de retraite à lois d'application multiples, le gouvernement collabore avec d'autres autorités canadiennes afin de mettre la touche finale à une entente qui établirait des modalités claires d'administration et de réglementation de ces régimes.

³ Voir le site www.fin.gov.on.ca/fr/consultations/pension/report.

On déposera des modifications législatives qui permettraient à l'Ontario d'être signataire de cette entente. Le Québec et l'Alberta se sont déjà dotés de la compétence législative les autorisant à signer l'entente proposée.

Allégement de la capitalisation du déficit de solvabilité

Pour atténuer les effets de la baisse des marchés survenue en 2008, le gouvernement a modifié, à l'été 2009, le règlement pris en application de la LRR pour accorder un allégement temporaire de la capitalisation du déficit de solvabilité des régimes de retraite à PD de l'Ontario. Le 31 décembre 2009, plus du quart des régimes de retraite à PD qui avaient présenté un rapport d'évaluation actuarielle avaient choisi d'avoir recours à cette mesure, qui a permis d'alléger temporairement les flux de trésorerie de plus de 650 millions de dollars.

Soutien à des régimes de retraite durables dans le secteur public

Depuis l'entrée en vigueur des mesures d'allégement de la capitalisation du déficit de solvabilité, un grand nombre de promoteurs de régimes de retraite à PD à entreprise unique des secteurs public et parapublic, notamment les universités, ont demandé que le gouvernement accroisse l'allégement de la capitalisation et que leurs régimes soient exemptés des exigences de capitalisation du déficit de solvabilité. La Commission d'experts a recommandé que ce genre d'exemptions ne soit envisagé que pour les régimes de retraite prévoyant le partage des risques et la prise de décisions conjointe.

Le gouvernement envisagera d'autres mesures d'allégement temporaire de la capitalisation qui s'appliqueraient aux régimes de retraite des secteurs public et parapublic si certaines conditions liées à un meilleur partage des risques et de la gouvernance sont respectées, notamment les suivantes :

- convertir les régimes en régimes de retraite conjoints pour les services futurs;
- partager de façon plus équitable le coût normal des prestations entre les promoteurs de régimes et les participants aux régimes;

- exiger que des avantages futurs, comme la protection contre l'inflation, soient liés au rendement affiché par les régimes;
- fournir davantage de certitude quant aux coûts et rendre les régimes plus abordables en modifiant les prestations afin d'améliorer la viabilité des régimes.

Par ailleurs, les promoteurs de ces régimes devraient envisager des mesures permettant de réduire les frais d'administration et de placement afin d'améliorer l'efficience au chapitre des coûts.

Une vision pour une réforme plus approfondie

Le gouvernement poursuivra la réforme du système de régimes de retraite en 2010. Il s'inspirera des recommandations de la Commission d'experts, des commentaires formulés lors des consultations avec les intervenants, des observations faites par le Conseil consultatif des régimes et revenus de retraite mis sur pied par le ministre et du fruit des discussions permanentes avec l'Institut canadien des actuaires. La prochaine série de mesures de réforme reposera sur les principes suivants :

- les régimes de retraite devraient avoir des fonds suffisants pour couvrir toutes les prestations qu'ils versent;
- toutes les parties en cause devraient assumer les responsabilités et les risques;
- les règles de financement devraient être conformes aux structures de prestations et de gouvernance.

Le gouvernement entend étudier des mesures de réforme qui auraient notamment les effets suivants :

- rendre plus strictes les exigences concernant la suspension des cotisations pour accroître la sécurité des prestations et exiger la divulgation des suspensions de cotisations aux participants et aux retraités;
- rendre plus strictes les exigences concernant le financement des améliorations apportées aux prestations lorsque les prestations existantes ne sont pas entièrement capitalisées et exiger que toutes ces améliorations soient financées plus rapidement;
- limiter la mesure dans laquelle le financement peut être basé sur des évaluations sur base de continuité et des évaluations de solvabilité excluant la valeur de certaines prestations, tenant compte de la valeur d'éléments d'actif nettement différente des valeurs du marché, ou reposant sur des taux d'intérêt lissés;

- encourager davantage la conception de régimes innovateurs en fournissant un cadre permettant de créer des « régimes de retraite flexibles », tels que permis par la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada);
- permettre l'utilisation de lettres de crédit pour satisfaire en partie aux exigences de capitalisation du déficit de solvabilité;
- clarifier les procédures utilisées pour déterminer le droit au surplus lors de la liquidation d'un régime de retraite;
- établir un seuil de financement uniforme à partir duquel on serait tenu de faire une évaluation actuarielle tous les ans.

Tel que recommandé par la Commission d'experts, le gouvernement envisagera également la mise à jour du cadre de financement, de gouvernance et de réglementation des régimes de retraite répondant à certains critères. Ces règles pourraient s'appliquer, par exemple, à certains régimes de retraite interentreprises et régimes de retraite conjoints.

En octobre 2009, le gouvernement fédéral a proposé de moderniser les règles de placement des régimes de retraite énoncées dans le Règlement sur les normes des prestations de pension (Canada), que l'Ontario a adopté par renvoi en 2000. Lorsque ces nouvelles règles auront été adoptées, l'Ontario les étudiera attentivement pour déterminer si elles conviennent aux régimes enregistrés en Ontario, en accordant une attention particulière à la règle du 30 %. La province déterminera alors les changements à adopter, le cas échéant.

On procédera à la réforme du système de régimes de retraite de façon graduelle pour assurer une coordination efficace des propositions qui s'y rattachent et atténuer les hausses de coûts (p. ex., en mettant en œuvre graduellement les modifications apportées aux règles de financement). Un grand nombre de ces modifications seraient promulguées par voie de règlements tandis que d'autres nécessiteraient des modifications à la LRR.

Tous les règlements adoptés à la suite du processus de réforme seront affichés sur le Registre ontarien de la réglementation aux fins de consultation pour s'assurer que toutes les parties concernées peuvent prendre les mesures rendues nécessaires par la réforme du système de régimes de retraite.

Fonds de garantie des prestations de retraite

Une des questions soulevées par la Commission d'experts est la viabilité du Fonds de garantie des prestations de retraite (FGPR). Le FGPR est le seul fonds du genre au Canada. La Pension Benefit Guaranty Corporation des États-Unis et le Pension Protection Fund du Royaume-Uni s'occupent de régimes de retraite semblables. Tous trois font face à des défis financiers de taille.

Le FGPR doit s'autofinancer. Toutefois, les cotisations annuelles versées par les employeurs offrant des régimes de retraite à PD (qui ont été en moyenne de 48 millions de dollars par année entre 2005 et 2009) n'ont pas suffi à couvrir les réclamations faites à l'endroit du FGPR. La province a accordé une série de prêts au Fonds, ce qui a entraîné des dettes actives pour la province de 275 millions de dollars au 31 mars 2009.

Stabilisation du FGPR

Face aux défis de plus en plus grands que doit relever le FGPR, le gouvernement accorde une subvention de 500 millions de dollars au Fonds en 2009-2010. Cette subvention aidera à faire en sorte que le FGPR ait des actifs suffisants pour payer les réclamations faites à son endroit à court terme.

Étude actuarielle du FGPR

Pour donner suite aux recommandations de la Commission d'experts, le gouvernement a commandé, en 2009, la première étude actuarielle indépendante portant sur les primes et les prestations versées par le FGPR. Les résultats de cette étude, qui devraient être disponibles au printemps 2010, fourniront des précisions sur la santé financière du FGPR. Le gouvernement déterminera ensuite les meilleures mesures à prendre pour procéder aux réformes qui assureront l'avenir du FGPR.

Le système de revenu de retraite de demain

La chute des marchés des actions mondiaux en 2008 et la faiblesse des taux d'intérêt à long terme ont eu un effet négatif sur l'épargne-retraite des Canadiens et des Canadiens. Cette situation a attiré l'attention sur l'état du système de revenu de retraite du Canada. La province participe à une évaluation factuelle de ce système en collaboration avec d'autres gouvernements du pays.

En décembre 2009, les ministres fédéral, provinciaux et territoriaux des Finances ont passé en revue les résultats de recherches approfondies portant sur le système de revenu de retraite du Canada, y compris ceux d'une étude réalisée par Bob Baldwin, expert en régimes de retraite, à la demande du ministère des Finances de l'Ontario⁴.

À la suite de ces recherches, les ministères des Finances évaluent diverses options permettant de relever les défis auxquels ce système pourrait faire face à l'avenir. On prévoit que les résultats d'une évaluation préliminaire seront présentés lors de la réunion des ministres des Finances prévue pour mai 2010.

Les options envisagées peuvent être regroupées sous quatre thèmes :

- l'expansion des régimes de retraite généraux dans le but d'accroître la part du revenu de retraite fournie aux personnes âgées de demain par l'entremise du Régime de pensions du Canada;
- la création de régimes de retraite à cotisations déterminées afin d'offrir d'autres possibilités d'épargne-retraite aux Canadiens et aux Canadiens n'ayant pas de régime de retraite d'employeur;
- l'adoption de mesures novatrices, telles que les régimes à prestation cible, afin d'accroître le nombre de personnes bénéficiant d'un régime de retraite d'employeur ou d'un régime enregistré d'épargne-retraite;
- la réforme de l'aide fiscale pour faciliter la hausse de l'épargne-retraite et l'adoption de mesures novatrices de versement des prestations de retraite.

⁴ On peut consulter l'intégralité du rapport sur le site www.fin.gov.on.ca/fr/consultations/pension/dec09report.html.

Consultations

La province demeure déterminée à suivre une approche ouverte, axée sur la consultation, pour réformer le système de régimes de retraite et de revenu de retraite. En se basant sur le processus de consultation mis sur pied par la Commission d'experts, au cours duquel 127 particuliers et groupes ont présenté des observations et des mémoires, le gouvernement poursuivra le dialogue ouvert et transparent portant sur ces questions importantes.

En prévision de la prochaine réunion des ministres des Finances, qui aura lieu en mai 2010, la province demandera aux Ontariennes et aux Ontariens intéressés de lui faire part de leurs commentaires sur la façon d'accroître la sécurité du revenu de retraite pour les personnes âgées de demain.

En 2009, le premier ministre McGuinty a demandé au gouvernement fédéral d'organiser un sommet national sur les régimes de retraite. La province est heureuse de constater que, dans le budget fédéral de 2010, le gouvernement du Canada a annoncé qu'il tiendrait des consultations sur le système de revenu de retraite. La province participera avec plaisir au sommet organisé par le gouvernement fédéral en 2010 une fois ces consultations pancanadiennes terminées.

Chapitre IV

Emprunts et gestion de la dette







POINTS SAILLANTS

- ✓ Le total des besoins en matière de financement pour 2009-2010 a diminué de 6 milliards de dollars depuis la publication l'automne dernier du document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009* en raison surtout de la baisse de 3,4 milliards de dollars du déficit prévu.
- ✓ Le total des emprunts à long terme sur les marchés publics devrait se chiffrer à 39,7 milliards de dollars en 2010-2011, soit 4,1 milliards de dollars de moins que les 43,8 milliards de dollars de 2009-2010.
- ✓ Les frais d'intérêt sur la dette sont inférieurs de 476 millions de dollars aux prévisions du document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009*. Cette diminution résulte des taux d'intérêt plus faibles que prévu, d'une plus grande part du financement dont l'échéance est plus courte et du déficit moins élevé que prévu.
- ✓ La dette totale devrait s'élever à 212,4 milliards de dollars au 31 mars 2010.
- ✓ On projette que la dette nette se chiffrera à 193,2 milliards de dollars au 31 mars 2010.
- ✓ En 2009-2010, le rapport dette nette-PIB du Canada et de l'Ontario était bien inférieur à la moyenne des pays du G-7.
- ✓ En 2008-2009, la dernière année pour laquelle on dispose de données, le rapport dette nette-PIB de l'Ontario était près de la médiane pour les provinces canadiennes.
- ✓ Pour 2010-2011, si les taux d'intérêt augmentaient de 1 %, on estime que cela aurait pour effet d'accroître les frais d'intérêt de quelque 480 millions de dollars pour la province.

EMPRUNTS À LONG TERME SUR LES MARCHÉS PUBLICS

L'Ontario a réussi à exécuter son plus important programme d'emprunt annuel en 2009-2010, malgré les défis avec lesquels les marchés des capitaux sont toujours aux prises à l'échelle internationale. Pour ce faire, la province a surtout eu recours à une plus grande diversification sur les marchés internationaux des obligations. Elle a également été à l'écoute des investisseurs qui se procurent ses obligations.

Les emprunts provisoires à long terme pour 2009-2010 se chiffrent à 43,8 milliards de dollars, comparativement aux 42,6 milliards indiqués dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009*. La différence découle surtout de la décision de hausser les réserves de trésorerie, cette hausse ayant été en partie contrebalancée par la réduction de 3,4 milliards de dollars du déficit prévu.

En 2009-2010, 51 % des fonds (22,4 milliards de dollars) ont été empruntés sur les marchés financiers internationaux. Les obligations émises en devises étrangères ont été les suivantes :

- des obligations planétaires en dollars américains
- des euro-billets à moyen terme en euros, en francs suisses et en dollars de Hong Kong

Environ 21,4 milliards de dollars, soit 49 % des besoins d'emprunt, proviennent de l'émission, sur le marché canadien, des titres de créances suivants :

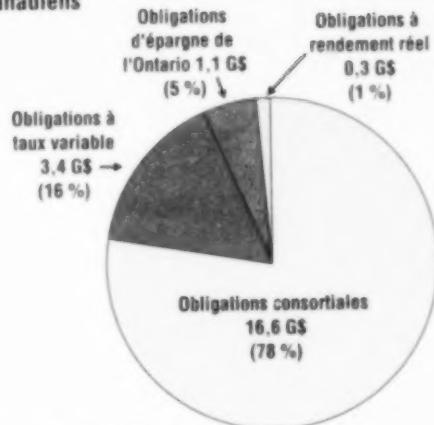
- des obligations consortiales
- des obligations à taux variable
- des Obligations d'épargne de l'Ontario
- des obligations à rendement réel

Emprunts – Marché canadien



Graphique 1

Émissions : 21,4 milliards de dollars canadiens



Source : Office ontarien de financement.

Programme d'emprunt 2009-2010**Tableau 1****Province et Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario
(en milliards de dollars)**

	Perspectives d'automne	Chiffres provisoires	Variation en cours d'exercice
Déficit	24,7	21,3	(3,4)
Investissement dans des immobilisations corporelles	9,5	8,5	(1,0)
Redressements sans effet sur la trésorerie	0,5	(0,6)	(1,1)
Prêts/Investissements nets	1,6	1,3	(0,3)
Dette arrivant à échéance	14,7	14,6	(0,1)
Rachats de titres de créances	0,4	0,4	—
Total des besoins en matière de financement	51,5	45,5	(6,0)
Emprunts auprès du Régime de pensions du Canada	(1,1)	(1,1)	—
Diminution/(Augmentation) des emprunts à court terme	(7,8)	(6,0)	1,8
Augmentation/(Diminution) de la trésorerie et des équivalents	—	5,5	5,5
Total des emprunts à long terme sur les marchés publics	42,6	43,8	1,2

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Le total des besoins en matière de financement pour 2009-2010 a diminué de 6 milliards de dollars depuis la publication l'automne dernier du document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009*. Cette baisse est surtout attribuable à la diminution du déficit prévu. Cela a permis à la province d'augmenter son solde de trésorerie, ce qui lui donnera plus de souplesse pour combler ses besoins en matière de financement en 2010-2011.

Les frais d'intérêt sur la dette, qui se chiffrent à 8 930 millions de dollars, sont inférieurs de 476 millions de dollars aux prévisions du document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009*. Cette diminution résulte de l'incidence des taux d'intérêt plus faibles que prévu sur la dette à taux variable, d'une plus grande part du financement dont l'échéance est plus courte et du déficit moins élevé que ce qui était prévu dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009*.

Perspectives du programme d'emprunt à moyen terme : Tableau 2
Province et Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario
(en milliards de dollars)

	2010-2011	2011-2012	2012-2013
Déficit	19,7	17,3	15,9
Investissement dans des immobilisations corporelles	9,8	10,6	10,4
Redressements sans effet sur la trésorerie	(1,7)	(3,0)	(2,8)
Prêts/Investissements nets	1,9	1,8	1,0
Dette arrivant à échéance	15,6	14,0	17,3
Rachats de titres de créances	0,4	0,4	0,5
Total des besoins en matière de financement	45,6	41,1	42,2
Emprunts auprès du Régime de pensions du Canada	(0,8)	(1,1)	(0,8)
Diminution/(Augmentation) des emprunts à court terme	(1,6)	(1,2)	(1,2)
Augmentation/(Diminution) de la trésorerie et des équivalents	(3,5)	—	—
Total des emprunts à long terme sur les marchés publics	39,7	38,8	40,2

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Les besoins en matière d'emprunts pour 2010-2011 découlent surtout du déficit, des investissements dans des immobilisations corporelles et du refinancement de la dette arrivant à échéance. Pour combler les besoins d'emprunts, l'Ontario conservera une démarche souple, surveillera les marchés canadien et international, émettra des obligations ayant différentes échéances et dans diverses devises, et tiendra compte des préférences des investisseurs. La diversification des sources d'emprunt continuera d'être un objectif de premier ordre en 2010-2011. Selon les conditions des marchés, la province prévoit effectuer au moins 50 % des emprunts sur le marché canadien.

Pour les exercices 2009-2010 à 2011-2012, le total des besoins en matière de financement de la province a diminué d'un montant cumulatif de 8,7 milliards de dollars par rapport aux prévisions du document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009*, qui a été publié l'automne dernier. Cette diminution est principalement attribuable aux déficits moins élevés que prévu pour ces exercices.

Le gouvernement demandera à l'Assemblée législative de lui accorder le pouvoir d'emprunter pour combler les besoins de la province.

DETTE

La dette totale, qui représente tous les emprunts sans y inclure les actifs financiers, qui ont pour effet de la contrebalancer, devrait s'élever à 212,4 milliards de dollars au 31 mars 2010, comparativement à 176,9 milliards de dollars au 31 mars 2009.

La dette nette de l'Ontario équivaut à la différence entre le total des passifs et le total des actifs financiers. Depuis 2009-2010, la dette nette du secteur parapublic est incluse dans celle de la province puisqu'on a adopté un nouveau mode de présentation des revenus, des charges, des actifs et des passifs du secteur parapublic dans les rapports financiers consolidés de la province. Les hôpitaux, les conseils scolaires et les collèges font partie des organismes du secteur parapublic. En raison de la nouvelle présentation de 2009-2010, la dette nette a été redressée pour les années antérieures remontant jusqu'à 2005-2006.

Jusqu'en 2009-2010, la dette nette de la province n'englobait pas la dette nette des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges, qui était auparavant incluse dans les actifs nets des organismes du secteur parapublic dans les états financiers consolidés de la province (voir l'addenda au budget de l'Ontario de 2010, *Plan de l'Ontario pour renforcer la responsabilité, la transparence et la gestion financière*, pour d'autres détails sur les changements apportés à la présentation financière de la province relative aux organismes du secteur parapublic). Ce changement n'a pas d'incidence sur l'excédent ou le déficit annuel de la province ni sur son déficit accumulé.

On projette que la dette nette de l'Ontario se chiffrera à 193,2 milliards de dollars au 31 mars 2010. Ce montant englobe la dette nette du secteur parapublic, qui est de 11,6 milliards de dollars. Au 31 mars 2009, la dette nette était de 165,9 milliards de dollars, dont 10,6 milliards de dollars liés au secteur parapublic.

Les résultats provisoires de 2009-2010 pour la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) indiquent que les revenus pourraient être d'environ 1,4 milliard de dollars supérieurs aux charges, ce qui réduirait la dette non provisionnée de la Société (ou « dette insurmontable du secteur de l'électricité »), pour la faire passer de 16,2 milliards de dollars au 31 mars 2009 à 14,8 milliards de dollars au 31 mars 2010. Pour 2010-2011, on prévoit que les revenus de la SFIEO seront supérieurs d'environ 1,0 milliard de dollars à ses charges, ce qui réduirait la dette non provisionnée pour la faire passer à 13,8 milliards de dollars au 31 mars 2011.

COMPOSITION DE LA DETTE TOTALE

La dette totale est constituée d'obligations émises sur les marchés financiers publics, d'une dette interne, de bons du Trésor et de billets de trésorerie américains.

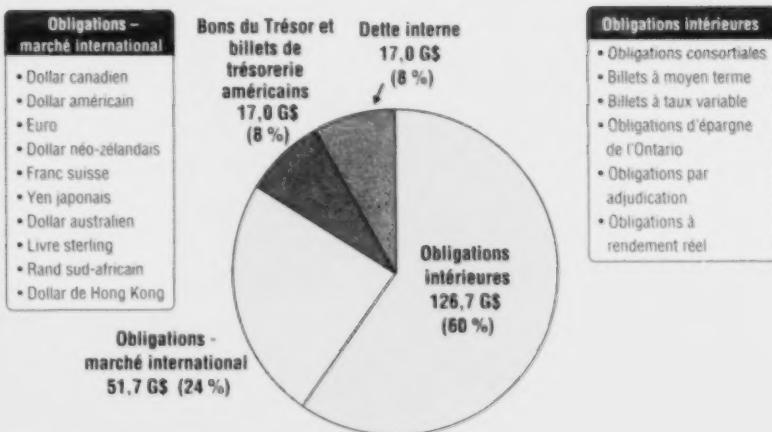
La dette contractée sur les marchés publics totalise 195,4 milliards de dollars et consiste principalement en obligations émises en 10 devises sur les marchés canadien et international à long terme. L'Ontario a aussi une dette interne de 17,0 milliards de dollars contractée en dollars canadiens. La dette interne est constituée de titres de créances qui sont détenus par des caisses de retraite du secteur public de l'Ontario et l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC). Cette dette contractée hors des marchés publics est non négociable.

Composition de la dette totale



Émissions : 212,4 milliards de dollars canadiens

Graphique 2

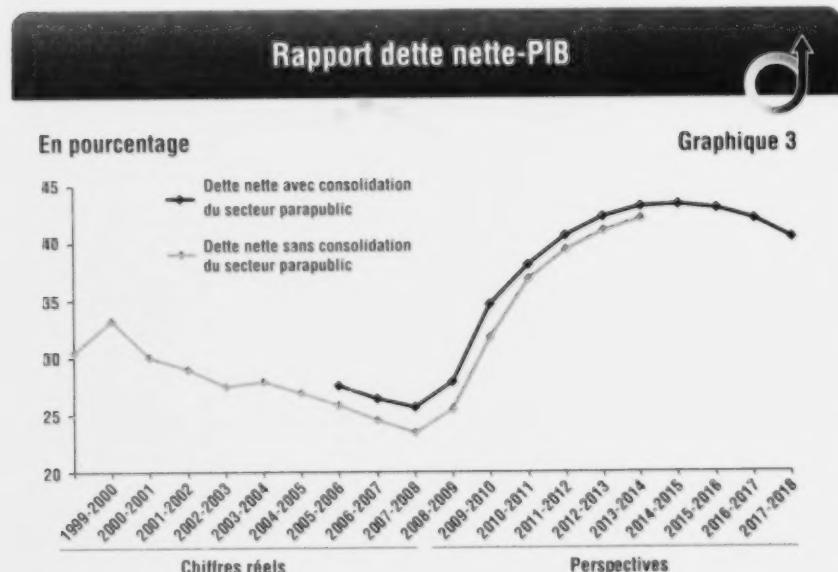


RAPPORTS DETTE-PIB

On s'attend à ce que les rapports dette-PIB de la province augmentent en raison des déficits projetés. Les rapports se stabilisent et commencent à diminuer pendant la période couverte par le plan de redressement visant à équilibrer le budget.

Cette année, en raison des changements apportés par la province à la présentation financière ayant trait aux organismes du secteur parapublic, le rapport dette nette-PIB de la province est indiqué avec et sans la dette nette des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges jusqu'à 2013-2014, à des fins de comparaison.

Par la suite, seule la dette nette de la province, englobant la dette nette du secteur parapublic, sera illustrée.



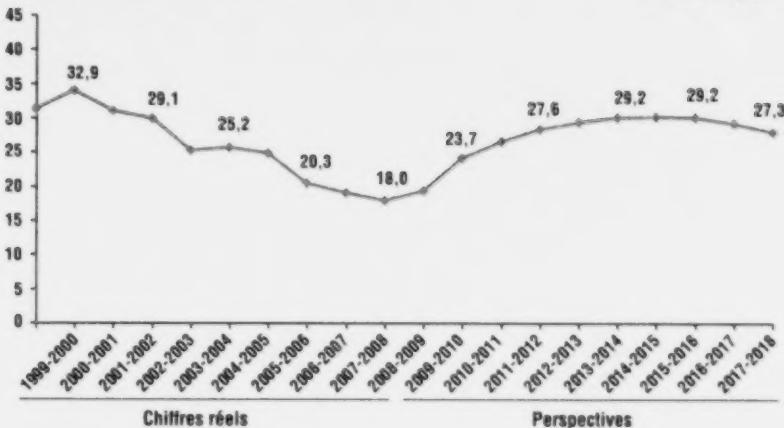
* La dette nette du secteur parapublic est redressée uniquement à partir de 2005-2006.
Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Rapport déficit accumulé-PIB



En pourcentage

Graphique 4



Source : ministère des Finances de l'Ontario.

En 2008-2009, la dernière année pour laquelle on dispose de données pour toutes les provinces, le rapport dette nette-PIB de l'Ontario était près de la médiane pour les provinces.

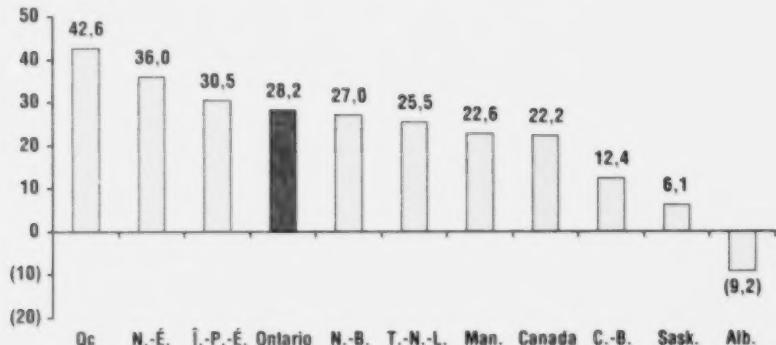
Comparaison du rapport dette nette-PIB des provinces



2008-2009

Graphique 5

En pourcentage



Sources : Statistique Canada, Comptes publics provinciaux, Perspectives de l'économie mondiale du Fonds monétaire international (octobre 2009) et Office ontarien de financement.

En 2009-2010, le rapport dette nette-PIB du Canada et de l'Ontario était bien inférieur à la moyenne des pays du G-7.

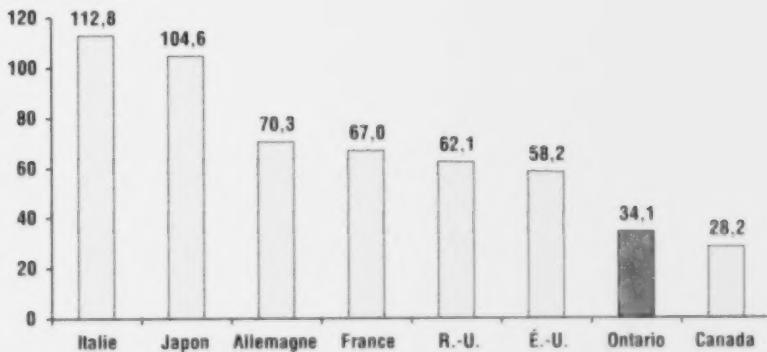
Rapport dette nette-PIB des pays du G-7 et de l'Ontario



Graphique 6

2009-2010

En pourcentage



Sources : Perspectives de l'économie mondiale du Fonds monétaire international (octobre 2009) et Office ontarien de financement.

COÛT DE LA DETTE

Au 31 mars 2010, le taux d'intérêt effectif (selon une moyenne pondérée) sur la dette totale est estimé à 4,57 % comparativement à 5,17 % au 31 mars 2009. À titre comparatif, au 31 mars 1993, ce taux était de 10,14 %. Au 31 mars 2010, le taux d'intérêt effectif sur la dette contractée sur les marchés publics est estimé à 4,32 % comparativement à 4,83 % au 31 mars 2009.

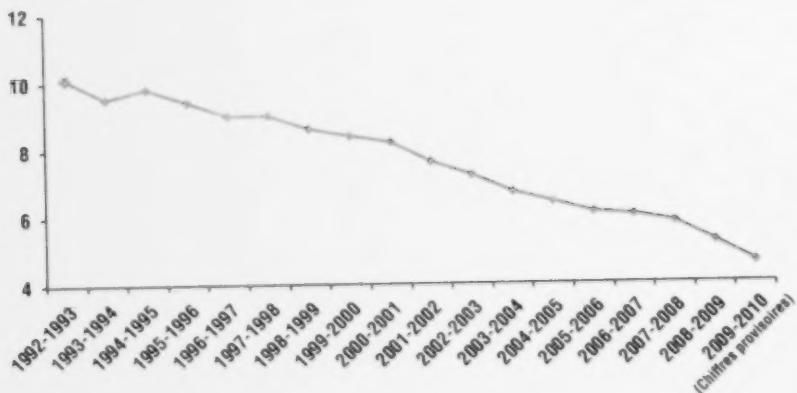
Le 31 mars 2010, le taux d'intérêt effectif sur la dette interne est estimé à 7,38 % par rapport à 8,05 % au 31 mars 2009.

Pour 2010-2011, si les taux d'intérêt augmentaient de 1 %, on estime que cela aurait pour effet d'accroître les frais d'intérêt de quelque 480 millions de dollars pour la province.

Taux d'intérêt effectif (moyenne pondérée) de la dette totale

En pourcentage

Graphique 7



Sources : *Comptes publics de l'Ontario* (1993-2009) et Office ontarien de financement.

EXPOSITION AUX RISQUES

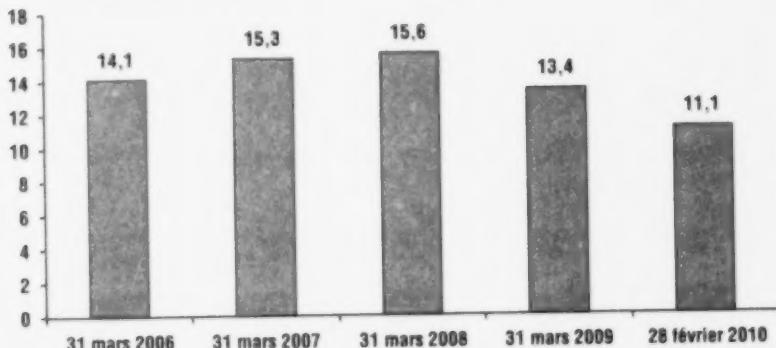
La province limite son exposition aux risques associés aux changements nets de taux d'intérêt à 35 % de la dette contractée pour les besoins de la province et son exposition aux risques de change, à 5 %. Au 28 février 2010, l'exposition de la province aux risques associés aux changements nets de taux d'intérêt était de 11,1 %. Son exposition aux risques de change était de 0,1 %. Toutes les expositions sont restées nettement inférieures aux limites prévues dans la politique en 2009-2010.

Exposition aux risques associés aux changements nets de taux d'intérêt



Pourcentage de la dette contractée
pour les besoins de la province

Graphique 8



Exclut la dette de la SFIED.

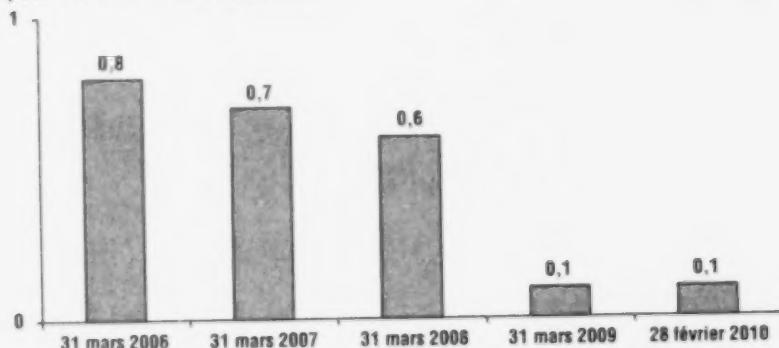
Source : Office ontarien de financement.

Exposition aux risques de change



Pourcentage de la dette contractée
pour les besoins de la province

Graphique 9



Exclut la dette de la SFIED.

Source : Office ontarien de financement.

TABLEAUX FINANCIERS CONSOLIDÉS

Dette nette et déficit accumulé
Chiffres provisoires 2010
 (en millions de dollars)

Tableau 3

	Chiffres prov. Plan					
	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Dette¹						
Dette contractée sur les marchés publics						
Obligations ²	123 129	128 666	134 362	145 398	176 020	201 702
Bons du Trésor	5 215	4 249	5 092	9 044	13 616	15 216
Billets de trésorerie américains ³	706	254	644	2 006	3 471	3 471
Infrastructure Ontario (IO) ⁴	1 323	1 262	1 632	1 695	1 890	1 890
Autre	387	--	--	68	296	294
	130 760	134 431	141 730	158 211	195 293	222 573
Dette interne						
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	10 233	10 233	10 233	10 233	10 233	10 233
Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	7 596	6 411	4 466	3 001	1 765	1 205
Caisse de retraite des fonctionnaires de l'Ontario	2 705	2 502	2 260	1 991	1 713	1 403
Caisse de retraite du syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (SEFPO)	1 285	1 188	1 074	946	814	667
Société canadienne d'hypothèques et de logement	960	914	863	811	755	696
Autre ⁴	1 367	1 314	1 430	1 632	1 702	1 541
	24 146	22 562	20 326	18 614	16 982	15 745
	154 906	156 993	162 056	176 825	212 275	238 318
Gains de change latents	426	318	161	90	112	94
Dette totale	155 332	157 311	162 217	176 915	212 387	238 412

Tableau 3

Dette nette et déficit accumulé (suite)
Chiffres provisoires 2010
 (en millions de dollars)

	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Chiffres prov. Plan 2010-2011
Dette totale	155 332	157 311	162 217	176 915	212 387	238 412
Espèces et placements temporaires ⁵	(7 426)	(6 622)	(8 144)	(11 878)	(17 492)	(13 848)
Dette totale moins les espèces et placements temporaires	147 906	150 689	154 073	165 037	194 895	224 564
Autres (actifs)/passifs nets ⁵	(5 852)	(8 581)	(10 365)	(9 735)	(13 223)	(15 484)
Dette nette du secteur parapublic ⁶	7 874	8 510	9 480	10 562	11 554	10 911
Dette nette⁷	149 928	150 618	153 188	165 864	193 226	219 991
Actifs non financiers ⁸	(40 773)	(43 842)	(47 571)	(52 626)	(58 658)	(65 733)
Déficit accumulé	109 155	106 776	105 617	113 238	134 568	154 258

¹ Y compris la dette contractée par la province et les organismes du gouvernement, notamment la SFIEO.

² Tous les soldes sont exprimés en dollars canadiens. Les soldes ci-dessus tiennent compte de l'effet des contrats dérivés connexes.

³ La dette provisoire d'Infrastructure Ontario (IO) pour 2009-2010 se compose des Obligations pour le renouvellement de l'infrastructure (1 250 millions de dollars) et de billets de trésorerie à court terme (640 millions de dollars). Elle n'est pas garantie par la province.

⁴ Le poste « Autre » de la dette interne comprend la Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants, la Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario, le Régime de retraite des collèges d'arts appliqués et de technologie et le régime de retraite de Ryerson, et la dette indirecte des conseils scolaires. (La dette indirecte des conseils scolaires a été contractée en juin 2003 pour refinancer de façon permanente la dette de 55 conseils scolaires.)

⁵ Les autres (actifs)/passifs nets comprennent les débiteurs, les prêts en cours, les avances et les investissements dans les entreprises publiques, les créateurs, les charges à payer, les régimes de retraite et le passif associé aux conventions d'achat d'électricité passées avec les producteurs privés. Les chiffres des périodes précédentes ont été redressés pour tenir compte de l'élimination des soldes inter-compagnies lors de la consolidation des résultats du secteur parapublic à compter de 2009-2010.

⁶ La dette nette du secteur parapublic comprend les espèces, les placements temporaires, les débiteurs, les prêts en cours, d'autre financement à long terme, les emprunts, les créateurs, les charges à payer, les régimes de retraite et les autres avantages sociaux futurs et le passif.

⁷ Depuis l'exercice 2009-2010, la dette nette englobe celle des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges, en raison des changements apportés aux normes comptables. À des fins de comparaison, la dette nette a été redressée de 2005-2006 à 2008-2009 pour se conformer à cette nouvelle présentation.

⁸ Depuis l'exercice 2009-2010, ce poste comprend les immobilisations corporelles du secteur parapublic, déduction faite des apports en capital reportés. Les chiffres des exercices 2005-2006 à 2008-2009 ont été redressés pour se conformer à cette présentation.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Échéances de la dette
Chiffres provisoires 2010
(en millions de dollars)

Tableau 4

	Devises					Total des chiffres	
	Dollar canadien	Dollar amér.	Yen japonais	Euro	Autres devises ¹	2009-2010	2008-2009
Exercice							
1 ^{er} exercice	26 924	6 832	—	—	252	34 008	25 382
2 ^e exercice	8 771	4 664	—	—	47	13 482	16 394
3 ^e exercice	7 255	9 564	—	—	550	17 369	13 742
4 ^e exercice	15 250	1 010	165	2 343	576	19 344	11 975
5 ^e exercice	11 832	9 142	59	—	717	21 750	16 938
1-5 ans	70 032	31 212	224	2 343	2 142	105 953	84 431
6-10 ans	23 201	5 483	96	5 288	2 794	36 862	27 101
11-15 ans	12 142	—	—	—	—	12 142	11 097
16-20 ans	15 602	—	—	—	—	15 602	16 658
21-25 ans	9 626	—	—	—	—	9 626	8 816
26-45 ans ²	32 090	—	—	—	—	32 090	28 722
Gains de change non amortis	—	71	(1)	44	(2)	112	90
Total³	162 693	36 766	319 7 675	4 934	212 387	176 915	
Dette contractée pour les besoins de la province	139 195	34 285	319 7 496	3 713	185 008	149 247	
Dette de la SFIEO	23 498	2 481	—	179	1 221	27 379	27 668
Total	162 693	36 766	319 7 675	4 934	212 387	176 915	

¹ Les autres devises sont le dollar australien, le dollar néo-zélandais, la livre sterling, le franc suisse, le dollar de Hong Kong et le rand de l'Afrique du Sud.

² L'échéance la plus longue prend fin le 2 juin 2054.

³ Au 31 mars 2010, on projette que la dette contractée en devises étrangères, compte non tenu des gains de change latents, totalisera 49,7 milliards de dollars (31,5 milliards de dollars en 2009). De ce montant, 49,2 milliards de dollars, soit 99,0 % (31,2 milliards de dollars en 2009, soit 99,1 %), étaient entièrement couverts par un montant équivalent en dollars canadiens.

Perspectives à moyen terme
Dette nette et déficit accumulé
 (en milliards de dollars)

Tableau 5

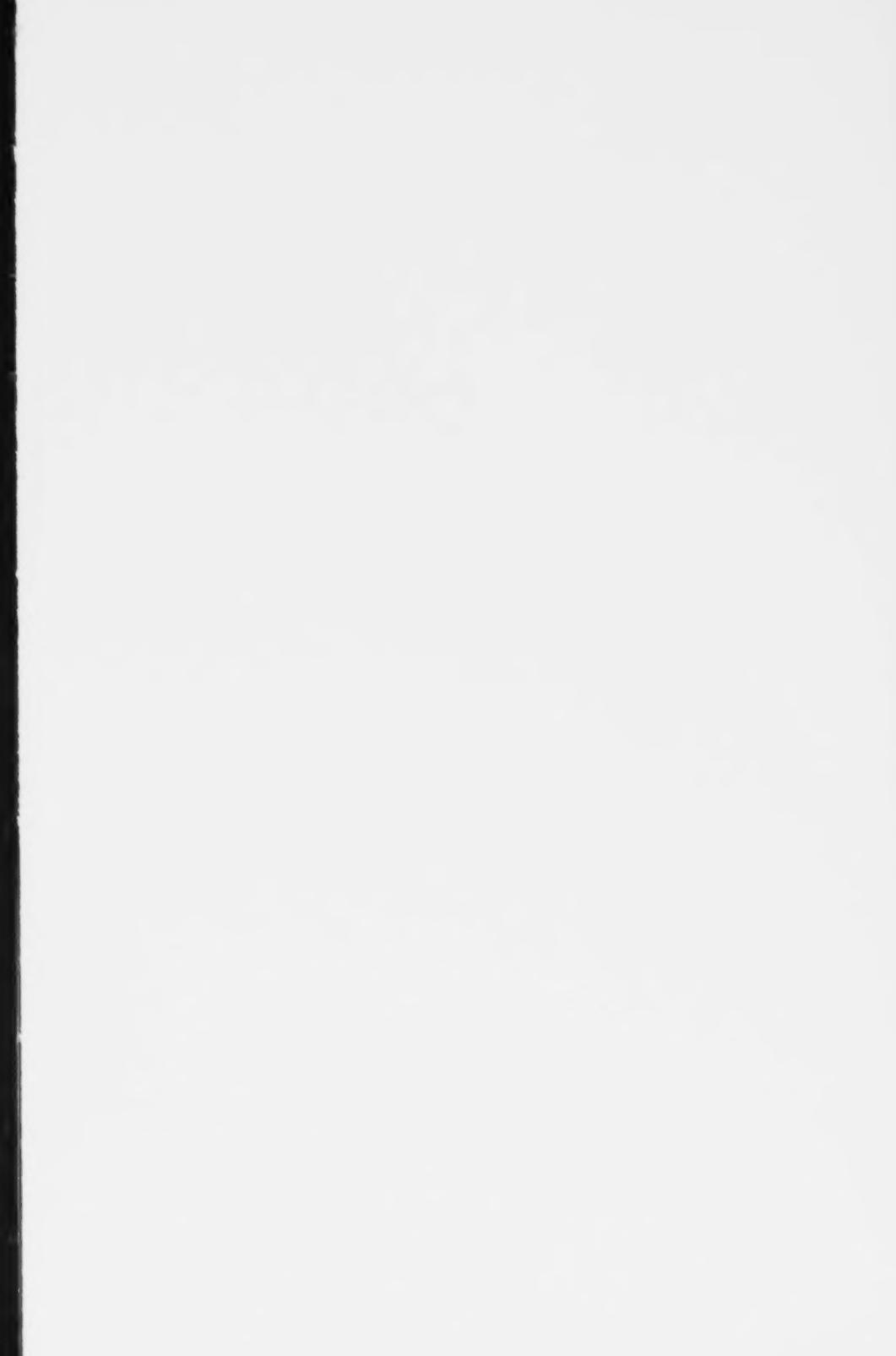
	2011-2012	2012-2013
Dette totale	265.1	289.3
Espèces et placements temporaires	(13.8)	(13.8)
Dette totale moins les espèces et placements temporaires	251.3	275.6
Autres (actifs)/passifs nets	(17.6)	(19.2)
Dette nette du secteur parapublic	11.4	11.4
Dette nette	245.0	267.8
Actifs non financiers	(73.5)	(80.3)
Déficit accumulé	171.6	187.5

Nota Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Valeur nominale du portefeuille des instruments financiers dérivés **Tableau 6**
Chiffres provisoires 2010
(en millions de dollars)

Arrivant à échéance au cours de l'exercice							Plus de 10 ans	Total 2008- 2009
	2010- 2011	2011- 2012	2012- 2013	2013- 2014	2014- 2015	6-10 ans		
Échanges :								
Taux d'intérêt	9 472	10 763	12 491	6 596	24 112	22 772	6 274	92 480
Crédit croisé	5 877	3 992	10 396	6 068	7 602	15 692	—	49 627
Contrats de change à terme	3 510	—	—	—	—	—	—	3 510
Garanties de taux plafond et plancher	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	18 859	14 755	22 887	12 664	31 714	38 464	6 274	145 617
								115 023

Le tableau ci-dessus est un tableau provisoire au 31 mars 2010 des échéances des instruments financiers dérivés de la province, par type, fondé sur le montant nominal des contrats. Les montants nominaux représentent la valeur nominale des contrats dérivés en cours; ils ne sont pas indicatifs du risque de crédit ou du marché ni des flux de trésorerie. La province a recours aux instruments financiers dérivés pour couvrir et minimiser les frais d'intérêt. Les opérations de couverture sont effectuées principalement grâce à des échanges. Les échanges permettent à la province de compenser ou, en fait, de convertir ses obligations actuelles en obligations ayant des caractéristiques financières plus intéressantes.





ISBN 978-1-4435-2441-4 (Imprimé)
ISBN 978-1-4435-2442-1 (HTML)
ISBN 978-1-4435-2443-8 (PDF)



Sources Mixtes

Grande partie issue de forêts bien gérées et d'autres sources contrôlées
www.fsc.org Cert. FSC® COC 002358